



Adieu à Kaboul

Estimant avoir fait ce qui pouvait l'être en faveur de leurs protégés locaux, les Soviétiques, retirant leur corps expéditionnaire d'Afghanistan. Même si le régime de Kaboul tient encore quelque temps, la défaite soviétique est consommée : le ministre de la défense, M. Dimitri Lazov, organise sur place, depuis le vendredi 27 janvier, les derniers rapatriements de troupes, prévus pour avant le 15 février. Les capitales non communistes en ont pris acte en annonçant l'évacuation de leurs diplomates.

Moscou continue de tout entreprendre pour que la défaite ne tourne pas à une humiliation qui rappellerait celle subie par les Américains au Vietnam, voilà près de quatorze ans. De vastes opérations sont prévues pour assurer la sécurité des voies de repli, même au prix de bavures dont des civils sont victimes. Sur le plan diplomatique, M. Chevardnadze, le ministre soviétique des affaires étrangères, va se rendre lui-même au Pakistan, le 4 février, pour tenter, une fois encore mais sans illusion, d'amorcer un règlement politique.

Il reste que Moscou a décidé de tirer un trait sur une aventure militaire en dépit de son énorme coût humain et de l'absence de concessions de la part de ses adversaires. Démonstré par la résistance, l'accord signé à Genève le 14 avril 1988 non seulement n'a pas débouché sur un cessez-le-feu, sans parler d'un règlement politique, mais il n'a même pas permis aux troupes soviétiques de se retirer sans être attaquées.

Que Moscou ait choisi le désengagement sans honneur s'explique pourtant aisément. La situation financière et économique de l'URSS est désastreuse. En outre, le retrait d'Afghanistan constitue la pierre angulaire de la nouvelle diplomatie de Moscou, dont les dividendes sont déjà palpables : détente avec Washington, normalisation des relations avec Pékin, accord de paix en Angola et en Namibie, perspective de règlement du conflit cambodgien.

Pour autant, l'espoir du rétablissement de la paix civile dans ce pays dévasté par la guerre demeure mince, au moins à court terme. Tout en rejetant un compromis avec le régime de Kaboul, qu'ils veulent abattre, les résistants ont été incapables, jusqu'ici, de s'entendre sur la formation d'un gouvernement provisoire. En dépit des pressions convergentes dont ils sont l'objet, notamment de la part du Pakistan et de l'Iran, qui abritent quelque cinq millions de réfugiés, ils en sont encore à se disputer sur la composition d'une assemblée chargée de désigner un exécutif.

Puisque Moscou a refusé d'abandonner complètement le régime de Kaboul au profit d'un accord avec la résistance, ce qui lui aurait permis de rapatrier sans encombre ses troupes, l'Afghanistan risque de connaître encore des heures chaudes. Ainsi privé du bouclier soviétique, combien de temps le régime du président Najibullah pourra-t-il tenir, quitte à abandonner la capitale pour se réfugier sur le Nord frontalier de l'Union soviétique ? Il est impossible de se prononcer. Seule certitude : les Soviétiques sont en train de tourner une page peu glorieuse de leur histoire, tout en risquant sans doute sur le fait que l'Afghanistan de demain, quelle que soient ses dirigeants, sera contraint de cohabiter avec eux.

(Lire, page 4, l'article de notre envoyé spécial LAURENT ZECCHINI.)

M-D146-0130-0-6.00 F



La polémique sur les « affaires » s'amplifie

- Le premier ministre dénonce le « détestable procès » fait par l'opposition
- M. Giscard d'Estaing accuse M. Rocard de « bassesse et diffamation »

La polémique sur les « affaires » Pechiney et Société générale se durcit. Le président de l'UDF, M. Giscard d'Estaing, a vivement réagi, samedi 28 janvier, au rappel de l'affaire des diamants évoquée la veille au soir par le premier ministre, M. Rocard. Celui-ci avait dénoncé le « détestable

procès » fait par l'opposition. Il l'avait accusée de pratiquer l'« amalgame » et souhaité « que chacun balaie d'abord devant sa porte », ajoutant : « La justice passera quoi qu'il advienne. » M. Giscard d'Estaing a accusé le premier ministre de « bassesse et diffamation » (lire page 16).

M. Rocard s'est départi de la discrétion remarquée qu'il s'imposait depuis le début des « affaires », et il l'a fait, au détour d'une visite électorale à La Roche-sur-Yon (Vendée), en se livrant à une invective philippique contre l'opposition, qu'il a renvoyée à ses turpides pensées. Sauf à paraître se désolidariser du président de la République, touché par les retombées des dites « affaires », le premier ministre ne pouvait pas intervenir autrement qu'avec la plus extrême fermeté, surtout au moment même où M. Mitterrand, en visite électorale à Besenval (Oise), affrontait l'indifférence après avoir réclamé, la veille, la publication du prochain rapport de la Commission des opérations de Bourse.

ALAIN ROLLAT.

(Lire la suite page 5.)



Les rivalités au sein de la Fédération yougoslave

La Serbie face à ses sœurs

Le comité central de la Ligue des communistes de Yougoslavie doit se réunir lundi 30 janvier à Belgrade. Les débats devraient être l'occasion d'une sévère confrontation entre le numéro un de la Serbie, M. Milosevic, et le président actuel de la Ligue, M. Suvar, d'origine croate.

BELGRADE

de notre envoyé spécial

« Les Serbes veulent restaurer la Grande Serbie, prendre le contrôle de la Yougoslavie et rétablir un communisme centralisé pur et dur », affirme-t-on à Zagreb. Pour la Croatie, les choses sont claires. « On ne peut tolérer la désagrégation de la Fédération et, comme en Slovaquie, l'émergence, en dehors de la Ligue des communistes, de nouveaux mouvements politiques, contraires à l'essence même du socialisme », répliquent les Serbes.

Sur fond de débâcle économique, une partie de bras de fer idéologique est franchement engagée dans la Yougoslavie multinationale. Personne n'ose en pronostiquer le résultat final, mais l'inquiétude transparait. D'un côté, la Serbie, républi-

que la plus peuplée de la fédération, qui a longtemps eu tendance à dire : « La Yougoslavie, c'est nous ! ». De l'autre, deux républiques plus prospères : la Croatie et la Slovaquie, dont on dénonce les tendances « séparatistes ». Dans cette joute nord-sud, chaque partie s'efforce de gagner des supporters dans les autres républiques qui hésitent à choisir leur camp. Trois dirigeants symbolisent la lutte actuelle : le Serbe Slobodan Milosevic, le Croate Stipe Suvar et le Slovène Milan Kucan. Entre ces protagonistes, élus « hommes de l'année » par divers journaux yougoslaves, le fossé ne cesse de se creuser. Certains disent que la cassure est proche, voire inévitable.

Depuis deux ans, la Yougoslavie navigue dans la tourmente : 250 % d'inflation, 1,2 million de chômeurs. En 1987, M. Milosevic s'est installé à la tête de la Ligue des communistes de Serbie après en avoir écarté brutalement son rival, Ivan Stambolic, jugé trop « mou ». Au lendemain de cette élection, de gigantesques manifestations de masse sont organisées et commencent à déferler un peu partout dans cette république.

ALAIN DEBOVE.

(Lire la suite page 3.)

Les enseignants et les projets de M. Jospin

« Grève contre les milliards »

Chahuté par des enseignants dans les Deux-Sèvres et en Vendée, vendredi 27 janvier, M. Rocard les a mis en garde contre les conséquences négatives de leurs protestations auprès de l'opinion publique. La grève des professeurs du secondaire, vendredi, a été largement suivie dans la région parisienne. Moins dans le reste de la France. D'autres actions sont annoncées par les syndicats.

« C'est la première fois que je vois faire grève contre 10 milliards. » Dans sa fausse naïveté, la formule de M. Jospin souligne assez bien la cocasserie de la situation. Voici un gouvernement qui, sans y avoir été contraint, annonce un effort financier important, dont chacun, peu ou prou, profitera. Et voici des salariés qui lui renvoient ses libéralités à la figure, alors que les discussions sont à peine engagées.

Mais la surprise du ministre de l'éducation nationale est évidemment feinte. Il sait à quel point l'opération qu'il tente est délicate. Il lui faut, en effet, répondre à une double exigence : redonner le moral à une profession dont les conditions de travail se sont profondément dégradées et

rendre le métier suffisamment attirant aux jeunes pour faire face à une dramatique crise de recrutement.

L'enjeu est d'importance : si rien n'est fait, c'est l'ensemble du système de formation qui s'effondrera dans les années à venir. Quand on songe par exemple que mille postes d'enseignants créés l'an dernier dans le supérieur n'ont pas été pourvus faute de candidats ou que le nombre d'étudiants en licence de mathématiques est insuffisant pour assurer le renouvellement des professeurs du secondaire, on mesure l'ampleur du discrédit qui pèse sur la fonction enseignante, notamment dans les secteurs scientifiques ou économiques, où la loi du marché joue à plein.

La solution la plus radicale — et sans doute la seule vraiment efficace — serait évidemment de revaloriser de façon spectaculaire — c'est-à-dire d'au moins 50 % pour les rendre compétitifs avec ceux du privé — les salaires de tous les enseignants. Le coût d'une telle médecine serait si exorbitant que le ministre qui la préconiserait n'est probablement pas encore né...

FRÉDÉRIC GAUSSEN.

(Lire la suite page 7.)

Dans le Jura Les carences d'un centre éducatif

Une information judiciaire ouverte en 1987 au tribunal de Dole à la suite d'anomalies constatées dans le fonctionnement du centre éducatif et professionnel (CEP) de Vers-en-Montagne (Jura), vient d'être reprise après une période d'interruption. Le juge d'instruction, M^{me} Catherine Destrouseaux, a procédé à de nouvelles auditions après une constitution de partie civile de l'association Enfance et Partage. Le centre, aujourd'hui fermé, aurait employé un personnel insuffisamment qualifié et certaines de ses pensionnaires, adolescentes en difficulté, auraient été victimes de ces carences à la faveur desquelles des fugues ont eu lieu aboutissant à des détournements de mineurs.

(Lire page 8 l'enquête de MICHEL CASTAING.)

ROUDINESCO

Elisabeth Roudinesco
Thérèse de Mérocourt
Une femme cultiveuse dans la philosophie

Collection Fichon & Cie dirigée par D. Roche 110 F

Editions du Seuil

Le Monde

RÉGIONS
Répartition
du produit intérieur brut :
l'Ile-de-France
toujours
la plus riche
Page 12

MODE

Collections
haute couture :
la nostalgie
des années 30
Page 9

Dates

Il y a cent ans

Boulangier au zénith

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Tél. MONDIPAR 650 572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL Le Monde

Gérant :

André Fontaine,
directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Faivet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Woutas.

Rédacteur en chef :

Daniel Yernet.

Correspondant en chef :

Claude Salas.

Le Monde

PUBLICITE
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDPUB 206 136 F

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-47-98-81.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE
Composés 35-15 - Tapas LEMONDE

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

Tarif	FRANCE	BELGIUM	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 030 F	1 083 F	1 404 F	2 040 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER :
Par voie aérienne
tarif sur demande.

Pour vous abonner
RENOVEZ CE BULLETIN
accompagné
de votre règlement
à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL
3615 LEMONDE
code d'accès ABO

PORTAGE :
Pour tous renseignements :
tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse définitifs ou
provisaires : nos abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines
avant leur départ. Joindre la dernière
bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN
D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois 6 mois 9 mois 1 an

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Localité :

Pays :

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire
tous les noms propres en capitales
d'imprimerie.

A Paris ce soir-là, à l'angle de la place de la Madeleine, à l'étage du restaurant Durand, les dés de la chance ne roulent plus. Les cris de la foule montent encore, par vagues, perçant la rumeur sourde du boulevard, giffant les vitres. Un jeune journaliste bonapartiste, Thiebaut, a tiré nerveusement sa montre. Il est minuit cinq. Sa voix rageuse domine un instant le vacarme et fige la scène haute en couleur, au beau milieu des serviettes froissées, des bouteilles mises à mal et des conciliabules fiévreux : « Mes-sieurs, hurle-t-il, depuis cinq minutes le boulangisme est en baisse! »

Ainsi s'achève sur un mot historique, dont se saisissent aussitôt les échos, cette folle journée du 27 janvier 1889. On vient de vivre des heures exquises, déconcertantes, vibrantes comme une lame et tendues comme un verdict, de ces moments uniques que les plus excités ne retrouveront pas avant le 11 novembre 1918 : Paris-la-Libre, la ville républicaine où rôde encore le souvenir de la Commune, vient de s'offrir à « Boulboul ». Et voici que Georges Boulanger, le général heureux, détourne le regard et fuit la belle abandonnée. Il a déjà commandé sa voiture, il s'éclipse sous les hourras. Le coup d'Etat attendra : le beau militaire vole vers la rue Dumont-d'Urville où l'attend, déjà pâmée, sa Marguerite.

« La pourriture d'Assemblée »

A quelques encablures de là, à l'Elysée, un préfet de police tout essoufflé passe la tête au conseil des ministres. « Il est allé se coucher », dit-il. Et d'ajouter : « Avec une dame! » Sans cesser de triturer sa barbe noire, qu'il martyrise depuis des heures, le président Carnot allie sens de l'Etat et révérence bourgeoise aux bonnes mœurs en répliquant : « Il nous donne le bon exemple. Allons, nous aussi, nous couchons. » Dans l'étrange douceur printanière de cette nuit d'hiver, la République ne sera pas violée. Le commissaire Clément, qui n'était pas candidat au lynchage, se félicite en rentrant chez lui d'avoir quitté la foule de la Madeleine sans avoir à exhiber le mandat d'arrêt contre Boulanger qui traînait dans sa poche. Dans les casernes, les adjudants calment leurs hommes. Les rédactions crachent leur encre. Paris s'endort.

Voilà pour le cliché, qu'enluminera bientôt un jeune et très ardent écrivain boulangiste, le Maurice Barrès de l'Appel au soldat. Comme tous les clichés, il a sa part de vérité. Car Boulanger pouvait, s'il l'eût souhaité, tenter le coup de force. La garde de l'Elysée n'est pas sûre et Dérouté, qui suit le vainqueur à la trace, lui certifie encore quand il met ses pantoufles que ses hommes de main sont prêts à tout. En vain. Sans pathétique aucun, le général répète que l'Empire est mort de ses origines douteuses du 2 décembre. Et pourquoi diable forcer la chance, ajoute-t-il, puisque dans six mois, aux élections générales, la France des urnes le hissera au pinacle?

Que s'était-il passé? A première vue, une simple élection partielle dans la Seine qui tournait au triomphe de l'Élu du jour. Mais, plus profondément, c'est une forme de la République qu'on mettait en cause en cette nuit de liesse qui aurait pu dégénérer en grand soir. A tous ces Parisiens qui criaient en chœur à la Madeleine : « C'est Boulanger, lange, lange - C'est Boulanger qu'il nous faut, oh, oh, oh, oh! », le général répond le surlendemain, 29 janvier : « Le parti républicain national est désormais fondé. La République est désormais ouverte à tous les Français de bonne volonté. »

Des bonnes volontés, Boulanger en a rassemblé beaucoup depuis 1885, puisqu'il a eu l'audace de dire très haut ce que pensaient tout bas les lassés de la dis-cours politicien, les vaincus de la crise économique? Cette République opportuniste, celle de Jules Ferry, amie du progrès et de la science, mais si dure pour les pauvres, celle qui ruine le petit commerce (Zola a publié l'histoire de son naufrage dans *Au bonheur des dames* en 1883) et qui dilapide au Tonkin l'énergie qu'il eût fallu préserver pour reconquérir Strasbourg! Dépression, crise d'identité, politiques élaboussées par quelques scandales : trois ingrédients d'un cocktail où Boulanger puise sa force; trois éléments fondateurs d'un populisme dont il est l'expression temporaire mais qui aura, on le sait, quelque avenir en France jusqu'à nos jours.

Les opportunistes, il est vrai, écartelés entre la droite royaliste et une gauche républicaine saisie au col par des radicaux flamboyants et même par des socialistes groupusculaires, sont sortis hagarés des élections générales de 1885. Ils ont eu la mauvaise idée, sur le conseil pressant de Waldeck-Rousseau, d'inaugurer au plus mauvais moment un mode de scrutin - de liste dans l'ensemble du département - qui les désavantagerait face à toute coalition des mécontentements.

De fait, les urnes ont révélé une poussée aux extrêmes qui ruine toute possibilité d'établir au centre une majorité républicaine de longue haleine. Les radicaux en sortent renforcés, pour avoir fait jouer pour la première fois, en leur faveur, le sésame de la « discipline républicaine ». La droite restant très forte, tous les républicains qui la combattent avec succès depuis 1871 sont trop divisés désormais pour pouvoir gouverner ensemble. Et jusqu'à l'automne de 1889 la législature épuisera en moyenne un gouvernement tous les huit mois. C'est assez pour qu'on crie à la « pourriture d'Assemblée ». Qu'éclate en 1887 l'affaire Wilson, où le gendre du président Grévy est pris la main dans le sac d'un trafic de décorations, et l'argument se fait plus violent : « Du balai! » C'est dans ce contexte que grandit Boulanger. Divisionnaire à quarante-sept ans, en 1884, le général traîne un passé glorieux : Kabylie, Italie, Cochinchine, répression de la Commune, il a bien baroudé. Mieux : le bretteur est républicain, ce qui est rare alors chez les officiers généraux. Et même de gauche : Clemenceau le recommande à Freycinet, qui en fait en 1886 son ministre de la guerre.

Le sens du spectacle

Dès lors, tout lui a souri. Car il a su jouer à merveille d'un élément nouveau de la politique : le sens du spectacle, l'habileté à flatter, le goût pour la publicité personnelle. Bref, Boulanger est un peu un homme de médias avant la lettre. Son passage rue Saint-Dominique est un festival de mesures populaires : guérites peintes en tricolore, amélioration de l'ordinaire pour

la troupe, fin des dispenses du service pour les séminaristes (« Les curés, sac au dos! »), refus de faire donner l'armée contre les grévistes.

C'est assez pour qu'il attire comme un aimant tout ce qui veut en découdre avec l'opportunisme, sous les clameurs d'une presse déchaînée qui teste sa liberté, sous les acclamations des foules. Des radicaux croient toujours en lui, l'extrême gauche est séduite, les royalistes espèrent un nouveau Monk et les bonapartistes un sabre de Brumaire. Les catholiques, la Croix en tête, se rallient. De gauche à droite, le général attrape tout, sous un slogan simple : « Dissolution, révision, Constitution. »

Ainsi entou-ré, ovationné par des révolutionnaires comme par des conservateurs, financé par la réaction argentine - la duchesse d'Uzès, notamment, fait des folies pour lui - Boulanger a vogué vers un avenir taillé un peu large pour sa carrière politique. Mais il a reçu le renfort de forces organisées du nationalisme : la Ligue des patriotes de Déroulède règne sur ses meetings, organise ses campagnes et rose ses adversaires.

C'est ainsi que le général rendu à l'activisme civil a balayé ses concurrents dans toutes les élections partielles de l'année



« La prise de la Bastille », par Paul Sémant, dessin paru le 14 juillet 1889 dans le journal *La Bombe*.

1888, de l'Aude au Nord, de la Somme à la Charente-Inférieure. Démissionnant après chaque élection, il caracolait, harcelant le gouvernement et promettant de rendre la République à tous.

Rendez-vous final est pris à Paris, pour ce 27 janvier, lors d'une nouvelle « partielle ». Cette fois, l'obstacle est de taille : la Seine est républicaine, et même assez rouge. Les opportunistes et les radicaux se sont entendus pour appeler à voter pour l'honnête Jacques, un gentil brasseur radical qui préside le conseil général. Les socialistes, fort divisés, ont rallié Maître Jacques, sans trop croire aux chances de l'obscur Boulé, un jusqu'au-boutiste de façade qui ralliera d'ailleurs Boulanger après la bataille. Mais en face, pour faire tomber ce bastion radical, quel enthousiasme! Trois gros journaux, *l'Intransigeant*, *la Presse* et *la Cocarde*, orchestrent la mise à mort. Paris est militairement quadrillé par des comités électoraux composés, où voisinent dissidents du radicalisme, socialistes expéditifs, napoléonistes pressés, orléanistes distingués, voyous de La Villette et dames de charité. Dérouté,

lède, en macfarlane et la barbe rousse au vent, est partout, fouaillant les énergies.

En bon syndic de tous ces mécontents, Boulanger promet d'« arracher la France au gaspillage qui l'épuise et aux compétitions qui l'aviennent ». Il jure de faire de Paris le point de départ d'un raz de marée aux élections générales de 1889 qui portera au pouvoir le « parti national ».

Cette campagne fut sans doute le premier assaut moderne que la France ait connu. L'opinion des Parisiens est en effet solidement prise à partie : cinq millions d'affiches sont collées, placardées acrobatiquement sur les monuments publics, lacérées consciencieusement dans les bagarres où volent les gourdins; les bistrotiers et les préaux d'école se désolent.

« A l'Elysée! »

Au fil de la journée du 27, la mine des « gouvernementaux » s'allonge et les hommes des renseignements généraux se repentent d'avoir prédit un succès significatif pour Jacques. Car Paris connaît un de ces frémissements annonciateurs des grands moments : les bureaux de vote sont pris d'assaut, les cafés débordent, le boulevard dégorge des badauds l'œil aux aguets. Dès 19 heures, quand la foule descend vers la Madeleine, l'atmosphère est électrique. Quand tombent les premiers résultats, c'est du délire : des hommes du monde embrassent des ouvriers, des dames de Montceau se laissent serrer de près par les rapins, de vieux comman-dants fraternisent avec les fleurs de lys. Dans son bureau de la Justice, Clemenceau, atterré, demande à un ancien député de la Commune : « Vous êtes bien allé à Nourmés? Racontez-nous un peu la vie là-bas. Ça peut toujours servir... »

Seuls les boulangistes attestent qu'en fin de soirée montèrent alors ces cris de « A l'Elysée! A l'Elysée! » que leur chef n'aurait pas voulu entendre. Le fait est pourtant bien douteux : en fouillant les archives de police, l'historien Zeev Sternhell n'en a guère trouvé trace, alors qu'on imagine aisément que toute la « rousse » était sur pied de guerre au milieu des excités. C'est plutôt l'euphorie qui domine, et non la détermination. Boulanger vient sans doute d'écraser Jacques et Boulé, par 185 000 voix contre 132 000 et 13 000. Mais, quoi qu'on en ait dit après coup, il n'est pas à hésiter car il n'avait nullement l'intention de tenter un coup d'Etat. « C'est une entreprise qui n'est plus de notre temps, avait-il déclaré le 2 décembre 1888 (...), car, si nous recommençons notre Histoire, ce n'est pas pour en revenir à 1851, mais bien à 1789. »

La force du gouvernement Floquet, qui sort pourtant brisé de l'épreuve, sera d'amorcer la contre-attaque qui va prendre Boulanger au mot. En rétablissant à la hâte, trois semaines après l'épreuve parisienne, le scrutin d'arrondissement, il donne à la défense républicaine un cadre de nouveau solide, où les extrêmes sont minorés. En discréditant habilement Boulanger lui-même, par toute une série de mesures d'intimidation, il ruine le crédit du héros d'un jour. Et surtout, ces républicains sur la défensive vont retourner contre le « général Revanche » le thème d'une fidélité au passé glorieux de 1789. Le boulangisme avait fait surgir tant d'éléments nouveaux, le socialisme national, l'activisme populiste, qu'il était urgent de retrouver l'abri du passé. Les fêtes du Centenaire de 89 auront donc leur belle part dans l'effondrement d'un mouvement ascendant depuis 1885 et à son zénith dans cette « journée » parisienne du 27 janvier. Et les Parisiens vacillés de « la Boulange » en seront vachés en courant à l'Expo et à la tour Eiffel.

JEAN-PIERRE RIOUX.

“GRAND JURY” RTL - Le Monde

dimanche 18h15

JEAN
POPEREN

animé par
Olivier MAZEROLLE

avec Pierre SERVANT
et Patrick JARREAU (Le Monde)
Paul-Jacques TRUFFAUT
et Dominique PENNEQUIN (RTL)

en direct sur

RTL

POLOGNE : accord entre la direction communiste et Solidarité

La table ronde débutera le 6 février

Après sept ans de rupture et plusieurs tentatives infructueuses, le pouvoir polonois et Solidarité vont entreprendre des négociations formelles autour de la fameuse « table ronde ». La première réu-

nion se tiendra le 6 février prochain. Cet accord, auquel sont parvenus, vendredi soir 27 janvier, M. Lech Walesa et le général Kiszczak, ministre de l'intérieur, au terme de plus de dix heures de discus-

sions préparatoires dans une villa gouvernementale des environs de Varsovie, a été annoncé à 23 heures par un communiqué diffusé par l'agence officielle PAP et la radio nationale.

VARSOVIE
de notre envoyée spéciale

De retour au siège de l'épiscopat en fin de soirée avec les sept membres de sa délégation (MM. Gernik, Mazowiecki, Stelmachowski, Kaszynski, Bujak, Frąszyniak et Gil), M. Lech Walesa s'est déclaré « fatigué mais content » de sa journée. Le président de Solidarité devait apporter un peu de substance à cette appréciation au cours d'une conférence de presse, samedi.

Le communiqué sur lequel les deux parties se sont mises d'accord avant de se séparer révèle d'abord que les représentants des syndicats officiels (OPZZ) ne participent plus aux négociations. Ils s'en sont retirés, semble-t-il, puisqu'ils n'apparaissent pas dans la composition de la délégation du pouvoir réduite à cinq membres, soit deux de moins que la délégation de Solidarité (MM. Ciesiel, Reykowski et Cichy pour le POUP, Jacowicz et Krolowski pour les petits partis affiliés). Leur participation était prévue à l'origine, mais la direction de l'OPZZ a exprimé publiquement, jeudi, son hostilité à la position adoptée par le POUP sur la législation de Solidarité, qui la place, a-t-elle dit, devant un « fait accompli ».

Comme lors des rencontres précédentes, deux représentants de l'Eglise, Mgr Goculowski, évêque de Gdansk, et le Père Orszulik, porte-

parole de l'épiscopat, assistaient aux entretiens.

La formulation du communiqué ne permet pas de discerner si de réels progrès ont été accomplis sur les questions concrètes liées à la législation de Solidarité : les discussions ont porté sur « les problèmes du pluralisme syndical, y compris Solidarité, et sur d'autres problèmes qui seront soumis aux débats de la « table ronde », indique-t-il. On sait que la délégation de Solidarité voulait éclaircir au cours de cette réunion les points de la procédure d'enregistrement du syndicat, du calendrier de sa législation et de la révision de la loi syndicale de 1982, afin de la rendre conforme aux règles de l'Organisation internationale du travail (OIT). La résolution sur le pluralisme syndical adoptée le 17 janvier par le comité central du POUP ne faisait plus état des conditions précises posées auparavant par le premier ministre, M. Mieczyslaw Rakowski, parmi lesquelles l'abandon du droit de grève — condition difficilement acceptable pour Solidarité — et une période d'essai de deux ans avant d'introduire durablement le pluralisme syndical.

Trois groupes de travail ont été créés, selon le communiqué, sur la politique économique et sociale, sur la réforme politique et sur le pluralisme syndical. Il s'agit en fait des trois grands volets des futures négocia-

tiens de la table ronde. Ils seront complétés par des « sous-groupes » chargés d'étudier plus précisément les questions liées à l'agriculture, aux mines, à la réforme de la loi et des tribunaux, aux associations, à l'autonomie administrative, aux médias et à la jeunesse.

Cette répartition des « sous-groupes » laisse penser que Solidarité a obtenu satisfaction sur la nécessité d'approfondir l'examen de trois points auxquels l'opposition était particulièrement attachée : la réforme judiciaire, les associations et l'accès aux médias.

Le pouvoir a également fini par accepter un sous-groupe sur le problème des mines alors qu'il s'y refusait lors des précédents pourparlers, en septembre 1988. Le reste devra être décidé autour de la table ronde : en particulier le prix à payer pour la législation de Solidarité, et une éventuelle participation de l'opposition aux élections. Une question qui déchire actuellement plus d'une conscience à Solidarité où beaucoup flairent un piège.

SYLVIE KAUFFMANN.

conséquences un appel à la désobéissance civile, à l'anarchie et une attaque contre l'autorité de l'Etat socialiste. » (AFP.)

● Pétition pour la libération de Václav Havel. — Six cent quatre-vingt-deux personnalités du monde culturel tchécoslovaque ont signé une pétition réclamant la libération du dramaturge Václav Havel, arrêté le 16 janvier lors de manifestations à Prague, a-t-on appris vendredi 27 janvier de source dissidente.

Deux autres dissidents arrêtés le même jour que Havel, Jana Patozova et Ota Veverka, restent également détenus. On pense que l'enquête concernant Havel est terminée mais il a été dit vendredi à son avocat qu'il ne serait pas libéré, a déclaré par téléphone depuis Prague un dissident, Petr Uhl. — (Reuters.)

La Serbie face à ses sœurs

(Suite de la première page.)

Objectif : soutenir le nouveau dirigeant local et sa politique de reprise en main, par la Serbie, de ses deux provinces autonomes, la Voïvodine et le Kosovo, qui s'étaient progressivement « émancipées » et où la minorité serbe, au moins au Kosovo, souffrait de persécutions de la part des Albanais et se sentait menacée.

Ces meetings de solidarité culminèrent le 19 novembre avec un impressionnant rassemblement à Belgrade. Plus d'un million de participants...

Autre objectif partiellement atteint de ces manifestations fort pacifiques : obtenir la révocation des cadres « incompétents et corrompus ». Sous la pression des masses, les gouvernements locaux de Voïvodine et du Monténégro sont ainsi tombés. Au Kosovo, la situation est plus délicate car la région est aujourd'hui peuplée à 90 % d'Albanais, bien décidés à défendre leurs intérêts. Dans les autres républiques — Macédoine, Bosnie-Herzégovine, Croatie et Slovaquie —, ces mouvements suscitent l'inquiétude.

« Face à la vérité »

« C'est une véritable révolution antibureaucratique qui se déroule sous nos yeux », nous explique M. Slobodan Milosevic. A quarante-huit ans, il jouit en Serbie d'un véritable culte de la personnalité. Badges à son effigie, cartes postales, calendriers, sont vendus dans les kiosques. « Nous avons vécu pendant une vingtaine d'années sur une bonne dose d'illusions. Depuis 1983, on a multiplié les plans de stabilisation économique, des milliers de réunions se sont tenues. Les gens de ma génération imaginaient que c'était la démocratie. Résultats ? Rien ! Aujourd'hui, nous faisons face à la vérité. Il faut tout réformer. On a voulu donner le pouvoir aux institutions, mais les institutions sont bureaucratiques et bloquent le changement. C'est la raison pour laquelle le peuple a fait son entrée sur la scène politique. Ce mouvement ne peut être stoppé... » Et d'ajouter : « Ceux qui nous reprochent d'aller trop loin se trompent. Les autres régions de la fédération n'ont aucune inquiétude à se faire car il est clair qu'en Yougoslavie nous devons préserver les intérêts de toutes les républiques. » Fagon de dire, selon ses détracteurs, que M. Milosevic a des ambitions sur la fédération...

Des détracteurs de Slobodan Milosevic, il est quasiment impossible d'en dénicher en Serbie. Si un référendum était organisé, « Slobodan », l'idole, le libérateur, le « nouveau Tito », serait plébiscité. Les quelques personnalités qui mettent en doute ses projets préfèrent se taire sous peine d'être taxées de trahison...

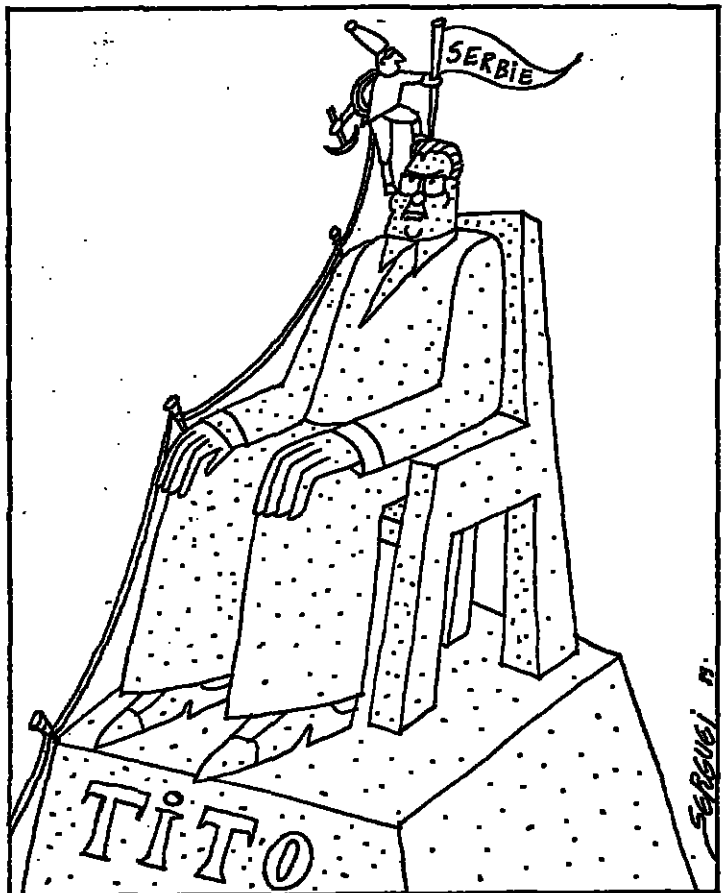
En revanche, les adversaires sont légion dans les deux républiques du nord, la Croatie et la Slovaquie. Plus prospères, elles ont échappé aux secousses populaires de ces derniers mois. A Ljubljana comme à Zagreb, on pense que l'avenir de la Yougoslavie ne réside pas dans la centralisation du pouvoir, l'intégration du marché et l'unification du pays, mais, au contraire, dans la démocratisation et un prudent pluralisme politique. Un processus engagé ces deux ou trois dernières années.

Pour les habitants et les dirigeants de ces régions, le système

chaos organisé pouvant déboucher sur le « grand ordre » fort, sur le thème : « Une seule force, une seule unité fédérale, un seul führer ». Bref, le retour au « stalinisme ». La menace n'est pas la principale caractéristique du débat actuel...

La stratégie de manipulation

On est pratiquement persuadé, en Croatie, que l'offensive serbe vise aussi, sous des apparences séduisantes de démocratie directe, de défense de la Fédération yougoslave et de projets de



Milosevic ne mène pas, malheureusement, à une alternative démocratique. « Dans notre pays, dit un journaliste de Vjesnik à Zagreb, le mécontentement social est énorme. Pour de nombreux travailleurs, la situation est même catastrophique, et ce mécontentement permet aux leaders serbes de manipuler d'une manière populiste les catégories les plus démunies. Il est plus facile de sacrifier les coupables que d'apporter des réponses concrètes aux problèmes. Milosevic n'arrête pas de parler, mais concrètement il ne fait rien ! Une partie de la classe ouvrière est en train de travailler à sa propre destruction. » Pour les intellectuels croates, la Serbie procède actuellement à un dangereux « renouvellement du communisme », même une politique de

réformes économiques profondes, mais inexistantes dans la réalité, à remettre au pas les « libéraux », et à les ramener dans le giron de l'« orthodoxie ». Petit à petit, ces « néostalinistes » sont soupçonnés de vouloir exercer une « hégémonie » sur la Yougoslavie. De réaliser un vieux rêve : la Grande Serbie, seule capable d'unifier le pays ; la Grande Serbie, meurtrie par Tito, qui relève la tête. Bien sûr, dit-on à Zagreb, il y a des minorités serbes dans toutes les républiques, mais leur avenir, la garantie de leurs droits résident dans l'approfondissement de la démocratie et non dans la centralisation « musclée » du pouvoir. Ici, on tient dur comme fer au principe de l'égalité des républiques » établi sous Tito.

Autre crainte : celle de voir les Serbes développer la même stratégie de « manipulation des

masses » contre les directions en place dans les républiques qui n'ont pas encore été contaminées par le phénomène de « révolution antibureaucratique ». Si les foules ont obtenu ce qu'elles désiraient en Voïvodine, au Monténégro, c'est-à-dire le limogement des cadres incompétents, la même stratégie ne peut pas être appliquée sans risques dans les autres républiques, comme la Bosnie-Herzégovine, aux prises avec quelques beaux scandales de corruption.

La composition ethnique est différente, et la population ne manifeste pas du tout le même enthousiasme. Mais, par le biais d'une presse serbe — en particulier le grand quotidien Politika à Belgrade entièrement dévouée à M. Milosevic, une dure offensive a été lancée ces dernières semaines contre les dirigeants slovaques (certains sont accusés d'éthylisme incurable...) et surtout contre le leader croate, M. Stipe Suvar, aussi président de la Ligue des communistes (LCY) fédérale, dont on réclame la démission.

On lui reproche d'avoir soutenu l'ancienne direction du Monténégro, balayée depuis par la « volonté populaire », de retarder les nécessaires épurations au sein de la LCY et d'avoir dit que la Macédoine était exposée « à la pression des nationalismes serbe, albanais, grec et bulgare ».

Les Serbes n'ont pas du tout apprécié cet amalgame. M. Suvar n'est pas homme à se laisser intimider et à refuser la bagarre. Mais que se passerait-il si des foules se massaient subitement devant le siège du comité central, la semaine prochaine à Belgrade, pour exiger « spontanément » sa mise à l'écart, comme au Monténégro et comme en Voïvodine ces derniers mois ?

Le climat actuel n'est pas vraiment propice au compromis entre les partisans d'une démocratisation pas à pas du système et les adeptes d'un pouvoir fédéral fort.

ALAIN DEBOVE.

● Le chef de la police du Kosovo nommé à la tête du PC. — Le chef de la police du Kosovo, M. Rahman Morina, a été nommé vendredi 27 janvier président de la Ligue des communistes (LCY) de cette province autonome, agitée par de graves tensions ethniques entre Serbes et Albanais, a annoncé l'agence Tanjug.

M. Morina remplace M. Kacusa Jashari, qui avait été nommé en novembre de donner sa démission à la suite d'une violente campagne de la Serbie. La démission de M. Jashari et la destitution de son prédécesseur, M. Azam Viasi, du bureau politique avaient provoqué d'importantes manifestations de soutien de la population albanaise. — (AFP.)

PAYS-BAS

La libération de deux criminels de guerre nazis suscite la consternation des milieux juifs et résistants

Deux criminels de guerre nazis détenus depuis 1946 à la prison de Breda aux Pays-Bas — Franz Fischer, quatre-vingt-sept ans, et Ferdinand Aus der Fonten, quatre-vingts ans — ont été expulsés, vendredi 27 janvier, vers la RFA, après avoir été graciés en raison de leur âge. Le président ouest-allemand, M. von Weizsäcker, a remercié les Pays-Bas pour leur décision qui, a-t-il dit, « relève d'un désir d'humanité jusque dans l'accomplissement de la justice ». Cette décision, qui suscite une grande émotion dans la communauté juive et chez les résistants néerlandais, a, en revanche, été critiquée par M. Simon Wiesenthal en raison de la gravité des crimes commis par les deux hommes.

LA HAYE
de notre correspondant

Les « deux de Breda » ont été remis aux autorités ouest-allemandes à 17 h 15, moins de cinq heures après qu'une majorité de députés eurent approuvé, par 85 voix contre 55, la décision du gouvernement de « se débarrasser » des deux prisonniers.

Si ces expressions n'avaient pas été employées par le ministre de la justice et le premier ministre, elles s'imposeraient d'elles-mêmes, tant l'affaire dite des « deux de Breda », traînée comme un boulet par tous les cabinets néerlandais depuis les années 50, a connu cette semaine un dénouement précipité.

Quatre jours seulement séparent l'annonce surprise par le gouvernement de Ruud Lubbers, mardi dernier, de son intention de libérer les deux vieillards et la signature, par la reine Beatrix, vendredi après-midi, des décrets les gracieux. Dans l'intervalle, un débat parlementaire, empreint de dignité et d'émotion, a opposé les partisans de l'Etat de droit — ce dernier interdisant que les détenus meurent en prison — et les partisans de la justice — celle-ci exigeant que les condamnés expient

jusqu'au bout la déportation de dizaines de milliers de juifs néerlandais pour laquelle ils avaient été condamnés en 1946.

Des arguments identiques avaient été échangés en 1972 dans les mêmes circonstances. A dix-sept ans d'intervalle, les scrutins ont pourtant donné des résultats symétriquement opposés : 85 voix contre la grâce hier, 85 pour aujourd'hui.

« C'est un jour noir », a déclaré le président d'une des associations de résistants, où le vote du Parlement a été accueilli avec consternation. « J'ai honte d'être Néerlandais », a confesse un homme d'origine juive au passage de l'ambulance blindée emportant l'un des deux graciés. Des centaines de personnes, pour la plupart âgées, ont pris d'assaut les standards des SOS téléphoniques mis en place par des associations d'entraide pour exprimer leur indignation.

La colère gronde également au sein de la communauté juive, où l'on se dit, toutes générations confondues, choqué. On s'attend que la commémoration annuelle, dimanche 29 janvier, des morts d'Auschwitz prenne cette année un caractère massif et exceptionnel.

CHRISTIAN CHARTIER.

GRÈCE : deux proches de M. Papandréou en accusation

Nouvelles révélations dans le scandale Koskotas

ATHÈNES
de notre correspondant

Le scandale Koskotas a, une nouvelle fois, rebondi vendredi 27 janvier avec la publication de documents qui visent directement le premier ministre, M. Andreas Papandréou. Le quotidien du soir Eleftheros Typos, proche de l'opposition de droite, a publié un texte qui est présenté comme le procès-verbal de l'interrogatoire par le juge d'instruction de deux gardes du corps du banquier Georges Koskotas.

Le premier d'entre eux, M. Vasilis Mamaneas, affirme avoir livré, sur ordre de Koskotas, une caisse d'emballage de couches de bébé pleine de liasses de billets de 5 000 drachmes (environ 200 F) à un proche du premier ministre, M. Georges Louvaris. Celui-ci reçut

cet argent « de toute évidence pour le compte d'Andreas Papandréou », toujours selon le journal.

Le même témoin aurait affirmé avoir accompagné Koskotas lors d'une visite de celui-ci chez M. Agamemnon Koutsouyorgas, actuellement ministre à la présidence du conseil et à l'époque vice-président du gouvernement. Ils transportaient, dit-il, un sac de voyage noir dont il ignorait le contenu. A la sortie, Georges Koskotas se serait mis en colère et aurait monologué : « Jusqu'à quand vais-je les payer ? »

Suite à cette publication, M. A. Koutsouyorgas a fait une longue déclaration où il accuse le journal de violer le secret de l'instruction et d'avoir forgé ce document.

T. M.

RFA

Les exportations de Tornado affectent la solidarité gouvernementale

Le cofinancement par la Banque régionale de Bavière, pour 370 millions de Deutschmarks, de la vente à la Jordanie de huit chasseurs-bombardiers Tornado a suscité, vendredi 27 janvier, un débat très controversé au Bundestag, à Bonn. Les orateurs du Parti libéral, membre de la coalition au pouvoir, ont rejoint ceux de l'opposition pour dénoncer cette opération.

BONN
de notre correspondant

La RFA est régie par des lois très strictes en la matière, qui interdisent de livrer des armes dans des zones de tension. L'avion de combat Tornado est fabriqué conjointement par la Grande-Bretagne, l'Italie et la République fédérale.

Londres avait annoncé son intention d'honorer la commande de la Jordanie le 24 octobre 1988. La RFA n'a pas le droit de veto.

Le chancelier Kohl était plutôt favorable à cette vente « indirecte » d'avions fabriqués en partie par la firme bavaroise Messerschmitt-Bölkow-Blom (MBB) qui décline, au nom de la RFA, 42,5 % du projet Tornado, et livrés par la Grande-Bretagne. Mais il avait dû s'incliner devant les critiques de l'opposition et surtout celles de son allié au pouvoir, le Parti libéral : la Banque gou-

vernementale ne financerait pas la livraison de Tornado à la Jordanie.

L'affaire a rebondi en début de semaine lorsque l'on a appris, à Bonn, que le gouvernement bavarois ne s'opposait nullement à ce que sa banque régionale participe au marché. Le chancelier Kohl et son ministre des affaires étrangères, M. Genscher (libéral), se sont vivement querellés sur l'attitude à adopter vis-à-vis de la « fronde » bavaroise. M. Kohl, qui ne voit rien d'« immoral » à la livraison d'avions de combat à la Jordanie, estime qu'il s'agit de « l'affaire des Britanniques ». M. Genscher a rétorqué, en revanche, son opposition à l'exportation d'armements par la RFA dans les zones de tension.

Un nouveau chapitre a été ouvert, jeudi 26 janvier, lorsque la compagnie Panavia, basée à Munich et qui appartient à MBB, British Aerospace et Air Italia, a annoncé son intention de livrer des avions Tornado à la Corée du Sud. « Bien entendu, nous attendrons le feu vert du gouvernement fédéral », a déclaré M. Wolf-Dieter Gnam, le porte-parole de Panavia. M. Udo Philipp, le porte-parole de MBB, a souligné que la Corée du Sud représentait un marché important et qu'il serait dommage qu'il échappât aux Européens pour tomber dans les mains des « alliés américains » qui s'empresseraient d'offrir leurs avions de type F-16 et F-18.

(Inédit.)

حکومت الامم المتحدة

Proche-Orient

La visite de M. Arafat à Madrid

L'OLP veut convaincre l'Europe d'influencer Washington et Jérusalem

Le gouvernement israélien a déploré les entretiens qu'a eus, vendredi 27 janvier, à Madrid, M. Yasser Arafat avec les ministres espagnols, français et grecs des affaires étrangères. L'attitude des Européens, a estimé un porte-parole officiel à Jérusalem, ne peut qu'encourager, parmi les Palestiniens, les partisans de la violence.

MADRID
de notre correspondant

Le rôle que peut jouer la Communauté dans la préparation d'une conférence internationale sur la paix au Proche-Orient a dominé les entretiens que M. Arafat a eus à Madrid, le vendredi 27 janvier, avec les ministres des affaires étrangères d'Espagne, de France et de Grèce, actuels membres de la « troïka » communautaire. Le chef de l'OLP, qui avait dîné jeudi soir avec le président du gouvernement, M. Felipe Gonzalez, a en outre été reçu vendredi par le roi Juan Carlos (ce qui n'avait pas été le cas lors de sa première visite à Madrid en 1979), et s'est entretenu avec les responsables des principaux partis politiques espagnols.

« L'Europe peut jouer un rôle fondamental », a affirmé M. Arafat à l'issue des entretiens. Pour des raisons géopolitiques : nous vivons autour d'une même mer, et aussi parce que l'Europe a une grande responsabilité historique au Proche-Orient. Interrogé sur ce qu'il attendait plus précisément de la Communauté, M. Arafat s'est montré évasif, rappelant simplement que « l'Europe a un grand poids dans l'opinion publique mondiale ».

Du côté communautaire également, on semblait avoir de précisions à l'issue des entretiens. « Cette rencontre a permis d'étudier de quelle façon l'Europe pourrait collaborer au processus de paix », a affirmé M. Dumas. Tout en assurant ne pas revendiquer de « droits d'auteur », le ministre français en a profité pour rappeler que c'est lui-même qui avait donné le coup d'envoi à ce processus en rencontrant, en septembre dernier, M. Arafat à Strasbourg.

Le ministre espagnol, M. Fernandez Ordonez, s'est lui aussi montré prudent, affirmant que « la rencontre a démontré la volonté de la Communauté de jouer un rôle actif au Proche-Orient », mais ajoutant aussitôt qu'« il n'y a pas de médiation européenne ni de plan européen pour aider à la paix ». Il s'est félicité de la politique de modération actuelle de l'OLP, dont M. Arafat a souligné qu'elle constituait « une stratégie et non une tactique ».

Du côté communautaire, on affirmait que M. Arafat n'avait guère insisté pour que l'Europe reconnaisse des aujourd'hui l'Etat palestinien proclamé à Alger. Tant M. Dumas que M. Ordonez ont souligné qu'il n'existait pas d'« objection de principe » à une telle décision, mais qu'elle supposait « plusieurs conditions juridiques préalables qui, aujourd'hui, ne sont pas remplies ». Une position appuyée par le ministre grec, qui a démenti les rumeurs selon lesquelles son pays pourrait prendre une décision individuelle en ce sens, en affirmant qu'Athènes « n'agira pas en dehors du consensus communautaire ».

De source proche de la « troïka », on affirmait que M. Arafat avait avant tout demandé à la Communauté d'user de son influence auprès d'Israël et des Etats-Unis pour les amener à infléchir leur position. On ajoutait que M. Arafat avait fait preuve de beaucoup de réalisme dans son approche du problème de la conférence internationale de paix. Le chef de l'OLP a, en effet, reconnu qu'elle ne pouvait pas être convoquée d'emblée, et qu'il était nécessaire de mettre d'abord sur pied un « comité préparatoire », ce qui suppose plusieurs initiatives préalables de rapprochement, dans lesquelles s'inscrivent précisément la rencontre de Madrid.

« Messages » israéliens à l'OLP

On soulignait également, dans les milieux de la « troïka », que l'important était d'avoir intégré l'OLP dans le processus en cours, l'étape suivante étant de rompre l'apparente intransigeance israélienne. M. Fernandez Ordonez, qui a visité il y a quinze jours Jérusalem, a affirmé à ce propos que « le discours de M. Shamir est apparemment toujours le même, mais lorsqu'on entre avec lui dans les détails, on constate des inflexions ». M. Arafat a lui-même corroboré, de manière inattendue, l'idée que l'attitude des Israéliens était moins monolithique qu'il n'y paraît, en confiant ce qu'il a appelé « un secret » : « Les responsables israéliens, a-t-il affirmé, maintiennent des contacts avec la plupart de nos cadres aujourd'hui en prison dans les territoires occupés, et c'est à travers eux qu'ils envoient des messages à l'OLP ».

THIERRY MALINIAK.

AFGHANISTAN

Les ambassades ferment les unes après les autres

KABOUL
de notre envoyé spécial

Le vendredi 27 janvier restera placé, dans les annales diplomatiques, sous le signe de la poudre d'escamoteur parce que l'ambassade des Etats-Unis à Kaboul a enfin obtenu de Washington la permission de faire ses valises. M. John Glassman apparaissait ces derniers jours à ses visiteurs comme un homme anxieux : dans son bureau décoré de « cadavres » de roquettes explosées dans Kaboul, il ne quittait ni son gilet pare-balles ni son pistolet. Son masque à gaz restait à portée de main. L'ambassade des Etats-Unis était un Fort-Knox. Vendredi, un « marin » aboyait au téléphone qu'il n'y avait « personne ».

Annulée la veille à Washington, la retraite américaine de Kaboul a eu un effet brutal. A Londres, à Paris, à Rome, mais aussi à Ankara, à Vienne et à Pékin, ce fut une sorte d'affolement. Les Américains partent ! Les autres pays occidentaux et « assimilés » — ceux qui ont toujours dénoncé l'intervention soviétique en Afghanistan — pouvaient-ils rester ?

A Tokyo, une agence de presse a publié une déclaration officielle d'un haut responsable selon laquelle, « puisque les Américains partent, nous partons aussi ». Très vite, les Japonais ont démenti cette déclaration, avant de la confirmer en fin de soirée. Pour les autres, notamment les Français et les Britanniques, la décision, annoncée vendredi a été beaucoup plus délicate à prendre : ce départ précipité avait un on-ne-sait-quoi de pas très « convenable », surtout dans la foulée des Améri-

cains. Eux au moins ont une sorte de prétexte : en avril 1978, lors du coup d'Etat contre le président Daoud, leur ambassadeur avait été enlevé, séquestré à l'hôtel Kaboul, puis sommairement abattu.

Les Britanniques, de leur côté, appréhendent un peu le sort qui sera réservé à leur ambassade, la plus belle de Kaboul, située près du boulevard Baghe-Bala, alors que les autres missions diplomatiques sont regroupées dans le centre-ville, quartier Wazir-Akbar-Khan. Le traité de 1921 entre la Grande-Bretagne et l'Afghanistan prévoit, en effet, que si la couronne britannique n'a plus besoin de la concession, celle-ci sera de facto cédée aux autorités afghanes.

Comment s'en aller ? Si tel chargé d'affaires prévoyait reconstruire depuis plusieurs semaines des places d'aviation pour toute son équipe, beaucoup s'arrachent les cheveux. Les Américains cherchent par tous les moyens à louer un avion « neutre » pour démanteler les archives qu'ils ne veulent pas détruire. Il apparaît, en effet, hors de question qu'un appareil aux couleurs américaines puisse atterrir à Kaboul, où le seul avion étranger (bornes ceux d'Indian Airlines) autorisé à se poser est celui d'Ungompar, le groupe d'« observateurs » des Nations unies. D'autant que les hostilités ont l'air de reprendre : vendredi, sans doute pour sauver l'arrivée du ministre soviétique de la défense, M. Dimitri Yassov, en visite de travail, une demi-douzaine de roquettes sont tombées sur Kaboul.

LAURENT ZECCHINI.

CHINE : la visite du président de l'OUA

Le problème des étudiants africains demeure dans l'impasse

PÉKIN
de notre correspondant

La visite — sans grande chaleur — du président du Mali, M. Moussa Traoré, à Pékin, n'aura laissé que peu d'espoir de voir les relations se réchauffer entre les deux pays. Le chef d'Etat malien, qui est également le président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine, a quitté la Chine vendredi 27 janvier sans avoir pu publier un communiqué suggérant de solution aux exigences de plusieurs centaines d'étudiants du continent noir qui réclament de rentrer chez eux.

M. Traoré a reçu, avant son départ, les étudiants maliens et une délégation d'étudiants d'autres pays africains qui lui ont remis une pétition dans ce sens. Il s'était auparavant contenté de dire, au cours d'une réception pour la communauté diplomatique africaine, que ce problème devait être traité avec Pékin sur une base bilatérale par chacun des pays concernés. La veille de son arrivée, mercredi, les autorités avaient levé la mesure d'assignation à résidence frappant le dernier des étudiants africains de Nankin arrêtés à la suite de la rixe de Noël, en guise de geste de bonne volonté.

L'entrevue qu'il avait eue le matin même à Shanghai avec M. Deng Xiaoping a été l'objet d'une publicité surtout destinée à la consommation extérieure : le *Quotidien du peuple* n'a pas publié la photographie des deux hommes posant la main dans la main, et le quotidien des intellectuels, *Clarité*, a rélégué l'information en quatrième page. M. Deng, que le président malien avait déjà rencontré en 1973, lui a donné du « mon vieil ami ». Les deux hommes ont insisté sur « l'unité sino-africaine » sans la moindre référence publique aux remous qu'elle traverse.

En dépit de cette volonté commune de laisser dans le non-dit les problèmes rencontrés, on a remarqué que, contrairement à l'habitude, le secrétaire général de l'OUA, M. Idi Oumarou, s'était abstenu d'accompagner le président en exercice de l'Organisation. Des diplomates africains admettent qu'il peut s'agir d'un geste de mauvaise humeur, sa présence étant initialement prévue. M. Idi Oumarou avait, lors des manifestations d'étudiants chinois contre leurs camarades noirs en décembre, convoqué le représentant chinois à Addis-Abeba pour exprimer son inquiétude sur cette crise « consternante ».

La Chine a présenté la visite du chef d'Etat malien comme une manifestation de solidarité avec la situation économique du continent africain. Les dirigeants chinois ont insisté sur la nécessité de trouver une solution politique globale au problème de la dette africaine et ont apporté leur soutien de principe à une conférence internationale sur le sujet.

Mais même si la Chine a encore besoin des votes africains dans nombre d'instances internationales, une page est bel et bien tournée sur les liens qu'elle avait tissés avec le continent noir à la faveur de l'impopularité que Moscou s'y était attirée dans les années 80.

FRANCIS DERON.

Afrique

Les négociations sur le Sahara

Le Polisario décide une trêve pour février

Dans une interview accordée près de Tindouf, en Algérie, et publiée par l'hebdomadaire *le Point* de cette semaine, M. Mohammed Abdelaziz, secrétaire général du Front Polisario, annonce une trêve militaire pendant tout le mois de février décidée « unilatéralement pour encourager le dialogue et la recherche de la paix ».

Ce geste a une portée limitée dans la mesure où l'activité militaire du Polisario était assez réduite ces derniers mois, mais il a été immédiatement salué comme une « preuve de bonne volonté » par un porte-parole du ministère marocain des affaires étrangères interrogé par l'agence Reuters. Ce porte-parole a estimé que le dialogue entre Rabat et le Polisario reprendra, bientôt car on est « entré dans la phase active de préparation pour le référendum ».

Pour sa part, M. Abdelaziz avait précisé au *Point* : « Le référendum est une composante essentielle de la solution, il doit être tenu. Mais les deux parties en conflit doivent s'entendre avant (...). Le plus important est de parvenir à un accord avec les Marocains avant le référendum ».

F. D.

Diplomatie

La recherche d'un règlement négocié au Cambodge

Le régime de Phnom-Penh reste inféodé à Hanoi et à Moscou

nous déclare le prince Sihanouk

Le chef de gouvernement vietnamien de Phnom-Penh, M. Hun Sen, a quitté Bangkok, vendredi 27 janvier, à l'issue de sa première visite dans la capitale thaïlandaise. En outre, le ministre vietnam des affaires étrangères, M. Nguyen Co Thach, actuellement à New-Delhi, a déclaré vendredi que la conférence informelle de Djakarta sur le Cambodge (Jim II) aurait lieu le mois prochain en dépit de l'absence du prince Sihanouk. « Son rôle est important (...) mais il ne peut décider de tout sur le Cambodge », a dit M. Thach.

PÉKIN
de notre correspondant

A la suite des questions suscitées par sa décision de différer toute participation au règlement politique en cours dans la crise cambodgienne, le prince Norodom Sihanouk nous a adressé des réponses écrites dont nous publions ci-dessous des extraits.

Le chef de la résistance cambodgienne reviendrait-il sur sa décision si le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, effectuait dans sa direction, au cours de sa prochaine visite en Chine, un geste explicite de soutien tenant lieu d'encouragement au régime de Phnom-Penh à assouplir sa position ? « Je ne pense pas (...) L'URSS, le Vietnam et le régime de Hun Sen veulent, au fond, que le Cambodge reste inféodé à Hanoi et à Moscou. La position prise par Hun Sen (...) n'est dure et intransigeante (...) que parce qu'elle est dictée par Hanoi et approuvée par Moscou, et cela afin de faire tomber la faute sur Sihanouk et les Khmers rouges lorsque, en septembre 1989, il n'y aura pas de retrait réel des dernières troupes vietnamiennes du Cambodge. (...) Hanoi savait que en poussant Hun Sen à rejeter le plan en cinq points de Sihanouk, il empêcherait la résistance cambodgienne d'arriver à un accord politique avec Phnom-Penh. Et si cet accord n'est trouvé, jusqu'au 28 septembre, il sera facile au Vietnam de justifier la prolongation de son occupation militaire et colonialiste du Cambodge et d'en faire endosser la responsabilité à Sihanouk et aux Khmers rouges. (...) J'exclus donc a priori toute velléité de Chevardnadze ou autre Soviétique de recommander un assouplissement de mon attitude à Hun Sen. (...)

Si, contre toute attente de ma part, un tel geste était fait, je devrais, avant de changer d'attitude, voir d'abord quelle serait celle de Hun Sen et de son gouvernement (...). J'ai déjà dit à l'Indonésie (...) que je ne pourrais faire que deux concessions : 1. M'abstenir de prononcer le mot « démantèlement », mais, en fait, il faudra bien démanteler simultanément la « République populaire du Kampuchea » (de Phnom-Penh) et le Gouvernement de coalition du Kampuchea démocratique (de la résistance) si l'on accepte l'idée d'élections libres d'autodétermination pour le peuple cambodgien. 2. Renoncer à l'envoi au Cambodge d'une force internationale de maintien de la paix et, en compensation, élargir la commission internationale de contrôle (à créer) qui aurait alors, en son sein, des contrôleurs militaires en plus de contrôleurs civils (...).

Dans un autre communiqué diffusé ce samedi 28 janvier à Pékin, le prince Sihanouk s'est par ailleurs défendu de bloquer le processus de règlement politique du Cambodge, et a estimé qu'il était « vain de compter sur l'URSS, le Vietnam et Hun Sen pour aider, si peu que ce soit », un tel règlement. En dépit de cette analyse, un certain nombre de diplomates occidentaux à Pékin pensent que la Chine peut demander à M. Chevardnadze de rencontrer le prince Sihanouk : ce geste serait le pendant de la concession que les Chinois ont accordée à Moscou en recevant récemment le vice-ministre vietnamien des affaires étrangères, M. Dinh Nho Liem. Le ministre soviétique est attendu du 2 au 4 février à Pékin.

F. D.

EN BREF

● Arrestations au Bénin. — Deux anciens ministres et un ancien procureur de la République ont été arrêtés dans la capitale béninoise, Porto-Novo, à l'occasion d'une bonne soirée vendredi 27 janvier à Cotonou. Il s'agit de MM. Tiamou Adjil Bado, ancien ministre des affaires étrangères et ancien ambassadeur du Bénin en RFA, aujourd'hui à la retraite, de Jean-Pierre Agondanou, ancien préfet de Porto-Novo, qui a exercé des fonctions ministérielles avant le coup d'Etat de 1972, et de M. Moucharraf Gbedemasi. Ces trois personnalités sont très populaires dans la région de Porto-Novo, où des troubles ont eu lieu ces derniers jours. — (AFP.)

● Précision. — Le recteur de l'Institut musulman de la mosquée de Paris Sheikh Abbas Boncheikh el Hocine nous prie de préciser que la Grande Mosquée de Paris n'a donné son accord pour le Soudan à l'appel de l'association Survie 89 (*le Monde* du 12 janvier) que pour attirer l'attention des parties concernées sur les souffrances endurées dans de vastes régions du tiers-monde en raison de la faim et du dénuement.

● Vingt-cinquième anniversaire des relations diplomatiques Paris-Pékin. — Le président François Mitterrand et M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, ont envoyé, le vendredi 27 janvier, un message à leurs homologues chinois à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre Paris et Pékin par le général de Gaulle. Evocant « les vœux communes » des deux pays sur « les grandes affaires du monde » et le prix qu'ils attachent à « la défense de l'indépendance de chaque nation », M. Mitterrand a affirmé que « la France est plus que jamais disposée à contribuer par ses hommes, ses techniques et ses ressources aux ambitions objectives » que la Chine s'est assignées.

● ITALIE : un sénateur retrouvé mort au bord d'une voie ferrée. — Le cadavre du sénateur néo-fasciste italien Mario Biagioli, membre du Mouvement social italien (MSI), a été retrouvé vendredi 27 janvier sur le bord de la voie ferrée près de Grosseto (Toscane). Le sénateur avait pris jeudi l'express Rome-Turin pour regagner son domicile à l'issue des travaux du Sénat. Les enquêteurs privilégient la thèse de l'accident. — (AFP.)

● IRLANDE DU NORD : mort d'un policier. — Un policier a été tué et un autre gravement blessé par l'explosion d'une bombe, samedi 28 janvier, à Sion-Mills, dans le comté de Tyrone, en Irlande du Nord. Les deux membres du RUC (Royal Ulster Constabulary) faisaient une patrouille aux abords du petit village de Sion-Mills lorsqu'un homme leur a fait signe de s'arrêter devant un pub. Quelques secondes plus tard, un engin explosif a été lancé sur leur véhicule. — (AFP.)

Un colloque à Moscou sur la crise de Cuba

Un symposium inédit de trois jours s'est ouvert, vendredi 27 janvier à Moscou, rassemblant d'anciens responsables gouvernementaux des Etats-Unis, d'URSS et de Cuba, les trois acteurs de la crise née de l'installation de missiles soviétiques à Cuba en 1962.

M. Gorbachev a adressé un message aux participants du colloque, lu par M. Valentin Faline, chef du département international au comité central. Il leur demande « de tirer les leçons de cet événement, qui conduisit le monde au bord de l'abîme nucléaire » et loue « l'attitude responsable et la bon sens dont ont fait preuve Nikita Khrouchtchev, John Kennedy et Fidel Castro ».

Le président américain George Bush a lui aussi adressé un message, lu par l'ambassadeur américain à Moscou, M. Jack Matlock, dans lequel il souligne que la sécurité du monde sera servie par une meilleure compréhension de cette crise.

Parmi les personnalités présentes à ce colloque figurent notamment M. André Gromyko, ancien ministre soviétique des affaires étrangères, M. Anatoli Dobrynine, à l'époque ambassadeur d'URSS à Washington, M. Sergueï Khrouchtchev, le fils de Nikita Khrouchtchev, et M. Jorge Valdes, membre du bureau politique cubain. Les Etats-Unis sont représentés par le Robert McNamara, ancien secrétaire américain à la défense, M. George Bundy, alors président du conseil national de sécurité, et Theodore Sorensen, conseiller spécial de John Kennedy et auteur d'un livre sur la crise de Cuba. — (AFP, Reuters.)

Après l'URSS et la RDA

La Tchécoslovaquie et la Bulgarie annoncent des réductions de leurs forces armées

La Tchécoslovaquie a décidé de réduire ses forces armées en 1989 et 1990, a annoncé, vendredi 27 janvier, l'agence de presse tchécoslovaque CTK. La réduction portera sur 15 % des dépenses militaires, soit une diminution de 12 000 hommes, 850 chars, 165 véhicules blindés et 51 avions de combat. Le communiqué annonce encore une réduction de 50 % du nombre des manœuvres tactiques effectuées à l'échelon du régiment ou de la division, ainsi que des exercices de tir.

Le même jour, la Bulgarie a décidé de réduire son budget militaire pour 1989 de 12 % et de diminuer ses forces armées de 10 000 hommes, 200 chars, 200 systèmes d'artillerie et 20 avions, jusqu'à la fin de 1990.

Ces mesures font suite à celles annoncées récemment par l'URSS et qui concernent notamment le démantèlement d'une division blindée soviétique stationnée en Tchécoslovaquie. Des mesures comparables avaient été annoncées lundi dernier en RDA par le numéro un est-allemand, M. Erich Honecker.

Moins d'armes nucléaires tactiques pour l'OTAN

D'autre part, les chefs militaires de l'OTAN se prononcent pour l'élimination d'un bon quart de l'arsenal nucléaire allié en Europe occidentale à la condition que les missiles Lance à courte portée (110 kilomètres) soient modernisés, rapportent des sources diplomatiques à Bruxelles. Le commandant en chef des forces alliées en Europe SACEUR, le général américain

John Galvin, avec l'aval du comité des chefs d'état-major de l'OTAN, vient de remettre un rapport en ce sens aux alliés.

L'OTAN, qui dispose encore de 4 000 têtes nucléaires de tous types (sol-sol, air-sol, mer-sol, etc.), compte non tenu des fusées de portée intermédiaire (INF de 500 à 5 000 kilomètres) en cours de démantèlement, n'a pas besoin pour sa sécurité de plus de 3 000 ogives, estime le général Galvin.

Il est possible, selon les responsables militaires de l'OTAN, de réduire de moitié l'artillerie nucléaire, actuellement forte de 2 000 pièces, mais dont la portée très réduite (15 à 20 kilomètres) la rendrait plus dangereuse qu'utile en cas de conflit. Il suffirait de 800 à 1 200 pièces plus modernes, de 30 kilomètres de portée et tirant des obus atomiques améliorés, ajoutent ces sources. — (AFP.)

LE MARCHÉ DE L'ART SUR MINTEL

Passez vos annonces d'achat ou de vente d'objets d'art directement sur minitel

36.15 LEMONDE

Code ARTLINE

Les affaires Pechiney, Société générale et l'intervention du premier ministre
« La démocratie doit aller au bout de ses principes, mais sans amalgame »
déclare M. Michel Rocard à La Roche-sur-Yon

M. Michel Rocard a notamment déclaré vendredi 27 janvier à La Roche-sur-Yon :

« Eh bien, parlons-en de ces affaires ». Et parlons-en avec un double souci : ramener les choses à leur juste place, et que chacun salue d'abord devant sa porte.

« Tous pourris », « Tous voleurs » : c'est, vous le savez, un vieux refrain des adversaires de tous les jours de la démocratie. J'allais dire : depuis 1789 ! Car Danton était vénal, Talleyrand friçoteur, Tallien n'en parlons pas - et Robespierre était à ce point inhumain qu'on l'appelait « l'incorruptible » !

Jaurès bon vivant, Léon Blum mangeant dans de la vaisselle d'or, c'est avec les mêmes accusations, les mêmes crises, les mêmes vociférations que les lignes factieuses ont tenté d'envenimer le Palais-Bourbon le 5 février 1934 et que leur presse a deux ans plus tard, poussé Roger Salengro au suicide.

Cela porte un nom : l'amalgame. C'est le plus détestable des procès, celui de la responsabilité par association. Et quand on me dit qu'aujourd'hui, M. Juppé reprend à son tour ce discours-là, j'espère que certains de ses amis politiques, que je sais honnêtes républicains, y regarderont à deux fois avant de lui servir la main.

Car enfin, de quoi parle-t-on ? Un ministre de mon gouvernement

M. Michel Rocard a dénoncé, vendredi 27 janvier à La Roche-sur-Yon, ceux qui pratiquent « l'amalgame » entre les affaires, le pouvoir et son entourage. « C'est le plus détestable des procès, celui de la responsabilité par association », a affirmé le premier ministre, en précisant qu'il s'agit là d'un vieux refrain des adversaires de tous les jours de la démocratie.

De son côté, M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a estimé que le premier ministre, « qui dénonce à tout propos l'état RPR (...), n'a pas de leçon d'honneur à donner ». Dans son discours, en effet,

pour déterminer si la justice doit ou non être saisie.

Non, les « affaires » ne doivent pas affaiblir la démocratie, dès lors que la démocratie sait aller jusqu'au bout de ses principes, sans faiblesse, sans complaisance, mais aussi sans amalgame.

Et ces principes - faut-il les rappeler - en cette année du Bicentenaire ? - sont ceux de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen.

Article 6 : « La loi doit être la même pour tous, soit qu'elle protège, soit qu'elle punisse ». Il n'y est question ni d'amis, ni d'ennemis.

L'article 7 ajoute : « Nul homme ne peut être accusé que dans les cas

M. Rocard avait « espéré » que les amis politiques de M. Juppé (lequel avait accusé le PS d'être « la gauche la plus pourrie du monde » regarderait à deux fois « avant de lui serrer la main ».

Répondant aux propos de M. Léotard dans le Monde (du 27 janvier), qui avait parlé « de société de connivence », M. Henri Emmanuelli, numéro deux du PS, a invité le président du PR « à considérer que la recherche de la vérité ne peut s'arrêter aux portes de sa propriété ».

Enfin l'Humanité, organe du PCF, consacre dans ses éditions du 28 janvier

trois pages aux « scandales », accuse le pouvoir et l'opposition de vouloir « étouffer les affaires » et titre : « C'est pas l'argent qui manque ! » Le fait que M. Marchais lui-même, au cours d'un banquet à Issy-les-Moulineaux, y ait consacré vendredi soir l'essentiel de son discours montre que le PC entend exploiter lesdites « affaires » avant les élections municipales.

A l'étranger, le Times de Londres s'interroge sur l'avenir du président de la République, tandis que la BBC parle d'un « Watergate à la française ».

va se lancer à la tête des « affaires », dans un de ces pugilat médiatiques d'où seuls sortent renforcés les extrêmes et les adversaires de la démocratie ?

Un Etat de droit a ses institutions, ses règles, ses procédures. Qu'elles accomplissent leur office et que chaque veuille bien s'attacher à l'essentiel.

L'essentiel, au fond, c'est quoi, sinon la place de l'argent dans notre société ?

Dans l'affrontement, né maintenant il y a plus de deux siècles avec la République, avec la démocratie parlementaire, entre le parti du mouvement et celui de l'ordre, entre les forces de progrès et les conservateurs, en un mot entre la gauche et la droite, le conflit sur le partage et le pouvoir de l'argent a toujours tenu une place centrale. (...)

Il est vrai qu'il y a radicalement changé de nature lorsque - cela remonte à une demi-douzaine d'années à peine - la gauche a cessé de considérer, dans ce conflit, l'entreprise comme un champ de bataille avant toute autre chose et qu'elle l'a reconnue comme étant d'abord une unité de production, dont ni l'existence ni même l'équilibre, ne devaient être remis en cause par le débat sur le partage.

Mais il y a deux ans, au plus fort de l'offensive idéologique des années de revanche libérale, ce conflit a changé de nature. Profond, grave, douloureux, inquiétant, il porte sur le problème de savoir si la France fonctionne à deux vitesses ou pas.

D'un côté il y a les forts, les performants, les qualifiés, les exportateurs, les vainqueurs. Ils sont même nombreux : 129 entreprises occupent la première place mondiale dans leur créneau.

Il y a des personnes à qui leurs qualifications et leur talent assurent un revenu, et une grande respon-

sabilité, et une grande dignité de vie. Mais il y en a beaucoup d'autres. Et que fait-on de ces autres, la catégorie la plus nombreuse ?

D'abord les femmes, marginalisées sur le marché du travail dans ces temps difficiles. Notre jeunesse, dont 40 % ont des qualifications aléatoires. Nos chômeurs. Les rejetés du système scolaire. Les étrangers, que bien souvent nous sommes allés chercher.

Que peuvent penser tous ceux-là des milliards qui valent d'une transaction boursière à l'autre, comme si c'était la « Roue de la fortune » grandeur nature ?

Que pourront ressentir ceux à qui l'on confie notre santé et notre vie - les infirmières - la formation et l'avenir de nos enfants - les enseignants - et à qui notre société n'est pas aujourd'hui en mesure de garantir un salaire correspondant à leurs

saire pour que les entreprises trouvent sur les marchés financiers des moyens d'investir et de se développer.

Seulement, elle doit fonctionner de manière loyale et transparente. Elle doit être orientée vers l'investissement productif et non vers la spéculation.

Mais que tous prennent aussi conscience que lorsqu'une société est déchirée, comme la nôtre, par le conflit sur le partage de l'argent et des fruits du travail, ni la morale, ni les valeurs ne doivent en être absentes.

Par rapport à tout cela, en effet, il y a assurément deux logiques. La première, c'est : « place aux forts ». Minimons la contrainte économique qui pèse sur la production, sur les gagnants, sur les exportateurs. Minimons la contrainte à payer pour assurer la solidarité. Et quant à l'ordre social, priorité à la police, dont cela devient alors la fonction principale.

Et puis il y a l'autre logique, l'autre politique, qui est d'abord une politique de solidarité, héritière de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen et des valeurs profondes autour desquelles notre République s'est fondée, des valeurs républicaines que le président de la République a, avec insistance, rappelées, dans sa « Lettre à tous les Français » et sur lesquelles s'est construite sa réélection.

C'est dans cette politique que j'inscris la légitimité de mon action, de mon inspiration, de ma volonté. »

La Suisse lève le secret bancaire sur les comptes suspectés par la SEC

La Suisse a accepté vendredi 27 janvier la demande d'entraide judiciaire formulée le 24 janvier par les autorités boursières américaines enquêtant sur les délits d'initiés lors du rachat par Pechiney du géant américain de l'emballage American National Can, détenu à 100 % par le groupe Triangle. En annonçant cette décision, le Département fédéral de justice et police a précisé que la SEC (Securities and Exchange Commission), la commission américaine des opérations de Bourse, avait « exigé la remise de documents bancaires et de valeurs patrimoniales ». Les personnes et les sociétés concernées peuvent faire opposition à cette décision dans un délai de dix jours auprès de l'Office fédéral de police.

Dès le 16 décembre dernier, la SEC avait demandé à la Suisse des mesures provisionnelles. Des comptes avaient été bloqués dans cinq banques : la Banque privée à Genève, présidée par

Edmond de Rothschild ; la Banca della Svizzera Italiana à Lugano ; le Crédit suisse à Zurich ; la Banque populaire suisse à Zurich ; la Banque cantonale vaudoise à Lausanne. Un compte bloqué auprès de l'Union de banques suisses à la même date a depuis été débloqué, la banque devant cependant encore fournir des informations aux autorités suisses.

Côté français, la COB (Commission des opérations de Bourse) mettrait le 27 janvier la dernière main à son rapport, qui sera soumis le 31 janvier au collège de la Commission pour approbation. Contrairement aux usages, ce rapport sera rendu public, à la demande du premier ministre et du ministre des finances et sur autorisation du président de la République. Quelles que soient les conclusions de la COB, une enquête judiciaire sera menée conformément à la volonté du gouvernement.

aurait-il été tué au coin d'une rue de Paris ? Un autre serait-il mort après avoir été mis en cause dans des opérations immobilières ? D'autres encore avaient-ils reçu des diamants d'un chef d'Etat étranger, fait délivrer de « vrais-faux » passeports ?

Ah non, bien sûr, me rétorquera-t-on, ce ne sont pas des membres du gouvernement qui sont en cause, c'est leur « entourage ».

Moi, Mesdames, Messieurs, j'ai fait comme l'avait dit il y a quelques années M. Barre - n'y voyez pas malice - j'ai feuilleté la Constitution, et je n'y ai pas vu le mot « entourage ».

S'il y a « affaire », c'est qu'il y a enquête. Et s'il y a enquête, c'est

déterminés par la loi et selon les formes qu'elle a prescrites. Il n'y est pas dit que les gens peuvent être cités à comparaître par voie de presse, montrés du doigt par la rumeur médiatique, condamnés par amalgame.

Où, s'il y a « affaire », c'est qu'il y a enquête.

Enquête de la presse ? C'est son rôle, elle est libre.

Mais il y a surtout enquête de la Commission des opérations de Bourse, et cela, c'est la responsabilité des institutions de l'Etat.

Quelqu'un peut-il aujourd'hui soutenir que bonne foi que la Commission des opérations de Bourse ne

Les quatre « rappels »

Au cours de son intervention, M. Rocard a évoqué sans en nommer les acteurs ou les victimes quatre affaires :

● Jean de Broglie, député de l'Eure, plusieurs fois secrétaire d'Etat dans les gouvernements Debré et Pompidou, fut tué le 24 décembre 1976 de trois balles de revolver à Paris, rue des Dardennes, dans la dix-septième arrondissement. En dépit de la condamnation des hommes de main qui avaient commis ce crime, les motifs exacts de ce meurtre ne furent jamais élucidés.

● Robert Boutin, ministre du travail, dont le nom avait été mis en cause dans un achat de terrains à Ramatuelle est retrouvé mort le 29 octobre 1979 dans un étang. La thèse du suicide,

généralement retenue depuis lors, est combattue avec constance par sa famille.

● Le 10 octobre 1979, l'hebdomadaire le Canard enchaîné accuse le chef de l'Etat, M. Valéry Giscard d'Estaing, d'avoir reçu l'empereur Bokassa, de Centrafrique, des pierres précieuses. Ce fut le début de l'affaire dite « des diamants ».

● En novembre 1988 éclata l'affaire dite du « vrai-faux passeport » que M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur, fut soupçonné d'avoir fait remettre à M. Yves Chaler (ancien chef de cabinet de M. Nuelli), alors recherché par la justice, dans l'affaire du Carrefour du développement, pour favoriser sa fuite à l'étranger.

La polémique s'amplifie

Il a ainsi jugé disproportionnées les critiques portées contre le pouvoir exécutif à la suite des mises en cause de l'ancien directeur du cabinet de son ministre de l'Economie et des finances, M. Alain Boubill, et de l'ami intime du président de la République, M. Roger-Patrice Pelat, soupçonnés de délits d'initiés.

Il y a vu une tentative d'« amalgame » infamante, d'une nature analogue aux campagnes menées naguère par la droite la plus réactionnaire contre « Jaurès bon vivant », « Léon Blum mangeant dans de la vaisselle d'or », ou Roger Salengro, ministre socialiste de l'intérieur, « poussé au suicide » par l'extrême droite en 1936.

M. Rocard voulait ensuite et peut-être surtout, répondre au trouble des électeurs de gauche dont témoignent, depuis plusieurs jours, les élus socialistes. Se mettant à la place des jeunes, des chômeurs, des immigrés, des femmes « marginalisées sur le marché du travail », le premier ministre s'est demandé : « Que peuvent penser tous ceux-là des milliards qui valent d'une transaction boursière à l'autre comme si c'était la « Roue de la fortune »

grandeur nature ? - Bonne question. Mais à qui la faute si elle se pose ?

S'il existe, en effet, un spectaculaire décalage entre la réalité des faits déjà établis - qui n'a, c'est vrai, aucune commune mesure avec certains scandales antérieurs - et l'ampleur des réactions, n'est-ce pas parce que le pouvoir socialiste est aujourd'hui atteint là où il se prétendait le plus irréprochable ? Sur le terrain de la morale politique !

Les risques qui en résultent pour les socialistes à la veille des élections municipales sont à la mesure du déchirement provoqué dans l'imaginaire collectif de leur électorat, extrêmement sensible aux relations des gouvernants avec l'argent.

Leur salut électoral passe désormais par une transparence sans équivalent dans les prolongements judiciaires auxquels donnera lieu le rapport de la COB. Qui se risquerait à contester, comme le dit M. Rocard, que la pratique démocratique peut survivre aux « affaires », « dès lors que la démocratie sait aller jusqu'au bout de ses principes, sans faiblesse, sans complaisance, mais aussi sans amalgame » ? A condition, toutefois de

ne pas oublier que « la démocratie, c'est beaucoup plus que la pratique des élections et le gouvernement de la majorité : c'est un type de mœurs, de vertus, de scrupule, de sens civique, de respect de l'adversaire : c'est un code moral », comme le disait le maître à penser du premier ministre, Pierre Mendès France.

Ce qui exige, pour les praticiens du pouvoir exécutif, une vigilance particulière sur le choix des hommes qui le servent et incarnent automatiquement, que cela plaise ou non, la « culture de gouvernement » dont ils se réclament.

M. Rocard s'est référé, en conclusion, à cette « autre logique » qui constitue la référence permanente de la gauche française par opposition à la « loi de la jungle » dont parlait, vendredi à Beauvais, M. Mitterrand. Mais cet ancrage-là, aussi, ne peut être crédible que si les hommes qui s'y accrochent servent eux-mêmes de façon irréprochable ce « code moral » qui le sous-tend. L'appel du premier ministre concerne donc, en premier lieu, le pouvoir lui-même.

ALAIN ROLLAT.

responsabilités collectives ?

Que dure à ces allocataires du revenu minimum d'insertion, trop nombreux pour que l'on puisse leur assurer plus de 2 000 francs par mois et par personne ?

Oh certes, il ne s'agit pas de verser dans la démagogie ou le populisme et de laisser croire qu'en nivelant les fortunes, on rendrait riches les plus démunies. Chacun sait bien que ce n'est pas ainsi que les choses se passent. (...) J'aurais même plus loin : une Bourse active est nécessaire.

responsabilités collectives ?

Que dure à ces allocataires du revenu minimum d'insertion, trop nombreux pour que l'on puisse leur assurer plus de 2 000 francs par mois et par personne ?

Oh certes, il ne s'agit pas de verser dans la démagogie ou le populisme et de laisser croire qu'en nivelant les fortunes, on rendrait riches les plus démunies. Chacun sait bien que ce n'est pas ainsi que les choses se passent. (...) J'aurais même plus loin : une Bourse active est nécessaire.

responsabilités collectives ?

Que dure à ces allocataires du revenu minimum d'insertion, trop nombreux pour que l'on puisse leur assurer plus de 2 000 francs par mois et par personne ?

Oh certes, il ne s'agit pas de verser dans la démagogie ou le populisme et de laisser croire qu'en nivelant les fortunes, on rendrait riches les plus démunies. Chacun sait bien que ce n'est pas ainsi que les choses se passent. (...) J'aurais même plus loin : une Bourse active est nécessaire.

responsabilités collectives ?

Que dure à ces allocataires du revenu minimum d'insertion, trop nombreux pour que l'on puisse leur assurer plus de 2 000 francs par mois et par personne ?

Oh certes, il ne s'agit pas de verser dans la démagogie ou le populisme et de laisser croire qu'en nivelant les fortunes, on rendrait riches les plus démunies. Chacun sait bien que ce n'est pas ainsi que les choses se passent. (...) J'aurais même plus loin : une Bourse active est nécessaire.

responsabilités collectives ?

Que dure à ces allocataires du revenu minimum d'insertion, trop nombreux pour que l'on puisse leur assurer plus de 2 000 francs par mois et par personne ?

Oh certes, il ne s'agit pas de verser dans la démagogie ou le populisme et de laisser croire qu'en nivelant les fortunes, on rendrait riches les plus démunies. Chacun sait bien que ce n'est pas ainsi que les choses se passent. (...) J'aurais même plus loin : une Bourse active est nécessaire.

responsabilités collectives ?

Que dure à ces allocataires du revenu minimum d'insertion, trop nombreux pour que l'on puisse leur assurer plus de 2 000 francs par mois et par personne ?

Oh certes, il ne s'agit pas de verser dans la démagogie ou le populisme et de laisser croire qu'en nivelant les fortunes, on rendrait riches les plus démunies. Chacun sait bien que ce n'est pas ainsi que les choses se passent. (...) J'aurais même plus loin : une Bourse active est nécessaire.

Vibrachoc et Exocet Une mise au point d'Aérospatiale

Directeur de l'information et de la communication d'Aérospatiale, M. Patrice Kries nous demande de publier la mise au point suivante après notre article sur « L'énigme Expert et M. Pelat » (le Monde du 27 janvier) où nous avions écrit que « du matériel vendu aux Argentins par Aérospatiale, notamment des Exocet, lors de la guerre des Malouines, a transité par une usine Vibrachoc » :

Cela est dénué de tout fondement. En effet, lors du conflit des Malouines, Aérospatiale n'a pas livré d'armement à l'Argentine. La marine argentine était déjà en possession de cinq Exocet AM 39 (sur Super Etendard) qui avaient été livrés antérieurement au début du conflit. Quant à la société Vibrachoc, elle n'a jamais été partie prenante, ni de près ni de loin, dans la livraison de quelque missile Exocet que ce soit (...). Les Britanniques savaient parfaitement que les Argentins n'avaient que cinq Exocet AM 39 et on pousse un grand soupçon de soulèvement lorsque le cinquième a été tiré. »

(Suite de la première page.)

M. Rocard a donc fait bonne mesure. Il a opposé aux sarcasmes de la droite, et en particulier aux violentes attaques du secrétaire général du RPR, M. Alain Juppé, le rappel, pélo-mêle, de l'assassinat, resté mystérieux, de Jean de Broglie, ancien ministre, en 1976, du suicide controversé de Robert Boutin, ministre du travail, en 1979, des diamants offerts la même année par l'empereur Bokassa à M. Valéry Giscard d'Estaing et d'un « vrai-faux » passeport octroyé en 1986 par le ministre de M. Charles Pasqua à un chef de cabinet recherché par le ministère de la justice.

Emporté par sa propre énumération, M. Rocard a d'ailleurs inutilement provoqué la colère de M. Giscard d'Estaing : « Bassesse et diffamation », a lancé l'ancien président.

Au-delà de l'affirmation de sa solidarité avec le chef de l'Etat, le chef du gouvernement avait un double objectif politique. M. Rocard voulait d'abord « ramener les choses à leur juste place » en invitant chacun à « balayer d'abord devant sa porte ».

M. Rocard a d'ailleurs inutilement provoqué la colère de M. Giscard d'Estaing : « Bassesse et diffamation », a lancé l'ancien président.

Au-delà de l'affirmation de sa solidarité avec le chef de l'Etat, le chef du gouvernement avait un double objectif politique. M. Rocard voulait d'abord « ramener les choses à leur juste place » en invitant chacun à « balayer d'abord devant sa porte ».

صكذ من الاصل

مكتبة من الأصل

Politique

La préparation des élections municipales

Auxerre : les partis, M. Soisson et l'ouverture

AUXERRE
De notre envoyée spéciale

M. Serge Franchis est d'une détermination nouvelle. Dans son vaste bureau de l'Office public d'HLM de la ville d'Auxerre, il consacrerait volontiers des heures à parler du ravalement de telle façade, ou de la restauration des célèbres maisons à colombage. Infaillible quand il s'agit de décrire ce travail entrecoupé par la municipalité sortante d'Auxerre, dont il est l'adjoint au logement et à toutes ces choses sérieuses, il devient extraordinairement moins disert dès lors que l'on aborde le seul sujet pour lequel on était venu le voir : les élections municipales des 12 et 19 mars prochains.

Auxerre, c'est, carrement, le regard vers le futur. M. Franchis se fait un peu plus fuyant. Mais qu'a-t-elle donc de si extraordinaire cette ville tranquille de l'Yonne, fait-il de se demander : pourquoi d'ailleurs ne pourrait-on pas un peu oublier que son maire s'appelle Jean-Pierre Soisson, qu'il est un ministre barbare, dans un gouvernement de gauche et que cela pourrait avoir quelques incidences sur la campagne municipale qui s'ouvre ?

M. Franchis aurait pourtant de bonnes raisons de se sentir concerné : élu suppléant de Jean-Pierre Soisson aux élections législatives de juin 1988, il lui a succédé sur les bancs du Palais Bourbon quand, à la faveur du remaniement ministériel, son « patron » s'est vu confier le portefeuille du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle. Mais M. Franchis est en outre officieusement, depuis quelques jours, le second sur la liste qui conduira — pour la quatrième fois consécutive — M. Soisson aux élections municipales. C'est-à-dire, selon toute vraisemblance, le futur premier adjoint. De politique, M. Franchis ne veut pas entendre parler. Il continue à s'identifier à la société civile — tout en étant élu d'Auxerre depuis 1971, conseiller général et membre de l'UDF depuis 1981 : « J'ai toujours été un homme du centre ou plutôt du centre-droit » concède-t-il avec effort. A l'Assemblée nationale M. Franchis figure parmi les non-inscrits : « Pour garder ma liberté de vote », — ce qui lui permet effectivement de voter pour un amendement tendant à la suppression de l'ISF, mais de rassurer un urgent besoin de s'absenter au moment du vote global sur ce même impôt, de ne pas participer non plus au scrutin sur l'équilibre général du budget mais d'approuver solennellement celui du ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

Il y a une dizaine de jours, M. Franchis est tout de même sorti de sa réserve. Dans un communiqué publié par le quotidien l'Yonne républicain, l'adjoint au maire indiquait : « La liste municipale que conduira Jean-Pierre Soisson ne peut être une liste de chouchettes présidentielles. Si elle devait l'être, nombreux sont ceux qui ne pourraient y participer parmi les hommes auxquels Jean-Pierre Soisson entend faire appel pour poursuivre la politique conduite depuis 1971. » Et le quotidien ajoutait : « Il est évident que Serge Franchis fait partie des hommes en question. »

L'homme de dossier qu'il veut être, ouvrait pourtant la plaie

Fiche d'identité
Préfecture de l'Yonne.
39 000 habitants.
Chômage : 10,6 %.
Trois lycées, un lycée professionnel.
Principaux employeurs : CHR, mairie, Fruehauf, Fulmen, Larousse.
Equipe de football : AJ Auxerre, première division.

la plus vive de cette campagne électorale. Car à Auxerre, tout repose sur ce concept de majorité présidentielle. Pour Serge Franchis le constat est mathématique : la liste conduite par Jean-Pierre Soisson sera beaucoup plus large que les contours de la seule majorité présidentielle. Elle ne peut donc se limiter à cette définition. « Et puis, ajoute-t-il, c'est cela l'ouverture. Si Jean-Pierre Soisson devait devenir un maire de gauche, il n'y aurait plus d'ouverture. »

Pour les socialistes — et surtout pour M. Jean-Paul Rousseau, premier secrétaire de la fédération PS de l'Yonne — cette majorité présidentielle est la référence obligatoire, le nom de baptême nécessaire pour toute liste emmenée par Jean-Pierre Soisson avec la participation active des élus de gauche. Jean-Paul Rousseau lui, ne parle que de politique. Cet ancien instituteur — il est aujourd'hui chargé de l'accueil et de la formation des jeunes normaliens — né en 1942, militant au PS depuis 1973, conseiller régional de Bourgogne, a découvert la politique comme toute sa génération au moment de la guerre d'Algérie, de la SFIO et de Guy Mollet. Il a ainsi profondément ancré dans un coin de sa mémoire des images « de ce qu'il ne faut

pas faire ». Pour cet « empêché de collaborer en rond » comme il se décrit lui-même, « ces six derniers mois ont été une redoutable école ».

Une liste à laquelle participe le PS ne peut pas se résumer pour lui à « une bande de chouettes copains unis par une seule préoccupation : faire le bonheur de leurs concitoyens loin des misères de la politique nationale ».

Chargé de discuter avec Jean-Pierre Soisson au côté de deux conseillers socialistes sortants, MM. Guy Faraz (proche de M. Chevènement) et Michel Bonhenry (rocardien) — tous deux partisans de l'ouverture — il n'admet pas que l'on puisse à Paris appartenir à un gouvernement de gauche et à Auxerre mettre « son drapeau dans sa poche ».

Au terme des premières négociations, les socialistes obtiendraient un tiers des postes éligibles au conseil municipal et trois délégués d'adjoint. « En fait, observe M. Rousseau, on nous propose un échange standard : on enlève le RPR [ils sont dix dans le conseil sortant], on met le PS à la place et on baptise le tout « Union pour l'avenir d'Auxerre. » Lors de la dernière rencontre avec M. Soisson, le dimanche 15 janvier, M. Jean-Paul Rousseau a, une fois de plus, demandé une « référence nette » à la majorité présidentielle. « Il nous a proposé une allusion à son ministère du travail et de l'emploi. »

Alors, Jean-Paul Rousseau attend. Dimanche 29 janvier, il devait participer à la convention nationale du PS, qui doit arrêter la liste des villes où les socialistes s'allieront aux communistes et celles où ils feront à la bataille séparément. « Il faut aussi que la direction du PS dise clairement comment elle veut voir les ministres d'ouverture s'insérer dans le dispositif, observe-t-il. S'il n'y a pas de cadre politique on ne pourra pas demander aux militants d'avoir une attitude cohérente. »

L'éventualité de la création d'une liste socialiste contre celle de Jean-Pierre Soisson ne peut donc pas être totalement exclue. Elle pourrait même conduire à une division interne entre partisans et adversaires de l'ouverture.

Le parti communiste local le sait, qui souffle sur les braises. « Je me bats pour empêcher les socialistes de se noyer dans le vase de Soisson », lance dans un jeu de mots qu'il reconnaît douteux M. Jean-Marie Langouneau, responsable de la fédération communiste de l'Yonne. « A Auxerre, assure-t-il, les choses sont simples : quand on est de gauche on est anti-Soisson. »

Le contraire était vrai jusqu'en juin dernier : à Auxerre, qui or était de droite, on était pro-Soisson. Le docteur Jean-Louis Hussenot, chef du service des urgences de l'hôpital d'Auxerre, actuel adjoint RPR, chargé des sports, investi par le RPR et l'UDF pour mener une liste d'Union de l'opposition, se garde bien d'attaquer ouvertement le premier magistrat sortant. Tout juste se contente-t-il de glisser, l'air de rien, que les Auxerrois ne voient pas assez souvent leur maire, que la gestion quotidienne d'une ville doit se faire sur le terrain et pas seulement le week-end dans les inaugurations et qu'il n'est pas toujours facile pour les élus de préparer les dossiers quand le maire « arrive en voiture à 8 heures moins cinq pour un conseil municipal à 8 heures... ». La liste qu'il présentera n'est pas encore définitivement arrêtée mais il a déjà obtenu le ralliement de sept conseillers sortants.

Il est « très fort »

Législateur, l'UDF, dirigée par le sénateur et conseiller général Henri de Raincourt, a accepté « sans état d'âme » — mais sans enthousiasme débordant — la constitution de cette liste contre « Jean-Pierre Soisson ». L'UDF n'a d'ailleurs, localement, jamais condamné publiquement le choix de Jean-Pierre Soisson d'entrer dans un gouvernement de gauche.

Dans sa petite mairie de Saint-Florentin, à une soixantaine de kilomètres au nord d'Auxerre, M. de Raincourt confie bien volontiers « qu'il sera difficile de faire campagne contre un ami ». Oublieux de ce qu'imposerait une stricte conduite politique, il décrit avec une touchante sincérité et une admiration non voilée les réalisations municipales et régionales de Jean-Pierre Soisson. « Vous savez, indique-t-il avec fierté, s'il est devenu ministre de la formation professionnelle ce n'est pas par hasard. Il est vraiment très, très fort. » Et M. de Raincourt de détailler l'aménagement d'un nouveau lycée dans une ancienne maison de retraite — « une réussite fantastique » — la création à Auxerre d'un cycle de maîtrise de sciences et techniques et même l'annonce, le samedi 21 janvier dernier par le ministre de l'Installation probable dans la région de la Poitou, d'un Club Méditerranée doté d'un « peu de Centre de formation... ». « Il a des idées, il sent les choses, c'est tout Jean-Pierre ça », lance-t-il, enthousiaste. Finalement on se surprend à croire que le sénateur de Raincourt se passerait volontiers de ces élections qu'il s'agit de prendre position. Et puis, les affiches électorales sont d'un si mauvais effet sur les maisons à colombage...

PASCALLE ROBERT-DIARD.

PCF : la stratégie du bastion révolutionnaire

Pour la troisième fois cette semaine, M. Marcel Debarge, membre du secrétariat national du PS, a rencontré, vendredi 27 janvier à Paris, M. Paul Laurent, membre du secrétariat du comité central du PCF. A la veille de la convention nationale socialiste qui se tient dimanche, aucune information n'a filtré sur ces rencontres qui ont pour but d'expliquer les difficultés sur la composition des listes de rassemblement à gauche pour les municipales.

Quatre ans après son officialisation au vingt-cinquième congrès en février 1985, la « nouvelle » stratégie politique du Parti communiste va trouver sa pleine mesure aux élections municipales. De la signature du programme commun de la gauche en 1972 au retrait des ministres communistes du gouvernement Mauroy en 1984, en passant par toutes les péripéties et changements de cap intermédiaires, la précédente stratégie du PCF ne lui avait pas porté bonheur. Elle avait, grosso modo, réduit la représentation électorale du « parti révolutionnaire » de moitié.

Supérieure à 20 % au début des années 70, l'influence du PCF dans la société dépassait à peine 10 % au milieu des années 80. Lenteur et lourdeur aidant, le « déclin » s'est poursuivi jusqu'à atteindre les 6,76 % de M. André Lajoinie à l'élection présidentielle de 1988. Or cela allait-il se terminer ?

Après avoir purgé le parti de tous ses éléments les plus attachés à l'union avec le PS, la direction communiste, sous l'influence de la frange la plus dure, se persuade que le PCF est sur la voie du redressement. Inévitablement cette dernière passe, et passera de plus en plus, par un « antisocialisme » forcé destiné à dénoncer une « trahison » social-démocrate violant les valeurs de gauche. A cet égard, les « affaires » facilitent le travail de l'humanité !

Si la stratégie actuelle du PCF est parfois difficilement compréhensible, c'est qu'une fois de plus elle est double. Comme si des tenants de l'ancienne stratégie continuait à cohabiter avec les partisans de la « nouvelle », sinon à s'opposer à eux, aux différents échelons de direction du PCF. D'où la nécessité pour le PCF, fort opportunément rappelée par M. Liliane Marchais dans l'humanité à la fin de l'année dernière, d'avoir — enfin — les cadres de sa « nouvelle » politique.

Les « durs » ne veulent pas entendre parler d'accord avec le PS. Pour preuve, l'attitude actuelle des fédérations

de Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne, symboles de la pureté retrouvée du parti. Non seulement dans ces deux départements, les dirigeants communistes s'appuient quasi exclusivement sur les accords municipaux de 1983, mais il n'est pas rare qu'en plus ils proposent une diminution de leur représentation à leur parti-maire. Un dirigeant socialiste évalue cette amputation « inexplicable et inacceptable » à 10 ou 15 %. Cette opération a pour objectif soit de contraindre une négociation plus large, soit de rendre impossible localement l'accord avec le PS, et de lui faire endosser la responsabilité d'une éventuelle « primaire ».

La voie du redressement

Les deux approches ne sont pas exclusives l'une de l'autre. La seconde, pourtant, représente un triple avantage dans les cinq départements de la couronne parisienne où le PCF détient quarante-trois des quatre-vingt-neuf villes de plus de vingt mille habitants qu'il dirige en France : elle désigne les socialistes comme facteurs de déviation, elle permet de les réduire dans ces places fortes du communisme et elle peut confirmer la théorie du « redressement » du PCF. Cette stratégie du bastion révolutionnaire conduite par ceux-là mêmes qu'à l'intérieur du parti on appelle « les gardes rouges » s'accompagne de la promotion municipale d'une nouvelle génération de cadres, dont la mission n'est pas précisément de faciliter le travail unitaire aux socialistes. En contrepartie, la purge « frappe » de « vieux » adjoints ou conseillers municipaux communistes jugés dépassés par les événements ou peu sûrs.

Le raffinement de cette stratégie est attesté au Mans (Sarthe) ou à Orléans (Val-de-Marne), où ce sont les maires sortants — la référence au poids personnel des élus a pourtant été retenue dans l'accord du 12 janvier entre les deux partis — qui sont au centre de l'offensive. Affirmant que « le socialisme coûte cher » et qu'il est « attaché de toutes les fibres de [son] corps à ce parti », auquel il « cultive, claudiquement, en 1982 », M. Gaston Vienne, maire « reconstruc-tionniste » d'Orléans, appelle ainsi dans un tract au soutien de la population et des communistes locaux afin de contrer l'offensive-déjà-elle l'objet de la part de ses « camarades ». A l'évidence, la stratégie d'union et celle du bastion ne sont pas les mêmes.

OLIVIER BEFFAUD.

Le Mans : la fédération et le maire communiste au bord de la rupture

LE MANS
de notre correspondant

La rupture entre la fédération socialiste du Parti communiste et M. Robert Jarry, le maire communiste sortant du Mans, paraît consommée.

C'est clair : les communistes entendent bien « conduire une liste de rassemblement des forces de gauche » avec le même représentant qu'en 1983, donc avec une nette majorité de conseillers communistes, et non pas cette quasi-parité acceptée par un Robert Jarry soucieux de vouloir « affaiblir le Parti communiste ».

Qu'importe si le rapport de forces entre socialistes et communistes a évolué en faveur des socialistes entre-temps, si l'accord national stipule qu'il faut en tenir compte : « On

ne peut pas oublier que c'est grâce au Parti communiste que cette ville est dirigée par la gauche » et qu'elle est ainsi protégée « des appétits de la droite ». Et la fédération de mettre les points sur les « des socialistes » : « Nous prenons nos responsabilités. Le Parti socialiste le sait. Et il sait qu'il y aura forcément un accord entre les deux fédérations. » Et d'en appeler au respect des accords passés... et des Manceaux.

Qu'on ne vienne pas parler de respect des Manceaux chez les socialistes : « Les Manceaux apprécieront, eux qui ont renouvelé par deux fois leur confiance à Robert Jarry ». Bref, ils sont plus que jamais déterminés à repartir derrière Robert Jarry, quel que soit le sort que son parti lui réserve : « Il défend la légitimité du suffrage universel. Nous la respectons. »

Un communiqué de la « majorité du conseil municipal », signé des élus socialistes et « jarrystes », surgit à propos en pleine tempête, vient encore de rappeler leur détermination à suivre « le projet raisonnable » bâti autour de Robert Jarry. Avec un (ultime ?) appel du pied à leurs camarades de la fédération : « Nous présentons prochainement la liste complète... en souhaitant que s'y joignent les quelques collègues encore hésitants. »

M. Robert Jarry, lui, reste silencieux, serais dans la tempête. Les socialistes aussi. Reste à savoir jusqu'où le Parti socialiste accentuera ses pressions sur ses troupes sarthoises. Car il y a tout à parier que dans le marchandage entre M. Paul Laurent et M. Marcel Debarge, sur le plan national, la loyauté des socialistes du Mans risque fort d'être mise en balance avec celle des communistes d'ailleurs. De Marseille par exemple.

ALAIN MACHEFER.

Paris : M. Jean Colonna quitte l'Hôtel de ville

Depuis quelque temps, l'ambiance à la Mairie de Paris est précyoclogique. Etrange dans l'apparence dans les couloirs, visages fermés et silencieux, rumeurs insonnables mais incontrôlables, échos répétés de coups de tonnerre verbaux entre le maire et certains de ses élus, tractions secrètes : bref, il y règne une atmosphère annoiciatrice d'un cyclone.

Un conseiller UDF, humoriste à ses heures, nous a d'ailleurs déclaré : « L'ambiance est détestable, c'est la faute aux « tout » qui forment l'entourage immédiat de Chirac. Il y a ceux qui savent tout sur tout, ceux qui savent tout sur rien, le dernier arrivé qui, lui, ne sait rien sur tout, les tout-potiers dont les trois

paires d'oreilles sont multidirectionnelles, et enfin les « rien » qui veulent être et seront bientôt tout. Il n'y a plus de place pour les UDF et la pétite RPR qui se demandent s'ils ne sont pas en définitive des pas-grands-chose aux yeux des « tout »... »

C'est dans ce contexte que M. Jean Colonna a pris la décision de partir. Préfet, ancien directeur général de la Ville de Paris, l'un des proches collaborateurs de M. Chirac depuis dix ans, il était son spécialiste des questions électorales, des collectivités locales, des rapatriés et des Français musulmans. Il a été en constant et profond désaccord avec la politique du gouvernement Chirac en Nouvelle-Calédonie. M. Colonna ne conçoit qu'il ait eu broutille avec le maire. « M. Chirac est mon ami, nous s'en est affirmé, il n'y a aucun problème politique entre nous, seulement quelques divergences de nature exclusivement sémantique. »

En fait, la création récente par M. Colonna de l'Association pour le développement des relations arabo-françaises (ADRAF) pourrait être à l'origine de son départ. M. Colonna est convaincu qu'il faut suivre, dans le monde arabe, la politique du général de Gaulle, que la France jouit encore d'un « plus »

suprême des « 160 millions d'Arabes, qui seront 200 millions en l'an 2000 », que son avenir dépend en partie de la manière dont elle saura ou non utiliser ce « plus » généré par plusieurs siècles d'histoire et quelques hommes d'exception, dont Bonaparte et de Gaulle. Diverses personnalités arabes ainsi que des parlementaires de droite et de gauche, et des décideurs économiques français ont adhéré à l'Asso-

ciation, dont le premier vice-président est un prince d'Arabie saoudite, petit-fils du roi Fayçal.

M. Chirac a-t-il été irrité par cette initiative que M. Colonna est fermement décidé à préserver de toute influence partisane ? En tout cas, le préfet est parti, emportant avec lui une part de la mémoire politique et électorale de la capitale.

J.-L. C.

Rhône-Alpes : le budget voté grâce à l'abstention du PS

LYON
de notre bureau régional

Trois mois après l'accession à la présidence du conseil régional Rhône-Alpes de M. Charles Millon, député UDF-PR de l'Ain, le projet de budget 1989 de la deuxième région française a été adopté vendredi 27 janvier, grâce à l'abstention du groupe socialiste.

Depuis l'entrée au gouvernement de M. Michel Durafour et la démission de celui-ci du groupe Union pour Rhône-Alpes (URA), venant locaux de l'UDF, l'exécutif ne disposait plus dans cette région que d'une majorité relative, composée de soixante-treize membres (trente-sept UDF et apparentés, trente et un

RPR, sept divers droite), pour un total de cent-cinquante et un sièges.

Successeur de Charles Béraudier, décédé le 16 octobre 1988, M. Charles Millon devait en outre assumer cette année une montée en charge importante du budget de la région : d'un montant de 2 milliards 800 millions de francs, celui-ci représentait en effet une augmentation de 33 % par rapport à l'année précédente et entraînait une hausse de 50 % de la fiscalité régionale directe.

En dépit de ce double handicap, le nouveau président de la région a pu obtenir, pour la première fois depuis l'élection, en 1986, des conseillers régionaux au suffrage universel la mentalité bienveillante du principal groupe de l'opposition,

celui des socialistes. La majorité UDF-RPR a notamment accepté trois amendements à incidence financière, jugés essentiels par les élus du PS (modération de l'augmentation de la taxe d'habitation et aides nouvelles en faveur du développement social des quartiers et des actions de formations liées au revenu minimum d'insertion), de même que la création d'une nouvelle ligne budgétaire consacrée à l'enseignement supérieur.

« Ce budget reste le vôtre, mais il dénote un nouvel état d'esprit : vous avez fléchi sous la force du raisonnable », a constaté le socialiste André Vianès, en annonçant, à l'issue de la discussion, « l'abstention stimulante » de son groupe.

J.-L. S.

A l'Est, la pub gagne du terrain...

Politique

Les grèves et les manifestations contre les projets de M. Jospin

M. Rocard est chahuté par les enseignants en grève lors d'une visite dans les Deux-Sèvres et en Vendée

Pour son deuxième déplacement de la campagne des élections municipales, M. Michel Rocard est allé soutenir, vendredi 27 janvier, le maire de Parthenay (Deux-Sèvres), M. Jacques Anxette. A La Roche-sur-Yon (Vendée), M. Jacques Anxette, le premier ministre s'est longuement exprimé sur les « affaires ». Accueilli dans les deux villes par des manifestations d'enseignants à l'occasion de la journée d'action de leurs syndicats, M. Rocard s'est également exprimé, ce qui n'était pas prévu, sur les problèmes de l'enseignement.

LA ROCHE-SUR-YON
de notre envoyé spécial

A Parthenay, le thème de la visite de M. Rocard était l'action en faveur des handicapés. A La Roche-sur-Yon, le thème retenu était celui du logement social. Mais les enseignants mécontents sont venus mettre leur grain de sel, conduisant M. Rocard à sortir du canapé prévu pour leur répondre et aussi les mettre en garde.

Dans les Deux-Sèvres, les enseignants avaient saisi l'occasion de la visite de M. Rocard pour manifester non à Poitiers, mais à Parthenay. Ils étaient quelques centaines à attendre M. Rocard sur la place de la Mairie, scandant des slogans hostiles, massés devant la porte percée dans les anciens murs de la

ville, que devait emprunter M. Rocard pour arriver à la mairie après une promenade dans les rues piétonnes toutes neuves de Parthenay. Il ne restait plus au cortège officiel que deux solutions : passer à pied à travers les rangs des manifestants ou bien emprunter, sous l'œil des photographes, une petite porte latérale gardée par les gendarmes. C'est une troisième solution qui a été choisie : tant pis pour l'inauguration, tant pis pour l'attente des habitants regroupés sur le trottoir. Tant pis aussi pour le bain de foule de M. Rocard. Le premier ministre est venu directement en voiture, contournant l'obstacle et arrivant à la mairie par un autre chemin.

En descendant de son véhicule, M. Rocard a fait un geste mi-désolé, mi-impuissant face aux manifestants qui sifflaient à pleins poumons. Un peu plus tard, lors de la visite d'une exposition, il a justifié son attitude en affirmant que « les défilés étaient considérables » et que cet « accueil un peu vociférant » ne permettait guère de s'exprimer sereinement.

Rebelote à La Roche-sur-Yon quelques heures plus tard. Plusieurs centaines de manifestants — des enseignants mais aussi des membres de la CGT de la COGEMA — attendaient M. Rocard devant la salle des fêtes de Bourg-sous-la-Roche-sur-Yon où, dérogeant avec les premières règles établies pour ce début de campagne, l'hôtel Matignon avait décidé, tardivement, que M. Rocard animerait une réunion publique. A l'arrivée du cortège, les manifestants, contenus par un cordon de police, sifflaient copieusement. A l'intérieur de la

salle, plusieurs dizaines d'enseignants avaient pris place parmi les milliers de personnes venues écouter M. Rocard. Dès que le premier ministre prononça le mot « éducation », sifflots et cris se déchaînèrent et conduisirent M. Rocard à rompre le fil de son discours pour s'expliquer.

Comme à Parthenay, le premier ministre a dit aux enseignants qu'il a besoin que leur « aide » pour que « le reste du pays accepte des sacrifices budgétaires absolument considérables ». M. Rocard a souligné que son gouvernement est engagé « un effort gigantesque sans précédent depuis la guerre pour l'éducation. Il a rappelé que, tout comme son « ami » Lionel Jospin, il dialoguera avec les syndicats. Il a affirmé que, pour la répartition de l'effort financier consenti, « tout est à négocier ». Mais, face à ses contradicteurs qui l'interrompaient, il a lancé : « Faites attention au prix que vous paierez : vous paierez la France entière. (...) Nous voulons tout négocier mais je suis prudent. Qu'on ne mette pas le reste de l'opinion française dans la situation de se demander vraiment pourquoi on en fait tant pour l'éducation puisque, de toute façon, ça donne l'impression d'aggraver le malaise ». Ce propos a entraîné des applaudissements nourris dans la salle.

En dehors de ce dialogue improvisé et quelque peu houleux, M. Rocard a passé la soirée, conformément à la campagne « locale », qu'il entend encore mener pendant quelque temps.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

Les syndicats accentuent leur pression sur le gouvernement

Les syndicats d'enseignants intensifient leur pression sur le gouvernement, après la journée de grève et de manifestation du vendredi 27 janvier, qui a rencontré un assez large écho dans la région parisienne. Tandis que le SNES prévoit de nouvelles grèves les 6 et 17 février, la FEN a annoncé « une manifestation nationale de masse », si elle n'obtient pas « de réponse gouvernementale satisfaisante ».

Venus des lycées et des collèges parisiens à l'appel du SNES, du SNEP (éducation physique) et du SNALC, plus de dix mille enseignants ont manifesté, vendredi 27 janvier, entre la place du Châtelet et le ministère de l'éducation nationale, pour protester contre le projet de loi d'orientation et les mesures de revalorisation de la profession d'enseignant actuellement en cours de négociations. Une manifestation tranquille, presque silencieuse et débinaire. « Elève Jospin, votre copie est nulle, à refaire entièrement » : des banderoles comme celle-ci semblaient suffisamment parlantes aux manifestants. Les slogans égrénés par la voiture sont états sans équivoque : « Pas de salaire au mérite, 2 000 francs tout de suite », ils rencontraient une approbation unanime, mais feutrée.

Seuls les lycées de la FIDL, un nombre de quelques centaines, animaient la queue du cortège avec des rimes riches : « Lycéens en colère, à l'assaut du ministère ». En guise d'assaut, cette première manifestation s'est terminée à une flânerie revendicative le long des quais enso-

leillés de la Seine. Toutefois, pour le SNES, l'objectif était atteint. La participation relativement importante des professeurs parisiens était un sujet de satisfaction pour sa secrétaire générale, M^{me} Monique Vuellat, qui a exhorté ses collègues « à renforcer l'action dans les établissements et à informer les parents d'élèves ».

L'ampleur du défilé témoigne du degré de mobilisation de la profession dans la région parisienne. Selon les chiffres communiqués par le rectorat de Paris, la journée de grève a été suivie à 74,3 % par les professeurs de lycée de la capitale et à 37,4 % dans les collèges. Dans les lycées professionnels, 13,4 % des enseignants ont fait grève, et dans les écoles primaires — où seule la section parisienne du SGEN avait appelé à cesser le travail — 4,7 % des maîtres n'ont pas assuré la classe.

« Significatif » mais pas « massif »

En province, la participation a été moins importante, mais très variable selon les régions et les catégories d'établissements. Dans les collèges, le nombre des grévistes dépendait de la participation ou non des professeurs d'enseignement général des collèges (PEGC), majoritairement syndiqués au SNI-PEGC, qui n'avait pas appelé à la grève. Le ministère de l'éducation nationale a estimé la moyenne nationale des grévistes, tous établissements confondus, à 29 %.

Pour M. Lionel Jospin, ce chiffre montre que la grève nationale a été

suivie « de façon significative mais pas massive ». Après cette première partie de bras de fer entre les enseignants et le gouvernement, les points ne sont pas coupés. Des négociations bilatérales continuent entre le ministère et les organisations syndicales. Cependant, les positions sont très éloignées. « Nous poursuivons les négociations pour expliquer à nos interlocuteurs pourquoi leur projet est néfaste pour les personnels et les élèves », expliquait M^{me} Monique Vuellat à ses troupes dans les rues de Paris. Le SGEN-CFDT qui n'avait pas appelé à la grève le 27 janvier, envisage une grève nationale durant la première quinzaine de mars « si rien n'est changé en profondeur » dans les propositions du ministère de l'éducation nationale. Plutôt favorable aux grands objectifs de la loi d'orientation, le syndicat critique vivement les mesures de revalorisation. Selon son secrétaire général, M. Jean-Michel Boullier, « il y a, de manière évidente, une inéquité, voire un écrasement chez les enseignants ».

De son côté, la Fédération de l'éducation nationale a annoncé, vendredi soir, à l'issue de son conseil fédéral national qu'elle aura « recouru à tous les moyens de l'action syndicale, y compris une manifestation nationale de masse si elle n'obtient pas de réponse gouvernementale satisfaisante ». Elle demande notamment qu'une « enveloppe particulière » soit dégagée, pour « régler le problème spécifique des lycées » et que le niveau de recrutement des instituteurs soit aligné sur celui des enseignants du secondaire.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

Une « grève contre les milliards »

(Suite de la première page.)

M. Jospin penchait pour une formule de ce type qui lui aurait évité bien des ennuis. D'où les regrets dont il accompagne ses propositions : « Je sais qu'elles vous paraîtront limitées, qu'elles ne correspondent pas à vos espoirs... Mais il faut être réaliste. L'effort consenti est déjà considérable. Sans précédent. Curieuse façon de présenter, comme en s'excusant, des mesures qu'on assure considérables... »

Faute de pouvoir annoncer une revalorisation générale, le gouvernement avance une théorie apparemment séduisante, mais difficile à faire passer. La revalorisation, explique-t-il, doit être liée à la modernisation et à l'amélioration de l'enseignement. Elle n'aura pas un caractère automatique, mais sera une incitation à l'innovation, à la formation personnelle, à l'investissement dans son métier. La contrainte budgétaire est transformée en stratégie.

Cette argumentation chère à M. Rocard et qui cherche à prendre appui sur une opinion publique sensibilisée aux drames de l'échec scolaire a un inconvénient : elle est totalement à contre-courant de la culture et de la mentalité de la population à laquelle elle s'adresse. Pour une profession largement féminisée, pour laquelle l'autonomie et le temps libre sont les seuls avantages matériels tangibles, le langage productiviste pour « cadre dynamique » suscite une profonde allérgie. D'où l'immédiate réaction de rejet qui a accueilli ce terme de « mérite » qui fleurit la gestion des « ressources humaines », en vogue dans le privé « performant ». Les enseignants ont beau s'être réconciliés avec l'entreprise, ils ne rêvent pas encore de s'assimiler à des cadres « à fort potentiel », jugés sur les résultats.

« En fonction des qualités de chacun »

Conscient de cette difficulté, le gouvernement a distingué deux démarches : l'une pour les futurs enseignants, l'autre pour ceux qui sont en activité. Pour les nouveaux, on met en place un système résolument pyramidal, avec des corps divisés chacun en trois grades. Les débuts de carrière seront sérieux-

ment réévalués pour mieux attirer les jeunes. Mais surtout, on crée un grade d'avancement, bénéficiant d'indices nettement plus avantageux et « tirant vers le haut » la fraction la plus méritante de la catégorie. Ce « premier grade », précise M. Jospin, consacre une promotion qui s'effectuera en fonction de la formation acquise, de l'évaluation des tâches exercées et des qualités manifestées par chacun ».

Cette organisation, estime le gouvernement, doit permettre de répondre au principal grief contre le système actuel : l'absence de perspectives de carrière. Désormais, un instituteur pourra, s'il s'en donne la peine, atteindre le niveau de rémunération d'un certifié. Et un certifié, celui d'un agrégé. Mais cette formule pose le redoutable problème des critères d'évaluation et de l'instance de contrôle.

Ces promotions dépendront-elles de l'inspection générale ? Des chefs d'établissement ? Relativement tolérants, lorsqu'il s'agit comme maintenant de déterminer l'avancement au choix, qui a peu de portée, ces autorités risquent de l'être beaucoup moins si l'enjeu est plus important.

Ce système plus hiérarchisé peut ne pas choquer les générations futures. Mais il n'en est pas de même pour les enseignants en activité. Ceux-ci auront la possibilité d'intégrer les nouveaux corps, s'ils en acceptent les règles. Ils pourront aussi, dans l'immédiat, bénéficier d'une série d'indemnités, rémunérant des activités particulières ou des « sujétions spéciales » (notamment l'affectation dans des zones défavorisées). Là encore, la revalorisation sera sélective et soumise, sinon au « mérite », du moins à l'accomplissement de tâches supplémentaires. Toutefois — seule concession aux aspirations égalitaires — tous les professeurs de lycée bénéficieront d'une « indemnité d'orientation et de suivi des élèves » d'environ 6 000 F annuels.

Cette formule d'indemnités peut être présentée — ainsi que le fait le ministre — comme une juste rémunération de tâches ou de difficultés actuellement assurées à titre bénévole. Mais cette argumentation ne parvient pas à convaincre une population qui ne voit pas pourquoi il faudrait montrer ses états de service pour « mériter » une gratification à

laquelle elle estime avoir droit. Cette approche « modulée » de la revalorisation — déjà difficile à accepter quelle que soit la profession et le niveau de rémunération — apparaît franchement scandaleuse à des gens qui se considèrent comme injustement sous-payés. Elle ne tient pas compte, estiment-ils, de la réelle dégradation des conditions de travail qu'ont connues les professeurs de lycée, du fait de l'accroissement considérable des effectifs, mais aussi de la transformation du public scolaire.

La fragilisation des jeunes

La démocratisation de l'enseignement secondaire et l'évolution des modes de vie entraînent une diversification et une fragilisation de la population lycéenne, qui ont des répercussions directes sur le travail et la psychologie des professeurs. Si les lycées ne sont plus des lieux d'agitation ou de contestation, ils sont des lieux de tension pédagogique et affective. L'accès aux études secondaires longues d'enfants de milieux sociaux très modestes, le nombre important de familles dévoties, la généralisation du travail féminin... ces nouvelles données sociales et culturelles contribuent à rendre les jeunes plus insécurisés et donc la tâche des enseignants plus ardue. A quoi s'ajoutent un surpeuplement qui touche maintenant les deux tiers des établissements et un inconfort matériel quasi général.

Ces difficultés expliquent l'apparente surdité des enseignants aux propos bien intentionnés du gouvernement. Et aussi qu'une corporation massivement à gauche descende dans la rue pour combattre un gouvernement de gauche... Les campagnes d'explication du ministère contribueront peut-être à mieux faire comprendre sa démarche. Il serait surprenant qu'elles viennent rapidement à bout du sentiment de découragement et d'incompréhension qui domine dans le milieu.

Peut-être commence-t-on seulement à comprendre à quel point le généreux mot d'ordre « 80 % de jeunes au niveau du bac » est lourd de difficultés et de menaces. Et à quel prix il devra être payé...

FRÉDÉRIC GAUSSEN.

LIVRES POLITIQUES, par André Laurens

DUX visites de galeries de portraits sont inscrites au programme. Chacun fait une bonne place à des personnalités célèbres de la scène politique mais ce n'est pas pour cette seule raison-là que l'une et l'autre seront évoquées dans cette chronique réservée aux livres politiques. D'abord il sera trop star de Jacques Séguéla, et ainsi sont-ils de Michel Schifres, Jean-Marc Lech et pour la plupart des photos, Frédéric Hugbregts, traitant, à travers les modèles proposés, d'une même question, éminemment politique : comment un destin individuel prend-il, par la grâce de l'opinion, une dimension sociale ?

Il est significatif que Michel Schifres et Jean-Marc Lech esquissent « les traits et portraits de quatre-vingt-neuf élus aux états généraux de la nouvelle France » et on ne s'étonnera pas de constater que ces auteurs, le premier comme journaliste, le deuxième comme spécialiste des sondages, le troisième, Jacques Séguéla, comme publicitaire, ont tous un intérêt marqué pour les acteurs et les comportements politiques.

Le discours — c'est bien le terme qui convient — de Jacques Séguéla est d'abord un discours sur lui-même. On retrouve l'auteur de formules et d'images qui s'accumulent à profusion, chacune paraissant définitive et aussitôt chassée par une nouvelle. Chaque fois, ce père-enfant de la pub semble s'engager totalement sans être totalement dupe de sa manière de s'exprimer. Son enchevêtrement ego n'est tempéré que par son credo professionnel de la création collective. « Dans mes funambulismes et mes aphorismes de bazar, écrit-il, je ne crois qu'à cette évidence : on n'est créatif qu'à plusieurs. »

Parmi les stars retenues dans le « découpage » qu'il nous propose, sous forme de séquences et de couples, on s'intéressera, politique oblige, à François Mitterrand et Mikhail Gorbatchev qui, sous la plume de l'auteur, devient vite « Gorby ». D'entrée de jeu, Jacques Séguéla nous avertis : il est bon public. En outre, il est dans la publicité et, précise-t-il, « séduire les autres impose d'être soi-même séduit ».

Il est donc séduit par Gorby : « Comment cacher, avoue-t-il, la fascination que j'éprouve pour ce

surdoué du star système politique, franchement au même pas les obstacles du socialisme et de la stalinisation ? Un génie médiatique de l'Histoire est en train de naître. » Jacques Séguéla avait été auparavant séduit par le président de la République : « Gorbatchev invente, comme Mitterrand, une nouvelle race de chef d'Etat. Chacun à sa manière, dans des circonstances pourtant différentes, fait évoluer la fonction suprême de son pays. »

L'auteur signe affirmations et préceptes mais, au-delà de l'essoufflement que procure ce déroulement de slogans, de

« Je persiste à douter de l'effet positif d'une bonne campagne mais je suis persuadé qu'une mauvaise campagne vous assassine. » C'est, à son avis, ce qui est arrivé à Raymond Barre.

Une bonne campagne, qu'est-ce que c'est ? « Est élu, affirme le spécialiste, celui qui raconte aux Français l'histoire la plus cohérente et la moins ennuyeuse à la télé. Il faut laisser au public sa part d'imaginaire. (...) L'électeur veut décrocher lui-même le message qu'il reçoit. Trop de pub tue la pub. » Aussi Jacques Séguéla propose-t-il de limiter le temps — et donc les sommes qui lui sont consacrées — de la publicité politique à trois ou quatre semaines.

Du regard professionnel porté sur « Tonton », « Gorby », et les autres, il ressort que, pour devenir et rester star, il n'y a pas de mystère : il faut l'être. C'est tout simple, mais c'est là que réside le mystère.

Les auteurs d'« Ainsi sont-ils » en conviendront, mais eux, dans leur album qui est, disent-ils, « le musée de nos étonnements et de nos engouements », se bornent à un constat de célébrité. Suivent ce critère, ils ont choisi de présenter quatre-vingt-neuf têtes couronnées venant de tous les horizons de la renommée, et ils l'ont fait avec toute l'objectivité du plaisir qu'ils ont pris dans cette sélection.

Il en ressort une superbe galerie de photographies, accompagnées de quelques indications sur les goûts et les caractéristiques des modèles et de courts textes qui complètent en finesse ces portraits « autant réels que rêvés ».

Les élus de la notoriété ont en commun d'avoir le sens du travail et celui de la durée et ils sont, dans l'ensemble, très classiques dans leurs goûts. Sur les quatre-vingt-neuf présentés, vingt-deux appartiennent au monde de la communication et quatorze à celui de la politique, ce qui laisse penser que le succès médiatique passe d'abord par la conquête des médias. Pour en savoir plus, il faudra entrer dans ce musée où le rêve emprunte à la réalité, à moins que ce ne soit l'inverse.

« Demain il sera trop star, de Jacques Séguéla. Flammarion, 349 p., 89 F. »

« Ainsi sont-ils, de Michel Schifres, Jean-Marc Lech et Frédéric Hugbregts, Du May, 187 p., 240 F. »

Le lundi 30 janvier 1989, ALTER EGO s'agrandit

ALTER
EGO
Agence Conseil en Communication
18, rue du Général-Faidherbe
94736 Nogent-sur-Marne Cedex
Tel. : (1) 48.75.45.00

هكذا من الالهي

Société

JUSTICE

« Un climat de trouble et d'insécurité »

Enquête judiciaire sur un centre éducatif du Jura

M^{me} Catherine Desrousseaux, juge d'instruction au tribunal de Dole (Jura), procède à de nouvelles auditions, dans une affaire en sommeil depuis plus d'un an et dans laquelle se trouverait impliqué le centre éducatif et professionnel (CEP) de Vers-en-Montagne, ainsi que des personnes extérieures à l'établissement. Trois d'entre elles ont été inculpées de détournement de mineurs.

Ce CEP, financé par la direction des services sociaux du département (DSSD) du Jura, accueillait des adolescents en grande difficulté : il a été fermé en juillet 1987 par la Vie au grand air pour l'enfance, fondation qui en était propriétaire, après qu'on eût constaté « un climat de trouble et d'insécurité ».

Dans cette affaire, l'association Enfance et Partage (1) vient de se constituer partie civile.

M^{me} Lucius. Elle se montre, dans ses interrogatoires et dans ses conclusions, plus rapide, plus hâtive aussi, que les gendarmes. Sur la foi de son rapport, M. Pierre Brans, président (UDF-CDS) du conseil général du Jura et, à ce titre, autorisé de tutelle de la DSSD, écrit, le 27 février 1987, à M. René Boudon, président du conseil d'administration de la Vie au grand air pour l'enfance (VAGA) — la fondation qui possède et gère l'établissement jurassien (3) : « J'ai le plaisir de vous préciser que, sans toutefois avoir eu des preuves formelles, il n'apparaît pas que les dysfonctionnements graves reprochés à la structure, à savoir des relations anormales instaurées entre des jeunes et des adultes extérieurs, voire des éducateurs, sont fondés ».

Aujourd'hui encore, la DSSD s'en tient à ce rapport et son directeur, M. André Thiellet, nous affirme : « L'administration a fait son travail. Je ne peux rien vous dire de plus ». Dans le courant de l'année 1987, trois personnes extérieures au CEP sont inculpées de détournement de mineurs.

Fermeture définitive

L'arrivée à Dole le 10 avril d'un nouveau procureur de la République, M. Thierry Cretin, trente-six ans qui fut juge d'instruction à Lyon pendant quatre ans, va précipiter les choses durant le premier semestre 1987. Le magistrat engage une nouvelle procédure. Le 14 mai, M^{me} Catherine Desrousseaux, juge d'instruction, ouvre une information pour détournement de mineurs, proxénétisme aggravé et infraction à la législation sur les stupéfiants. Une commission rogatoire est délivrée au SRPJ de Dijon.

Le 15 juin, le président de la VAGA, M. Boudon, septuagénaire, officier supérieur de l'armée de l'air en retraite, vient annoncer brutalement au personnel de Vers-en-Montagne la fermeture « provisoire » du CEP. « En raison du climat de trouble et d'insécurité dans lequel vivent actuellement les adolescents », le 14 juillet, cette fermeture est effective et définitive (entraînant sept licenciements économiques).

Trouble et insécurité : on est loin, alors, des conclusions de la DSSD, lors des deux journées « portes ouvertes » organisées en juin 1986 — un mois avant les « événements » de Bellocin — et destinées à illustrer, selon les notabilités et la presse locale l'« élan nouveau » du CEP.

En fait, l'établissement jurassien, mal encadré, mal dirigé, mal contrôlé — M. Thiellet refuse de dire à quand remonte, avant la venue de M^{me} Lucius, la dernière inspection de la DSSD, — était sur la sellette depuis longtemps.

Ouvert en 1971, il se révèle inapte à recevoir — dans la limite de ses vingt-cinq places d'internat — des adolescents âgés de quatorze à dix-huit ans, caractéristiques profondes, retirées la plupart du temps à leurs familles pour cause d'incapacité à la suite de la délinquance, de la drogue et de la prostitution, souvent fugueuses, parfois violentes et suicidaires. La plupart viennent des HLM de la banlieue parisienne et se trouvent brusquement placés dans cette ancienne institution religieuse, entourée de hauts murs, implantée, à deux pas de l'église, au cœur d'une bourgade de deux cent vingt habitants. « Le CEP était mal adapté, pas intégré », dit aujourd'hui le maire de Vers-en-Montagne, M. Jean Buzon. « Un mauvais choix », reconnaît bien tard M. Boudon.

Le centre a été de plus secoué, en 1984-1985, par une crise interne : une sombre lutte d'influence entre éducateurs d'internat et éducateurs techniques spécialisés. La crise qui provoqua même la démission du directeur de l'époque, M. Noury — remplacé par M^{me} Guillaud — sert commodément de prétexte aux responsables de la VAGA pour expliquer aujourd'hui tous les maux du CEP.

Enfin et surtout, l'équipe éducatrice n'était pas la toute première. Selon M^{me} Charlotte Rogier, éducatrice en chef, la moitié de l'encadrement ne possédait pas les diplômes requis. On avait même embauché des... animateurs de loisirs pour « réinsérer » des cas sociaux aussi difficiles.

Des interdits majeurs

Dans ces conditions, les adolescents fréquentaient d'habitude les rues et les cafés de Champagnole, proche cité de douze mille habitants, située à 9 kilomètres, que les cours de cuisine et de couture du CEP, censés les préparer à des métiers de l'hôtellerie et de la restauration. Elles y faisaient évidemment des rencontres hasardeuses. Certaines démunies d'argent, se rendaient régulièrement dans un appartement de la rue Pont-de-l'Épée, où se réunissaient des travailleurs immigrés, d'où des inculpations pour détournement de mineurs. La surveillance n'était pas mieux assurée au sein de l'établissement. Le portail n'était jamais fermé à clé — ce que confirme M^{me} Guillaud, qui, pour le reste, invoque « le secret professionnel ».

Un des deux bâtiments n'était pas gardé la nuit. « Il m'est arrivé, nous affirme M^{me} Rogier, alors que j'étais de permanence pour l'ensemble du CEP, de surprendre, au cours de rondes, des hommes dans les chambres des jeunes filles. Je l'ai signalé à qui de droit ». Quant aux relations

sexuelles entre éducateurs et adolescents, M^{me} M.-F. Chabert, directrice générale de la VAGA, consent à dire : « Un seul cas a été porté à notre connaissance », c'est celui d'André, amant d'une pensionnaire de quinze ans à l'époque du camp de Bellocin. Avec un geste évasif, M^{me} Chabert ajoute : « Il disait qu'il l'aimait ». En fait de réinsertion sociale, constate une villageoise, ce qui se passait contribuait à marginaliser, à dégrader encore un peu plus ces adolescents, qui étaient des proies faciles ». Le conseil général du Jura, comme la DSSD de Lons-le-Saunier, disent ne pas être au courant : « J'attends les résultats de l'enquête des gendarmes », se contentent de répondre M. André Jourdain, premier vice-président (RPR) du conseil général. Or, M. Jourdain a été, de 1985 à 1988, président de la commission des affaires sociales du conseil général et, à ce titre, « patron » de M. Thiellet. Il est aussi... membre du conseil d'administration de la VAGA.

Aujourd'hui, le silence enveloppe cette affaire. Mais, M. Thierry Cretin est décidé à mettre en pratique la politique qu'il a exposée, le 12 janvier dernier, lors de l'audience solennelle de la rentrée du tribunal de Dole : « Ma volonté nous a dit le procureur de la République, est d'intervenir pénalement en matière de mauvais traitements à enfants et d'agressions sexuelles sur les enfants. Une action pénale sans haine, mais qui affirme qu'il y a, dans ce domaine, des interdits majeurs. Mon premier souci, est la manifestation de la vérité. Mon deuxième est de faire cesser des situations. Il ne faut pas opposer la loi à la répression ». Il faut d'abord que des situations intolérables cessent, et je compterais toujours plus sur la collaboration des gendarmes, des policiers, des médecins, des travailleurs sociaux. Et que l'on ne m'oppose pas le secret professionnel : il tombe, quand il y a mauvais traitements à enfants ».

MICHEL CASTAING.

(1) L'association Enfance et Partage (38 bis, rue Henri Barbus, 75005 Paris, tél. : 43-25-70-53), présidée par M^{me} France Guibin, a décidé, depuis 1983, de se porter partie civile dans toutes les affaires où « l'enfant est en danger ».

(2) Enfance et Familles d'adoption (EFA), 28 place Saint-Georges (correspondance : 35, rue Saint-Georges, 75009 Paris, tél. : 43-26-90-73).

(3) Association créée en 1927, devenue fondation en 1982, reconnue d'utilité publique, la Vie au grand air pour l'enfance (VAGA) accueille actuellement neuf établissements en France, accueillant environ six cents enfants. Siège social : 40, rue Liancourt, 75014 Paris, tél. : 43-22-74-73.

L'affaire du Carrefour du développement

La commission d'instruction de la Haute Cour a clos le dossier Nucci

La commission d'instruction de la Haute Cour de justice, saisie après la mise en accusation par le Parlement de M. Christian Nucci, ancien ministre socialiste de la coopération, en raison de faits qui auraient été accomplis dans l'exercice de ses fonctions dans l'affaire dite du Carrefour du développement, a clos son dossier et, comme le veut la procédure, l'a transmis le 20 janvier au procureur général près la Cour de cassation, M. Pierre Bezio. Ce dernier dispose maintenant de trois mois pour transmettre au président de la commission d'instruction ses réquisitions.

Celles-ci peuvent tendre à une décision de non-lieu, ou, au contraire, à un renvoi de l'ancien ministre devant la Haute Cour. Elles peuvent encore se limiter à la formulation de simples observations. En tout état de cause, ce sera à la commission, après audition du procureur général, à décider s'il y a ou non lieu à renvoi de M. Nucci en vue d'un jugement.

La mise en accusation de l'ancien ministre avait été votée, le 8 octobre 1987 par l'Assemblée nationale, et le Sénat avait, de son côté, voté une résolution dans le

même sens le 10 décembre suivant. Le 19 février 1988, la commission d'instruction de la Haute Cour, présidée par M. Paul Berthiau et composée de quatre autres membres titulaires et de deux membres suppléants, tous magistrats en fonctions à la Cour de cassation, avait notifié à l'ancien ministre socialiste les inculpations de « faux en écritures publiques et usage, faux en écritures privées et usage, soustraction de fonds par dépositaire public, recel, et ce en qualité d'auteur ou de complice ».

C'est le 6 mai 1987 que M. Jean-Pierre Michau, alors premier juge d'instruction à Paris, qui avait en charge le dossier dit du Carrefour du développement depuis le 29 avril 1986, avait rendu une ordonnance par laquelle il déclarait que les faits imputés dans cette affaire à M. Nucci étaient « de la seule compétence de la Haute Cour de justice ». M. Michau se fondait sur l'article 68 de la Constitution, qui prescrit que « les crimes et délits commis dans l'exercice de leurs fonctions » par des ministres doivent être soumis à cette juridiction particulière.

Aux assises des Yvelines

Peines de réclusion pour les meurtriers d'un ancien prêtre

La cour d'assises des Yvelines a condamné, vendredi 27 janvier, à sept ans de réclusion Marc Cifelli, qui était accusé de meurtre d'un ancien prêtre (le Monde du 28 janvier). Poursuivis pour complicité, Daniel Nicodème et Philippe N'Guyen Van sont condamnés l'un et l'autre à cinq ans de la même peine.

Dans son réquisitoire, l'avocat général, M. Henri Blondet, n'avait pas édulcoré ce qu'il a nommé « la dimension victimologique du crime », en rappelant que la victime, Philippe Rohaut, ancien vicaire au Vésinet, marié à une infirmière, fréquentait les « quartiers chauds » de la capitale et, particulièrement, le milieu homosexuel. Soucieux d'aider les marginaux, l'ancien ecclésiastique, dépressif depuis quelques années, ne possédait plus la force de caractère nécessaire pour résister aux tentations. « Il a eu un rôle ambigu », a constaté l'avocat général, en reconnaissant que le

comportement de Rohaut « était de nature à le placer dans des situations dangereuses ».

Marc Cifelli, trente-huit ans, un toxicomane pressenti qui avait notamment l'ancien vicaire comme client, reconnaissait lui avoir donné un seul coup de bouteille en venant le cambrioler, mais niait formellement être l'auteur du crime. Peu convaincu, l'avocat général avait requis contre lui dix ans de réclusion criminelle, tout en demandant cinq à sept ans de la même peine contre son complice, Daniel Nicodème, quarante et un ans, « qui a très vraisemblablement participé aux violences ». Enfin, le magistrat avait demandé une peine de cinq ans de prison, assortie d'un sursis partiel, contre Philippe N'Guyen Van, trente-cinq ans, qui n'avait participé qu'au cambriolage et s'était confié à la police sept ans après le crime.

M. P.

SPORTS

TENNIS : les Internationaux d'Australie

Graf puissance 5

En battant la Tchèque Helena Sukova (6-4, 6-4), samedi 28 janvier, en finale des Internationaux d'Australie, l'Allemande de l'Ouest Steffi Graf, qui disputait sa huitième finale consécutive dans un tournoi du grand chelem, a gagné un cinquième titre consécutif.

MELBOURNE correspondance

Pourquoi s'arrêter en si bon chemin ? Surtout si ses adversaires n'insistent pas ? Sur la lancée de son grand chelem 1988, la jeune Allemande de l'Ouest Steffi Graf a remporté samedi 28 janvier son cinquième titre majeur d'affilée, le sixième de sa carrière, sur le central de Flinders Park.

La partie n'a rien de mémorable. Graf a mis soixante et onze minutes pour se débarrasser de cet irritant amalgame de puissance et de manque de confiance qu'est la Tchèque Helena Sukova. Pourtant le tennis pratiqué par l'Allemande a été de médiocre facture tout au long de la partie. Elle a osé son engagement, chose rare chez elle, au moment même de servir pour la victoire à 5-2 au deuxième set. Son revers souvent poussé plus que frappé était faible, hormis quelques passages bien pesés le long de la ligne.

Au bilan technique négatif se sont ajoutés quelques « blancs » dans sa concentration, d'habitude sans faille. Elle s'est aussi permis, faute

d'avoir fait preuve de grande autorité sur le court, d'interpeller sans ménagement l'arbitre de chaise après une décision contestable d'un juge de ligne : « Alors, qu'est-ce que tout ce merdier ? ». Bref pour cette huitième finale consécutive dans un tournoi du grand chelem, record historique absolu — Steffi Graf n'est pas apparue à son avantage.

La voilà pourtant encore invaincue en trente-cinq rencontres du grand chelem, n'ayant laissé aux autres que des miettes, en l'occurrence deux sets, l'un à Martina Navratilova à Wimbledon, l'autre à Gabriela Sabatini à Flushing Meadows. Même en médiane elle gagne, même diminuée elle termine en patronne.

Car la première explication de sa médiocre prestation était bel et bien une blessure. Lors des Jeux de Séoul, où elle a ajouté à son grand chelem flamboyant la patine dorée d'une médaille olympique, l'Allemande s'était blessée au genou gauche. La douleur se réveille-t-elle lors des demi-finales de l'épreuve de double vendredi ? Depuis deux jours, elle recevait les soins d'un kinésithérapeute allemand, Waldemar Kleising. Même si elle paraissait toujours courir comme un lapin dans la chaleur australienne, la peur d'aggraver le mal la freinait sans doute dans son élan, atténuait la violence de ses coups, notamment au service, ajoutant un zeste de méfiance à son jeu. D'où la cascade d'erreurs.

Un esprit mieux trempé que Sakova, s'appuyant sur les argu-

ments de la Tchèqueoslavoie — grande envergure et puissance physique — aurait pu saisir l'occasion pour semer le doute chez Graf. Sukova n'en était pas capable. Pourtant, c'est bien chez les joueuses d'attaque, dans le registre de Martina Navratilova, qu'il faudrait chercher celle capable de s'opposer avec succès à l'Allemande.

MARC BALLADE.

RÉSULTATS SIMPLE DAMES

Finale. — Steffi Graf (RFA, n° 1) b. Helena Sukova (Tch.) 6-4, 6-4.

DOUBLE MESSEIERS

Finale. — R. Leach-J. Pugh (EU n° 2) b. D. Cahill-M. Kratzmann (Aus.) 6-4, 6-4.

DOUBLE MIXTE

Finale. — J. Pugh-J. Novotná (EU) b. S. Stewart-Z. Garrison (EU) 6-3, 6-4.

● VOLE : tour du monde en solitaire. Olivier de Kersauson a échoué dans sa tentative de battre le record du tour du monde en solitaire sans escale. Privé de pilote automatique, au moment d'affronter l'océan Indien, le navigateur, qui était parti de Brest le 28 décembre, a décidé le 27 janvier de se détourner vers le Cap (Afrique du Sud) pour y effectuer les réparations nécessaires. Il restera alors à Olivier de Kersauson un autre record à battre : les cent vingt-neuf jours et dix-sept heures du Savoyard Philippe Monnet pour le tour du monde en solitaire avec escale.

EN BREF

● Vives réactions à l'interview de Mgr. Henri Barbot dans « L'Espresso ». Les chefs de file des catholiques indigènes, les abbés Philippe Laguerie et Paul Autagnier, ont adressé le 27 janvier une lettre au président de la conférence épiscopale de France, Mgr Albert Decourtray, demandant que l'évêque d'Evreux, Mgr Gallot, « soit immédiatement révoqué de son office ecclésiastique » après l'interview publiée par la Vie au grand air. Pour sa part, Mgr Decourtray, s'est déclaré « surpris » et « désorienté » par cette interview.

● Echec de la conférence sur les déchets toxiques. — La conférence ministérielle euro-africaine sur les déchets toxiques, réunie à Dakar les 26 et 27 janvier, s'est achevée sans avoir pu débiter le projet de déclaration prévu. Les négociations ont échoué sur la rédaction d'un article relatif au contrôle international des transports de déchets dangereux. Le secrétaire d'Etat français à l'environnement, M. Brice Lalonde, s'est déclaré en faveur du contrôle mais opposé à l'interdiction de l'exportation des déchets en l'absence de moyens pour mettre en œuvre son application (AFP).

● Nouveaux recours contre Superphénix. — Cinq associations antinucléaires (Appel de Genève, Forum mondial pour la nature, Courtenay, Société de protection de l'environnement et Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature) ont déposé le 27 janvier deux nouveaux recours contre le réacteur de 10 mégawatts (Isère). Le premier a été déposé au Conseil d'Etat, à Paris, et le deuxième au tribunal administratif de Grenoble.

● Un appel de l'ordonnance de non-lieu en faveur de M. Michel Droit. — M. Jean-Louis Bessis, avocat de la radio L'ariane FM, a fait appel, jeudi 28 janvier de l'ordonnance de non-lieu rendue deux jours avant par le juge d'instruction du tribunal de Rennes à qui avait confié le dossier concernant M. Michel Droit, inculpé de fornication.

● Indemnisation symbolique pour les « Irlandais de Vincennes ». — Saisie par Mary Reed, Michael Plunkett et Stephen King, sommés « les Irlandais de Vincennes » et contre lesquels avaient été réunies par la cellule antiterroriste de l'Elysée qu'animait M. Christian Prouteau, de fausses preuves pour aboutir à leur arrestation et à leur détention, la commission d'indemnisation de la Cour de cassation a accordé à chacun d'eux le franc symbolique qu'ils réclamaient.

● Incendie criminel dans le cabinet d'un juge de Toulouse. — Un incendie d'origine criminelle s'est déclaré vendredi 27 janvier au palais de justice de Toulouse dans le cabinet d'un juge d'instruction du tribunal de cette ville, M. Henri Cabrol. Le magistrat avait en charge plusieurs dossiers d'affaires financières, qui ont été dérobés. Les enquêteurs ont constaté que la porte du cabinet avait été fracturée.

Inculpé du meurtre d'un Algérien

Un commerçant mosellan est tué de deux balles dans la tête

Un commerçant d'origine italienne, demeurant à Hagondange (Moselle), Nicodème Panza, trente-deux ans, a été tué de deux balles dans la tête, dans la nuit du 26 au 27 janvier, alors qu'il circulait en voiture près de Thionville. Les coups de feu ont été tirés par une arme de calibre 7,65 depuis une autre voiture venue se placer à la hauteur de celle de la victime.

Propriétaire d'un magasin de location de cassettes vidéo, Nicodème Panza se trouvait inculpé d'homicide volontaire après le meurtre d'un ressortissant algérien, Hamida Benouda, trente-trois ans, contre lequel il avait tiré trois balles de 22 long rifle le 15 février 1987 à Hagondange. Ecroué, il avait bénéficié d'une mise en liberté au bout de trois mois, ce qui avait suscité de vives réactions dans la communauté maghrébine de la région.

Nicodème Panza soutient qu'il avait agi en état de légitime défense et avait fait valoir que Benouda se livrait depuis plusieurs semaines à un racket contre un de ses frères, Daniel Panza. Ces affirmations étaient formellement contestées par la famille de l'Algérien. Une reconnaissance des faits devait avoir lieu prochainement à la demande des avocats de l'inculpé, M^{me} Henri-René Garand et Kieffer.

Le Monde ÉCONOMIE

théâtre

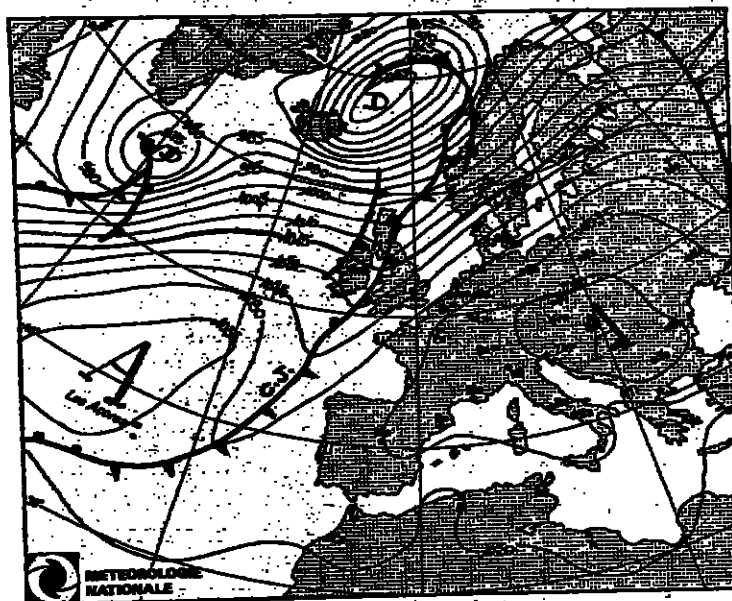
cinéma

Ambassade, 9^e (43-59-19-08) ; Gam-mont Africa, 14^e (43-27-84-50) ; Gam-mont Convention, 15^e (43-28-42-27) ; La Gambie, 16^e (43-28-42-27).

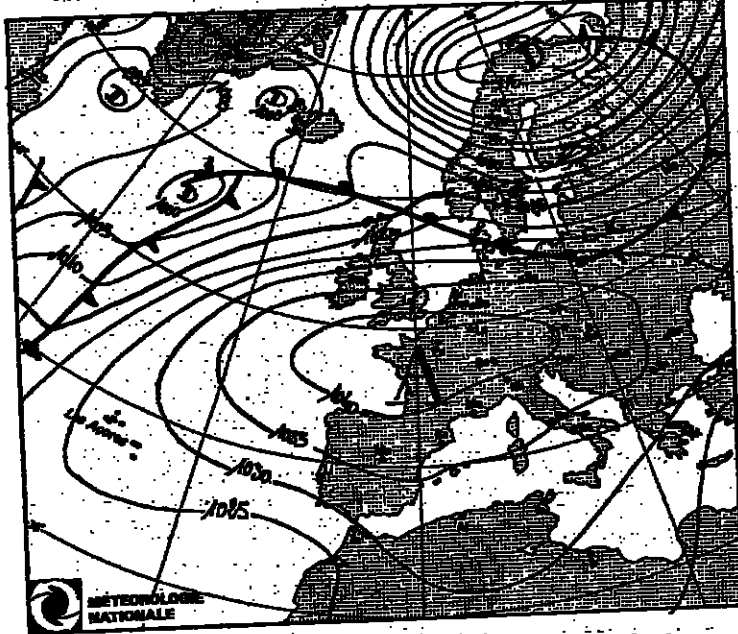
Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 28 JANVIER 1989 A 0 HEURE TU



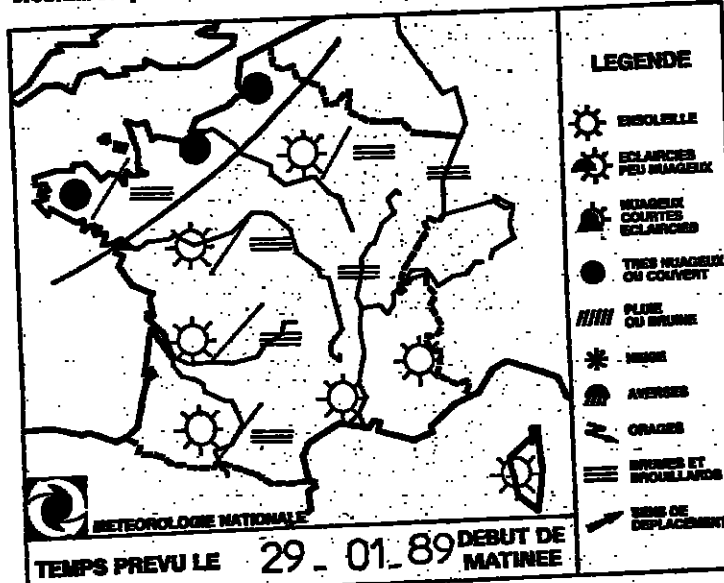
PRÉVISIONS POUR LE 30 JANVIER 1989 A 12 HEURES TU



Evolution probable du temps en France entre le dimanche 29 janvier à 0 heure et le lundi 30 janvier à 24 heures.

Un anticyclone de 1040 hpa se positionne sur la France et les perturbations seront encore rejetées plus au nord. Dimanche : toujours arboré. C'est de la Bretagne à la Normandie et au Nord que les nuages seront les plus nombreux. Ils seront accompagnés de bruillards le matin. Toutefois dans l'après-midi, des éclaircies se développeront devenant progressivement plus belles. Du Nord-Est au Lyonnais, les bruillards seront fréquents et gênants le matin, le soleil brillera ensuite mais les bruillards pourront persister par endroits toute la journée. Sur les autres régions, après les quelques brouilles de brume ou bruillards matinaux, il fera arboré.

Les températures, au lever du jour, iront de 3 à 7 degrés (de l'intérieur vers les côtes) de la Bretagne à la Normandie et au Nord. 0 à 3 degrés de la Côte d'Azur à la Corse. - 3 à - 6 degrés du Massif Central à l'Auvergne, 0 à - 3 degrés ailleurs. L'après-midi, il fera de 9 à 10 degrés sur une grande moitié nord, sauf 7 à 9 degrés dans le Nord-Est avec localement des températures restant voisines de 0 degré sous les bruillards persistants. Plus au sud, le thermomètre ira de 12 à 15 degrés.



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé le 28-1-1989

FRANCE	TOUS	12-1	D	LOS ANGELES	22-7	D
PARIS	15-2	D		LUXEMBOURG	12-4	D
BOULOGNE	10-0	D		MARSEILLE	16-4	D
BRUXELLES	10-3	D		MONTREAL	4-12	D
BRISTOL	13-10	P		MOSCOW	2-4	N
CADIX	12-5	D		MURKIN	9-4	D
CHERBOURG	10-5	D		NEW YORK	8-7	C
CLEVES	12-3	D		PALM-DEAL	16-1	P
DON	4-7	B		PEKIN	1-11	D
GRENOBLE-SAH	7-5	B		RODANHO	13-1	D
LYON	8-4	D		ROME	15-3	N
MARSEILLE	15-0	D		STOCKHOLM	21-23	C
NANCY	13-1	D		TOKYO	15-3	D
NANTES	14-5	D		TORONTO	22-21	N
NICE	14-5	D		VIENNE	10-4	D
PARIS-MONT	12-1	B		YOKOHAMA	12-7	C
REIMS	14-5	D				
STRASBOURG	10-3	D				

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heures locales moins 2 heures en été ; heures locales moins 1 heure en hiver. (Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4928
HORIZONTALEMENT

I. Un homme qui aime le mouvement. Quelque chose à se mettre sous la dent. - II. Revient sur terre après avoir été dans les nuages. Apparaît pour faire disparaître. A porté maintes fois le coup décisif. - III. Est visible sur des films. - IV. Propriété d'un mélange de goûts et de couleurs. - V. Donne lieu à des interprétations. Il n'est pas rare qu'elle touche le fond. Est tout à fait comble. - VI. Une femme qui a des bords à ses pieds. Est dans les affaires. - VII. Travaille à la direction. Faire le premier pas. Élément d'une unité. - VIII. Adverbe. Elait remonté par ce qui tombait. - IX. Permet à des Nippons de faire l'appoint. Certains ne sont pas mécontents de le trouver sur leur chemin. Complice des choses. - X. Travaille quand il fait le pont. Empêche de gagner. - XI. Entraîne un changement de direction. Fait mal au ventre. Qui a une dure ne bonne situation. - XII. Ne supporte pas grand-chose. On certains ont l'habitude de prendre mais pas de laisser. Mot qui en remplace beaucoup d'autres. - XIII. Est ruppant. Traversent les siècles. Endormit quelque un qui aurait mieux fait de rester éveillé. - XIV. Le dépit le fait débiter. Le bout du tunnel. - XV. Victimes du changement. Avec elle, on ne peut pas dire qu'il n'y a pas mèche.

VERTICALEMENT
1. Femme d'affaires. Ça ne saurait nous coûter cher. - 2. Fait donner plus d'un coup de main. Est bien couvert. - 3. Sources de communes réactions. Se charge du transport. - 4. Partie de belote. Certes pas en mesure d'assurer l'entretien. Note. A pu se promener sur les bords de la Tamise. - 5. Faucons et éperviers lui sont nuisibles. Est dans l'air. On sait généralement ce qu'il peut tirer de lui. A du piquant. - 6. N'arrête pas d'émettre. Refuge pour naufragé. Se révèle fort utile à Sherlock Holmes.

Solution du problème n° 4927
Horizontalement
I. Traversin. - II. Haricot. - III. Eden. Sète. - IV. Ris. Usée. - V. Ma. Arête. - VI. Oite. Os. - VII. Mer. Or. - VIII. Europe. Nd. - IX. Tricoteur. - X. Triages. - XI. Epées. Osé.

Verticalement
1. Thermomètre. - 2. Radiateur. - 3. Arès. Imité. - 4. Vin. At. Océ. - 5. Ec. Ure. Pois. - 6. Roste. Osta. - 7. Sientor. - 8. Tees. Nues. - 9. Nues. Morse.

GUY BROUTY.

Le Carnet du Monde

Décès

- M. et M^{me} Gérard Ingold, Le docteur et M^{me} François-Rodolphe Ingold, M. et M^{me} Charles Ingold et leurs enfants, Jefferson et Geoffroy, Les familles Ingold, Audemard d'Alangon, Broussaud, Thaler, Didierjean, ont la douleur de faire part du décès de Dieu, dans sa quatre-vingt-onzième année de

M^{me} INGOLD,

munie des sacrements de l'Eglise.

M^{me} Ingold était la veuve du

général INGOLD,

décédé en 1980, chancelier de l'Ordre de la Libération.

Les obsèques auront lieu à Cernay (Haut-Rhin), dans l'intimité, le 30 janvier 1989. Cet avis tient lieu de faire-part.

Gérard Ingold,

BP 171,

14800 Deauville.

- Nous apprenons la disparition de

René MORTIER,

décédé le 23 janvier 1989.

[René Mortier, qui était âgé de cinquante et un ans, était retraité au Monde depuis juin 1972. La direction et le personnel du journal s'associent à la peine de ses proches et leur présentent, notamment à son fils Michel et à sa fille Brigitte, leurs plus sincères condoléances.]

Elle a été inhumée dans l'intimité, le 19 janvier 1989.

101, avenue de Paris,

94100 Saint-Mandé.

Elle a été inhumée dans l'intimité, le 19 janvier 1989.

101, avenue de Paris,

94100 Saint-Mandé.

Elle a été inhumée dans l'intimité, le 19 janvier 1989.

101, avenue de Paris,

94100 Saint-Mandé.

Elle a été inhumée dans l'intimité, le 19 janvier 1989.

101, avenue de Paris,

94100 Saint-Mandé.

Elle a été inhumée dans l'intimité, le 19 janvier 1989.

101, avenue de Paris,

94100 Saint-Mandé.

Elle a été inhumée dans l'intimité, le 19 janvier 1989.

101, avenue de Paris,

94100 Saint-Mandé.

Elle a été inhumée dans l'intimité, le 19 janvier 1989.

101, avenue de Paris,

94100 Saint-Mandé.

Elle a été inhumée dans l'intimité, le 19 janvier 1989.

101, avenue de Paris,

94100 Saint-Mandé.

Elle a été inhumée dans l'intimité, le 19 janvier 1989.

101, avenue de Paris,

94100 Saint-Mandé.

Elle a été inhumée dans l'intimité, le 19 janvier 1989.

101, avenue de Paris,

94100 Saint-Mandé.

Elle a été inhumée dans l'intimité, le 19 janvier 1989.

101, avenue de Paris,

94100 Saint-Mandé.

Elle a été inhumée dans l'intimité, le 19 janvier 1989.

101, avenue de Paris,

94100 Saint-Mandé.

Elle a été inhumée dans l'intimité, le 19 janvier 1989.

101, avenue de Paris,

94100 Saint-Mandé.

Elle a été inhumée dans l'intimité, le 19 janvier 1989.

101, avenue de Paris,

94100 Saint-Mandé.

Elle a été inhumée dans l'intimité, le 19 janvier 1989.

101, avenue de Paris,

94100 Saint-Mandé.

Elle a été inhumée dans l'intimité, le 19 janvier 1989.

101, avenue de Paris,

94100 Saint-Mandé.

Elle a été inhumée dans l'intimité, le 19 janvier 1989.

101, avenue de Paris,

94100 Saint-Mandé.

Elle a été inhumée dans l'intimité, le 19 janvier 1989.

101, avenue de Paris,

94100 Saint-Mandé.

Elle a été inhumée dans l'intimité, le 19 janvier 1989.

101, avenue de Paris,

94100 Saint-Mandé.

Elle a été inhumée dans l'intimité, le 19 janvier 1989.

101, avenue de Paris,

94100 Saint-Mandé.

Elle a été inhumée dans l'intimité, le 19 janvier 1989.

101, avenue de Paris,

94100 Saint-Mandé.

Elle a été inhumée dans l'intimité, le 19 janvier 1989.

101, avenue de Paris,

94100 Saint-Mandé.

Elle a été inhumée dans l'intimité, le 19 janvier 1989.

101, avenue de Paris,

94100 Saint-Mandé.

Elle a été inhumée dans l'intimité, le 19 janvier 1989.

101, avenue de Paris,

94100 Saint-Mandé.

Elle a été inhumée dans l'intimité, le 19 janvier 1989.

101, avenue de Paris,

94100 Saint-Mandé.

Elle a été inhumée dans l'intimité, le 19 janvier 1989.

101, avenue de Paris,

94100 Saint-Mandé.

Elle a été inhumée dans l'intimité, le 19 janvier 1989.

101, avenue de Paris,

94100 Saint-Mandé.

Elle a été inhumée dans l'intimité, le 19 janvier 1989.

101, avenue de Paris,

94100 Saint-Mandé.

Elle a été inhumée dans l'intimité, le 19 janvier 1989.

101, avenue de Paris,

94100 Saint-Mandé.

PARIS

La Maison du geste et de l'image

Au 42, rue Saint-Denis, à Paris, vient d'être inaugurée la Maison du geste et de l'image, qui fonctionne depuis six ans. Sous la direction de Christine Juppé, elle s'attache à l'éveil des pratiques artistiques en milieu scolaire. Un festival a présenté des travaux d'élèves en juin dernier, à l'Espace Cardin. En juin prochain, la manifestation aura lieu aux Arènes de Lutèce. La Mairie de Paris a consacré 25 millions de francs à cette maison de 1 500 mètres carrés, équipée de six studios vidéo.

Elle a été inhumée dans l'intimité, le 19 janvier 1989.

101, avenue de Paris,

94100 Saint-Mandé.

Elle a été inhumée dans l'intimité, le 19 janvier 1989.

101, avenue de Paris,

94100 Saint-Mandé.

Elle a été inhumée dans l'intimité, le 19 janvier 1989.

101, avenue de Paris,

94100 Saint-Mandé.

Elle a été inhumée dans l'intimité, le 19 janvier 1989.

101, avenue de Paris,

94100 Saint-Mandé.

Elle a été inhumée dans l'intimité, le 19 janvier 1989.

101, avenue de Paris,

94100 Saint-Mandé.

Elle a été inhumée dans l'intimité, le 19 janvier 1989.

101, avenue de Paris,

94100 Saint-Mandé.

Elle a été inhumée dans l'intimité, le 19 janvier 1989.

101, avenue de Paris,

94100 Saint-Mandé.

Elle a été inhumée dans l'intimité, le 19 janvier 1989.

101, avenue de Paris,

94100 Saint-Mandé.

Elle a été inhumée dans l'intimité, le 19 janvier 1989.

101, avenue de Paris,

94100 Saint-Mandé.

Elle a été inhumée dans l'intimité, le 19 janvier 1989.

101, avenue de Paris,

94100 Saint-Mandé.

Elle a été inhumée dans l'intimité, le 19 janvier 1989.

101, avenue de Paris,

94100 Saint-Mandé.

Elle a été inhumée dans l'intimité, le 19 janvier 1989.

101, avenue de Paris,

94100 Saint-Mandé.

Elle a été inhumée dans l'intimité, le 19 janvier 1989.

101, avenue de Paris,

94100 Saint-Mandé.

Elle a été inhumée dans l'intimité, le 19 janvier 1989.

101, avenue de Paris,

94100 Saint-Mandé.

Elle a été inhumée dans l'intimité, le 19 janvier 1989.

101, avenue de Paris,

94100 Saint-Mandé.

Elle a été inhumée dans l'intimité, le 19 janvier 1989.

101, avenue de Paris,

94100 Saint-Mandé.

Elle a été inhumée dans l'intimité, le 19 janvier 1989.

101, avenue de Paris,

94100 Saint-Mandé.

Elle a été inhumée dans l'intimité, le 19 janvier 1989.

101, avenue de Paris,

94100 Saint-Mandé.

Elle a été inhumée dans l'intimité, le 19 janvier 1989.

101, avenue de Paris,

94100 Saint-Mandé.

Elle a été inhumée dans l'intimité, le 19 janvier 1989.

101, avenue de Paris,

94100 Saint-Mandé.

Elle a été inhumée dans l'intimité, le 19 janvier 1989.

101, avenue de Paris,

94100 Saint-Mandé.

Elle a été inhumée dans l'intimité, le 19 janvier 1989.

101, avenue de Paris,

94100 Saint-Mandé.

Elle a été inhumée dans l'intimité, le 19 janvier 1989.

101, avenue de Paris,

94100 Saint-Mandé.

Elle a été inhumée dans l'intimité, le 19 janvier 1989.

101, avenue de Paris,

94100 Saint-Mandé.

Elle a été inhumée dans l'intimité, le 19 janvier 1989.

101, avenue de Paris,

94100 Saint-Mandé.

Elle a été inhumée dans l'intimité, le 19 janvier 1989.

Régions

AQUITAINE

Un bilan économique

Les relations entre l'Aquitaine et l'Espagne sont au cœur de la deuxième édition d'*Aquitaine Eco*, l'annuaire économique régional réalisé par le quotidien *Sud-Ouest*. Ce dossier passe en revue les différences et les affinités culturelles, vinicoles, industrielles et technologiques entre la région Sud-Ouest et les provinces espagnoles.

Outre cette nouveauté, *Aquitaine Eco* reprend les grands chapitres de la première édition 1988 : portraits de chefs d'entreprise, de grands commis, de créateurs ; bilans agricoles et industriels ; statistiques et fiches techniques de cent plus grosses entreprises aquitaines. Une part importante de l'annuaire est également consacrée aux innovations.

* *Aquitaine Eco*, les dossiers du quotidien *Sud-Ouest*, 8, rue de Cheverus Bordeaux (70 F).

ILE-DE-FRANCE

Un nouveau parc à Villepinte ?

Bernard Cambournac, nouveau président de la chambre de commerce et d'industrie de Paris, a déclaré qu'il ne serait pas hostile à l'éventuelle création d'un nouveau parc d'expositions, nommé Paris-Nord Villepinte numéro 2, comme il y a Roissy 1 et Roissy 2.

Il a annoncé qu'un réaménagement du parc des expositions de la porte de Versailles à Paris était à l'étude et que le parc des expositions de Villepinte, « qui sera déjà trop petit quand il sera complet », va être agrandi : de 11,5 hectares à 16.

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Essence postale

C'est sans doute la première fois en France que la poste s'associe à une collectivité locale pour assurer le maintien d'une station-service en zone rurale.

Au cœur des Cévennes lozériennes, à Sainte-Croix-Vallic-Française (308 habitants), fonctionnelle depuis quelques jours une pompe à essence entièrement automatique dont les travaux d'installation ont été financés à la fois par la poste (150 000 francs) et par la commune (100 000 francs). Une association constituée de postiers et d'élus municipaux en assurera la gestion. Les bénéficiaires seront répartis à parts égales entre les œuvres sociales de la poste et celles de la commune.

LA RÉPARTITION DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT

L'Ile-de-France toujours la plus riche

SUivant une étude récente de l'INSEE, en 1986, comme par le passé, les régions françaises contribuent inégalement au produit intérieur brut (PIB) (1) : l'Ile-de-France produit plus du quart de la richesse nationale alors que la part des autres régions varie de 1 % pour le Limousin et la Franche-Comté à 9 % pour la région Rhône-Alpes.

La différence de taille des régions n'est pas la seule explication de ces disparités. Lorsqu'on rapporte le PIB au nombre d'habitants de la région, l'éventail des disparités reste encore très ouvert. L'Ile-de-France est toujours la mieux pourvue mais l'Alsace et la Haute-Normandie devancent la région Rhône-Alpes. A l'inverse, l'Auvergne et le Languedoc-Roussillon rejoignent le Limousin dans le groupe des régions qui contribuent le moins à la richesse nationale.

L'axe nord-sud-ouest

La hiérarchie des PIB s'est peu modifiée ces dernières années bien que la croissance n'ait pas été homogène partout. Les régions

à faible croissance sont celles de l'axe nord-sud-ouest, déjà connues pour leurs difficultés économiques et sociales : Limousin, Auvergne, Lorraine entre autres. De part et d'autre de cet axe, les régions les plus dynamiques sont l'Alsace, la Basse-Normandie et Rhône-Alpes.

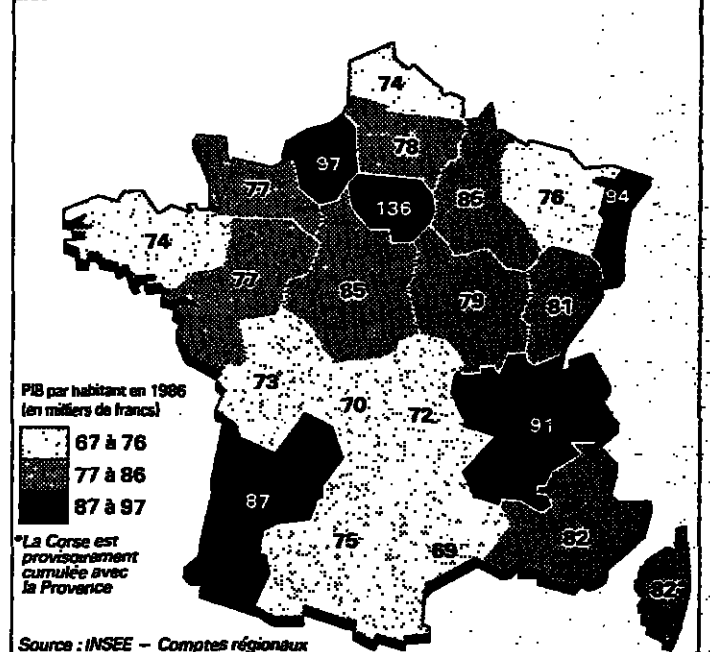
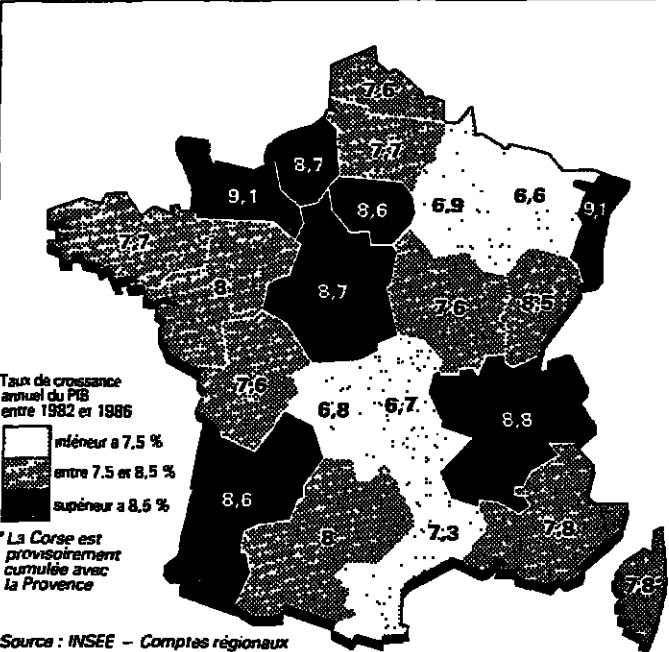
Autre indication : la progression du tertiaire, de l'ordre de 9 %, a été supérieure à celle de l'industrie (7 %) et de l'agriculture (3 %). De 1982 à 1986, le commerce et les services marchands ont été dans toutes les régions les moteurs principaux de la croissance. Le secteur tertiaire produit partout plus de la moitié de la valeur ajoutée. Dans deux régions, l'Ile-de-France et la Provence, ce secteur est atteint avec les seules activités marchandes.

L'industrie garde un rôle important, bien qu'en diminution, dans la formation de la richesse régionale, à la fois parce qu'elle entraîne le secteur tertiaire et parce qu'elle pèse encore beaucoup dans l'économie de la plupart des régions. Ainsi en Franche-Comté et en Alsace, l'industrie hors énergie contribue pour plus de 30 % à la valeur ajoutée de la région. L'évolution du secteur indus-

triel n'a pas été aussi homogène que celle du tertiaire : d'un côté on trouve la Haute-Normandie et l'Alsace (autour de 10 % d'augmentation de la valeur ajoutée industrielle hors énergie), de l'autre, le Limousin et le Nord (moins de 5 % d'augmentation).

L'industrie conserve une place importante dans les régions de l'Est, où son implantation est traditionnelle. Ailleurs, cette spécificité industrielle est partagée avec l'agriculture comme dans les régions qui, entourant l'Ile-de-France (Centre, Picardie, Bourgogne), ont profité de la décentralisation des établissements parisiens. Les régions du Sud et de l'Ouest ont des caractéristiques plutôt agricoles (Basse-Normandie, Poitou) l'agriculture se combinant au tertiaire (Bretagne, Languedoc, Midi-Pyrénées) ou à l'industrie (Aquitaine, Auvergne, Pays de la Loire). Toutefois, seule Champagne-Ardenne réalise encore plus de 10 % de sa valeur ajoutée dans l'agriculture grâce... au champagne.

(1) Le produit intérieur brut prend en compte la richesse produite par les entreprises installées en France, qu'elles soient françaises ou étrangères.



Le maire, Michel Monod, ne dissimule pas sa vive satisfaction. « Depuis huit mois, dit-il, l'unique station-service du village était fermée. Pour avoir de l'essence, il fallait faire 30 kilomètres. Nous étions obligés de régir. »

De son côté, l'administration postale voyait ses charges de fonctionnement s'alourdir dangereusement. Faut-il trouver du carburant sur place, le personnel aurait dû effectuer par an deux cents heures supplémentaires et parcourir chaque année plus de 3 600 kilomètres sur des routes sinueuses et dangereuses.

La solution originale qui a été adoptée donne entière satisfaction

aux usagers qui se sont empressés d'utiliser des cartes magnétiques, en vente dans le commerce local, afin d'obtenir du carburant à toute heure du jour et de la nuit.

NORD-PAS-DE-CALAIS

Licenciés sur minitel

Pour reclasser son personnel, dans la perspective de la fermeture, courant 1989, de son usine de Raimbes, dans le Nord, la direction d'Alstom, division ferroviaire, va recourir à une système original proposé et

mis au point par la Maison des professions de Marquand-Bareuil (près de Lille). Elle va constituer un fichier sur minitel, accessible par le 3614, recensant les salariés de l'entreprise Alstom, leur qualification, leur curriculum vitae et présentant des renseignements sur l'usine de Raimbes.

Par le biais du minitel, les entreprises à la recherche de personnels qualifiés et compétents pourront laisser un message dans une boîte aux lettres à leur disposition. Ce système, initié par la direction de l'usine, crée un lien direct entre l'entreprise qui embauche et celle qui licencie. Il permet d'élargir, en outre, à un

niveau national la diffusion de ces offres d'emploi. Ce fichier contient actuellement quatre-vingt-dix personnes ; ce chiffre devrait passer à trois cents cinquante d'ici un an.

Cette « première » originale confirme cependant la décision de fermeture de l'usine, qui emploie aujourd'hui quelque huit cents personnes contre deux mille trois cents il y a quelques années. Les multiples démarches faites dans la région, jusqu'au président de la République, n'ont pas modifié le cours des choses.

* 3614, code serveur Cristelle ; nom : Arna.

POINT DE VUE

Reims, Châlons et leur région

par CLAUDE CAYEM (*)

DEPUIS quelques années, et notamment dans le contexte d'une régionalisation accrue s'inscrivant dans la perspective du grand marché européen de 1993, il est de bon ton d'axer un certain nombre de démarches sur le renforcement de grandes métropoles.

Dans le supplément consacré à la ville de Reims (« Reims au futur », *Le Monde* du 15 décembre 1988), sous-préfecture du département de la Marne mais citée la plus peuplée de la région Champagne-Ardenne, un certain nombre de faits incontestables sont mis en avant pour rappeler l'importance du développement de cette ville.

Mais le mieux étant l'ennemi du bien, il est important d'appeler l'attention sur les dangers de la concentration au profit d'une seule agglomération de tous les projets d'aménagement, qu'ils soient organisés, suscités ou soutenus par l'Etat ou par la région.

(*) Président de la chambre de commerce et d'industries de Châlons-sur-Marne.

Reims bénéficie incontestablement d'une aura culturelle et touristique qu'il serait vain de nier, et dont la région Champagne-Ardenne s'enorgueillit à juste titre. Il est vrai effectivement que la cité des Sacres, qui propose à tous les touristes français et internationaux la beauté de son architecture culturelle (cathédrale et basilique Saint-Rémi notamment) ou artistique (« l'ange au sourire »), ainsi que le renom mondial de ce produit d'exception qu'est le champagne, doit conserver ce rôle de phare pour l'ensemble de la région Champagne-Ardenne.

Concentration et désertification

Il est incontestable également que Reims bénéficie d'atouts importants au plan économique, en raison de la concentration d'industries prospères appuyées par la création et le développement d'un centre universitaire.

Mais le développement harmonieux d'une région ne doit pas se faire par l'unique concentration sur un seul pôle d'attraction, au détriment de toutes les autres agglomérations de la région, sous peine de conduire à des excès, notamment à la désertification des autres départements.

Lorsque le schéma directeur d'aménagement routier avait prévu au début des années 60 de relier la capitale de la France aux régions de l'Est, une longue polémique s'était instituée qui avait vu le triomphe du « politique » sur l'économique, par une déviation contestable de l'auto-

route A 4, dont le trajet a été rallongé d'une trentaine de kilomètres pour lui permettre de tangenter Reims.

Cela peut être jugé comme une faute, car une autoroute ne peut être considérée comme un sentier de tourisme mais au contraire comme un moyen de liaison rapide au profit notamment des transports routiers, ce qui n'est pas le cas actuellement, le projet retenu étant particulièrement inadapté aux poids lourds français et européens, qui, dès lors, continuent à emprunter les nationales.

Les liaisons autoroutières ont été décidées dans un esprit de logique au profit de l'économie, et il convient de prendre pour exemple les autoroutes A 6 et A 10, dont le tracé est le plus rectiligne possible ou suit les reliefs du terrain, et pour lesquelles il a suffi de prévoir des bretelles le plus souvent gratuites afin de desservir les principaux centres régionaux (exemple : Dijon, La Rochelle).

Par où le TGV ?

Il serait regrettable que cette erreur soit renouvelée à l'occasion des discussions qui préparent les décisions concernant le tracé du TGV Est, et qu'une nouvelle fois, pour des raisons sur lesquelles il ne m'appartient pas de porter un jugement, soit retenu un détournement du tracé logique, au profit, une fois encore, d'une seule ville, aussi importante soit-elle.

Le simple examen à la lumière de la raison d'une carte de France conduit à prévoir le passage du futur TGV à égale distance de

Reims et de Châlons-sur-Marne, afin de permettre à toutes les villes d'importance du département de la Marne d'en bénéficier avec autant de bonheur sans remettre en cause la nécessité du désenclavement des Ardennes. Des ramifications pourront être envisagées éventuellement vers la future gare qu'il conviendra dès lors de privilégier, à l'aise notamment des liaisons régionales rapides ferroviaires.

Cette décision s'inscrit dans la volonté réelle des pouvoirs publics de ne pas concentrer au profit d'une seule agglomération l'ensemble des chances de développement de toute une région, et éviterait de dévaloriser les efforts déployés dans l'ensemble des villes moyennes pour devenir des centres de développement concurrentiels, notamment pour le grand marché européen.

Divers exemples de développement harmonieux peuvent être déjà relevés en France, et notamment dans les régions de l'Aquitaine ou de la Bretagne, voire de Normandie (au contraire de Midi-Pyrénées), où les métropoles n'ont pas conservé la totalité des moyens de développement mais ont favorisé au contraire l'essai image de diverses forces d'appui concourant à l'intérêt général.

La France a souffert pendant trop de siècles de la concentration de tous les moyens culturels, économiques, politiques, sociaux, intellectuels à Paris au détriment de la province, pour qu'un cri d'alarme ne soit pas lancé afin d'éviter de renouveler à ce titre des erreurs dans le cadre de la région.

BASSE-NORMANDIE

Le Calvados câblé

Les Calvados câblés d'été pour l'été 1989. Pour le quartier Gai-betta en tout cas. Le principe d'un câblage de vidéocommunication, chargé de la gestion de réseaux, vient en effet d'être adopté. Une première tranche de 17 000 prises sera mise en service en juillet, décembre et mars 1990. Le raccordement des 38 000 autres prises est prévu d'ici à 1993. Au programme : cinq chaînes thématiques, trois chaînes étrangères sans oublier les six chaînes nationales françaises.

A Hérouville-Saint-Clair, ville la plus importante de l'agglomération caennaise, vient d'être mise en place une société locale responsable de la construction, de l'exploitation et de la commercialisation du futur réseau câblé. Après une étude préalable et un appel d'offres, le raccordement d'une première tranche de 1 500 à 2 000 logements commencera dès février, le câblage total de la ville devant intervenir en 1990 avec dix canaux en service.

PICARDIE

Déchets utiles

Amiens est la première grande ville à avoir installé un système de méthanisation des déchets. Le procédé mis au point par Valorga est déjà utilisé en France pour la méthanisation industrielle des déchets organiques, mais la méthanisation des ordures ménagères n'a jusqu'à maintenant été expérimentée que par quelques sociétés très spécialisées.

Le procédé Valorga est présenté comme une solution propre (dépollution des fumées, pas d'odeurs ou en tout cas très peu), économe (production de biogaz contenant 60 à 65 % de méthane pouvant être distribué par le réseau de Gaz de France, production de vapeur et de chaleur) et agromatique (production d'un compost de qualité supérieure).

L'usine qui traitera chaque mois 150 000 tonnes d'ordures ménagères et 5 000 tonnes de boîtes provenant de la station d'épuration est construite sur un terrain de 3 hectares. Son implantation a été choisie de telle sorte que les boîtes à ordures ménagères puissent aller et venir très facilement. D'autre part, les clients industriels potentiels pour le vapeur sont les usines toutes proches et le réseau Gaz de France pour l'alimentation en gaz de la zone industrielle et de la ville. Enfin, les cultures maraîchères de la Somme peuvent sans problème venir s'alimenter en compost. Des serres utilisatrices des calories sont installées sur place et peuvent même être étendues à l'extérieur de l'enceinte actuelle.

BIBLIOGRAPHIE

La revanche du Sud

LE Sud d'aujourd'hui n'est plus le Midi d'hier. Tel pourrait être un premier résumé du propos de quatre chercheurs montpelliérains dans l'ouvrage qu'ils viennent de publier : *La Revanche du Sud*. Aucune intention polémique ni revancharde dans ce titre, prennent soin de préciser les auteurs : il s'agit d'un livre qui vise à constater et en proposer quelques explications.

Le constat est évident, et a déjà été signalé : les régions méridionales, en France mais aussi en Europe et ailleurs dans le monde, après avoir été longtemps les plus pauvres, les moins dynamiques et, pour cela, les plus délaissées par les pouvoirs publics et les grands investisseurs, ont, depuis vingt ans, commencé d'attirer hommes d'entreprises et hommes de recherche, se sont réveillées.

Pourquoi ? Parce que, expliquent nos auteurs, l'économie ne se développe plus sur le même modèle : la production s'est libérée des contraintes de la localisation imposées par la présence ou non de matières premières et de sources d'énergie ; parce que ce que l'on peut appeler la culture — la qualité de la vie — a aussi bien que celle de la vie — est devenu un élément important de la stratégie industrielle.

Pour-on aller plus loin et dire, comme on le fait ici, que le Sud est devenu une sorte de laboratoire des modes de vie de demain, lorsque « le travail ne sera plus la référence unique de l'homme dans la société » ?

Ce livre a le mérite de poser la question et de replacer le débat économique dans le contexte plus général de l'évolution de notre société et, pour-on dire, de notre civilisation. J.F.S.

* *La Revanche du Sud*, Edition L'Harmattan, 166 pages, 90 F, par Alain Berger, Joseph Cantamano, José D. Forciat et Jacques Rouzier, tous quatre travaillant au Centre régional de la productivité et des études économiques, laboratoire associé au CNRS et relevant de l'université Montpellier-II.

Un atlas de l'aménagement

EN présentant l'Atlas de l'aménagement du territoire, fruit d'un travail de près de deux ans conduit sous l'égide de la DATAR, Jacques Chérèque a cherché à dissiper les opinions et commentaires pessimistes qui se répandaient depuis plusieurs années sur cette politique qu'il a en charge depuis sept mois. « Nous sommes dans une situation de transition, et il faut retrouver ses marques. Je ne me range ni du côté des nostalgiques ni de celui des incroyants. »

Le ministre estime qu'il faut naviguer entre deux contraintes : l'environnement international et européen,

qui impose une modernisation absolue de l'appareil de production national, des moyens de formation, des infrastructures de communication ; l'impératif de solidarité et de cohésion sociale.

De ce point de vue le ministre délégué chargé de l'aménagement du territoire et des reconversions a annoncé qu'il avait commencé une série de consultations de plusieurs personnalités pour élaborer des mesures en vue de l'aménagement de la région parisienne et de la réduction du déséquilibre persistant entre l'Ile-de-France et la province. Mais ces mesures ne seront officialisées qu'après les élections municipales.

Cette page a été réalisée par nos correspondants :

MICHEL CURIE, JEAN-MARC GILLY, JEAN-RENE LORE, GINETTE DE MATTHA, PASCALE MONNIER

Coordination : JACQUES-FRANÇOIS SIMON

SYNDICATS

Le départ de M. André Bergeron

Les militants de FO et la bataille de la succession

André Bergeron paraît presque rassuré : « Je n'ai jamais fait autant de voyages dans nos unions départementales qu'actuellement. Je constate partout que nos militants veulent surtout conforter l'œuvre ouvrière ». A quelques jours du 16^e Congrès confédéral, à l'issue duquel, le 4 février, il abandonnera ses fonctions de secrétaire général, André Bergeron est ému par l'accueil partout chaleureux d'une « base » qu'il a toujours beaucoup visitée. Homages, cadeaux, éloges, se bousculent.

Si, tant à Evreux (Eure), zone de forte implantation FO, qu'à Grenoble (Isère), région de faible implantation, les militants de Force ouvrière se sentent effectivement un peu orphelins et réagissent de manière très affective, ils sont déjà transportés dans l'après-Bergeron. « Bergeron, explique Michel Binet, cinquante et un ans, militant de la métallurgie de l'Eure, c'était presque la perfection. Cela fait un grand vide. Mais il n'est pas irremplaçable. » Nul n'est irremplaçable, s'enthousiasme Patrick Foucher, trente-huit ans (communaux d'Evreux).

Même sentiment à Grenoble chez Daniel Georget, employé d'une quarantaine d'années chez Atocem, adhérent à FO depuis six ans : « Bergeron, c'est un homme qui a fait son métier à la même ligne et avec les mêmes principes. Postier de Voiron proche de la retraite, Georges Tocquet assistait en 1963 au congrès à l'issue duquel M. Bergeron a pris les rênes : « On va regretter son départ, mais c'est la roue qui tourne ».

Pourtant, les compliments ne manquent pas. « Bergeron a marqué, explique Patrick Foucher. Il représente pour moi les acquis sociaux ». Dans cette UD de l'Eure où, à l'image du secrétaire général, Jean Jayer, les militants sont plutôt favorables à Marc Blondel, Jean-Pierre Sauvageot, quarante-sept ans, employé aux fromageries Boursin, estime que « Bergeron a su résister depuis vingt-cinq ans à toutes les tentations politiques ». Jean Lovaty, un enseignant d'Evreux de trente-huit ans, lui fait gré d'avoir « su

maintenir le cap du syndicalisme libre et indépendant ». Soixante-cinq ans, à Grenoble, où le secrétaire général de l'UD, Maurice Rossat, roule, lui, pour Claude Pitous. « Bergeron a fait l'unité », assure Daniel Georget. Militant depuis quinze ans, Henri Fouillard, employé dans le papier carton, est catégorique : « On sent l'homme de cœur. A la base, c'est Bergeron qui a fait adhérer la plupart des militants ». Adhérent depuis 1981, Gabriel Landru, jeune inspecteur des impôts, souligne que « Bergeron avait une image chaleureuse et dynamique, positive dans le public ».

Une image chaleureuse

La bataille de la succession, inédite avec deux candidats, suscite des avis très divers. Pour Madeleine Natuvel, cinquante-cinq ans, employée à la Télémeccanique dans l'Eure, « Bergeron avait du préparé son départ en avançant le nom de son successeur ». Pour Alain Sanchez, agent d'EDF à Grenoble, « la succession passe au-dessus des adhérents et même des militants, car ils ne connaissent pas plus Pitous que Blondel ». « On n'a pas été suffisamment informés, indique Jean-Pierre Sauvageot. Il aurait fallu présenter davantage les éléments du choix. Pour l'instant, il y a une certaine confusion. Michel Bonneau, quarante ans, employé à la Sécurité sociale à Evreux, s'inquiète : « Je regrette fort que l'organisation n'ait pas présenté un seul candidat. Cela veut dire qu'il y a des tendances et peut-être deux façons de faire du syndicalisme ».

Pas du tout, réplique Michel Binet, pour qui « Bergeron n'avait pas à imposer son dauphin. Il faut laisser cela à la démocratie », se félicitant de la différence avec la CFDT, où il a été imposé un candidat pour la succession d'Edmond Maire. « Cela redonne le blason de FO », commente Patrick Foucher, qui les choses ne soient pas faites à l'avance. « S'agit-il alors avec deux candidats d'un débat d'orientation ? Affirmatif, répond Jean Lovaty, qui

résume ainsi le choix : « Est-ce qu'on va continuer à revendiquer ou est-ce qu'on va donner des brouillons aux ministères, comme la FEN à l'éducation nationale ? ».

Négatif, assure Alain Sanchez : « Ce n'est pas un choix entre deux orientations. Quel que soit l'élu, il sera obligé de respecter les orientations définies en congrès ». Patrick Quenouille, trente ans, agent de l'équipement à Evreux, donne une autre interprétation du respect des orientations : « Si la personne élue à la tête de FO ne respecte pas la base et l'indépendance syndicale, elle pourra dire d'ailleurs ». N'empêche ! Pour M. Bonneau, « il y a de sérieux différences entre les deux candidats sur la conception du syndicalisme. Blondel, c'est le syndicalisme revendicatif, Pitous le syndicalisme d'accompagnement ». « Pas de recentrage ! », proclame Daniel Georget, qui poursuit : « Pitous est plus à même de préserver les principes de FO. Avec lui, on n'entraîne pas certains noyautages, ou certaines tentatives de déstabilisation interne ». « Il faut que le successeur maintienne le cap sans bouger, assure Jean-Pierre Sauvageot, car l'équilibre est très fragile ».

Revendications et héritage

Dans les deux camps, les soutiens au candidat choisi s'accompagnent souvent de vives critiques du rival. Chez les « blondelistes » d'Evreux, qui se flattent d'avoir presque tous consulté leurs syndicats, Jean Lovaty explique qu'il s'est prononcé pour Blondel car « c'est la défense intransigente des revendications », mais en même temps « contre la reconversion syndicale, cet horrible terme ». Pour Gérard Albessart, trente-trois ans, agent des PTT, « Blondel s'est prononcé contre la reconversion syndicale. Pitous, lui, n'a pris position sur le droit de grève dans la fonction publique. Blondel en veut, Pitous n'en a pas le bouchier. Il ne s'exprime pas sur l'indépendance, il navigue entre deux eaux ». Tandis qu'un de ses camarades gilleux que « le CNPF préfère Pitous », Michel Bonneau

loue le « syndicalisme pur et dur » de Marc Blondel et ajoute : « A partir de l'héritage de Bergeron on peut faire un placement de père de famille ou prendre un style plus offensif ».

Soul « pitousien » rencontré à Evreux, André Legros, trente-neuf ans (section sociale), affirme que « Blondel a une tendance politique. Pitous me semble plus proche de Bergeron. C'est la préservation de l'héritage ». Même sentiment chez les « pitousiens » grenoblois : « Pitous, c'est davantage le suivi de Bergeron. L'autre aurait tendance à partir plus vite ». Henri Fouillard reproche à Michel Blondel de faire pression sur les unions départementales « à travers les fédérations ». Quant à Gabriel Landru, il considère que « quand on s'appuie sur des fractions minoritaires, on risque au retour de faire des concessions au-delà du raisonnable. Pitous, lui, pour rassembler, y compris les minoritaires ». L'ombre de Trotski plane un instant. Tous les « pitousiens » grenoblois se déclarent hostiles à toute reconstitution syndicale, mais Jean-Claude Perraton, du CHU de Grenoble, militant depuis quinze ans, se montre plus nuancé : « Sur l'Europe, il y aura peut-être des positions communes qui seront nécessaires ».

Nombreux sont les militants, tant « blondelistes » que « pitousiens », qui pensent qu'après une bataille aussi dure l'élection ne pacifiera pas totalement l'organisation. « Je crains des séquelles », lâche Alain Sanchez. Il faudra du temps. « Je pense qu'il y aura des règlements de comptes », ajoute Jean-Claude Perraton. Pour Gérard Albessart, « la démocratie va être sauvée, mais cela laissera des séquelles comme à la fédération des PTT, où, après le départ de Pitous, il y avait aussi deux candidats. Deux clans se sont formés. Je crains de petites chasses aux sorcières ». « La tolérance a pris un sacré coup », lâche Georges Tocquet, qui ajoute avec tristesse face à un éventuel résultat qu'il ne souhaite pas : « Si demain Blondel est élu, on sera tous derrière lui. Et dans l'autre hypothèse ? ».

MICHEL NOBLECOURT.

ETRANGER

La croissance a atteint 3,8 % en 1988

L'activité économique reste très vigoureuse aux Etats-Unis

Jugés séduisants, les propos du président George Bush à l'occasion de sa première conférence de presse, vendredi 27 janvier, ont plus impressionné les milieux financiers que les chiffres provisoires publiés le même jour par le département du commerce : une croissance de 2 % du produit national brut au quatrième trimestre, portant à 3,8 % la croissance pour l'ensemble de 1988.

Le nouveau président a, il est vrai, su prendre les Américains dans le sens du poil. Pour calmer la tempête provoquée par l'hypothèse, présentée par son secrétaire au Trésor, M. Nicholas Brady, d'une taxe sur les dépôts destinée à renforcer les caisses d'épargne en difficulté (le Monde du 27 janvier), M. Bush a souligné qu'il ne s'agissait que d'une « option », même pas d'une « proposition ». A l'adresse des chefs d'entreprise, il a confirmé ses engagements électoraux, une baisse de l'impôt sur les plus-values, et a soigné son image libérale en soulignant que, si la lourde dette des sociétés américaines pouvait être jugée préoccupante, son gouvernement se refusait à dicter un niveau maximal à leur endettement.

Moins sensible que les marchés à de telles déclarations, les économistes soulignent que la croissance économique reste vigoureuse, trop même selon les critères de la Réserve fédérale. Certes, la progression du produit national brut au dernier trimestre a, selon les premiers chiffres, été moins forte qu'au troisième : 2 % contre 2,5 %. Mais si l'apparente accalmie de la consommation est jugée encourageante avec une progression

des dépenses de 2,8 %, contre 3,9 % au troisième trimestre, les investissements et, surtout, les exportations s'assouplissent.

Ce dernier élément donne une importance particulière aux premières déclarations de M^{me} Carla Hills, secrétaire aux relations commerciales internationales. Confirmant la volonté de l'équipe Bush d'appliquer de façon « agressive » le trade bill voté en août dernier pour lutter contre les pratiques jugées déloyales des partenaires des Etats-Unis, M^{me} Hills s'est dite prête à ouvrir « à la barre à mine » le marché japonais du riz, et elle a fait part de son intention à l'égard des subventions dont bénéficie l'Airbus européen. Si les exportations américaines, l'une des bases de la croissance 1988 avec la consommation, fléchissent, on imagine ce que de tels propos impliquent de tensions pour les relations commerciales internationales.

L'expansion économique de l'an dernier, de 3,8 % contre 3,4 % en 1987, comporte enfin des éléments d'inquiétude pour l'avenir. La sécheresse qui a frappé l'agriculture américaine l'été dernier l'a réduite de 0,5 point. La production agricole retrouvant un rythme plus soutenu, les analystes estiment que, au cours des mois à venir, la conjoncture redeviendra très dynamique. Un premier test pour les relations entre la Maison Blanche, qui souligne l'absence de véritables pressions inflationnistes, et la Réserve fédérale, soucieuse de prévenir le mal et partisan d'une croissance maximale de 2,5 %, fondamentalement dépourvue de l'avis de la majorité des analystes.

F. Cr.

Champion de la ligne médiane

M. Henri Krasucki va se maintenir à la tête de la CGT

La nouvelle sera annoncée officiellement à la prochaine réunion de la commission exécutive de la CGT, le 8 février : M. Henri Krasucki, soixante-quatre ans, va braver un troisième mandat de secrétaire général de la CGT, à l'issue du 43^e congrès confédéral à Montreuil du 21 au 26 mai. Depuis plusieurs mois en difficulté, favorable à Marc Blondel, Jean-Pierre Sauvageot, quarante-sept ans, employé aux fromageries Boursin, estime que « Bergeron a su résister depuis vingt-cinq ans à toutes les tentations politiques ». Jean Lovaty, un enseignant d'Evreux de trente-huit ans, lui fait gré d'avoir « su

maintenir le cap du syndicalisme libre et indépendant ». Soixante-cinq ans, à Grenoble, où le secrétaire général de l'UD, Maurice Rossat, roule, lui, pour Claude Pitous. « Bergeron a fait l'unité », assure Daniel Georget. Militant depuis quinze ans, Henri Fouillard, employé dans le papier carton, est catégorique : « On sent l'homme de cœur. A la base, c'est Bergeron qui a fait adhérer la plupart des militants ». Adhérent depuis 1981, Gabriel Landru, jeune inspecteur des impôts, souligne que « Bergeron avait une image chaleureuse et dynamique, positive dans le public ».

La bataille de la succession, inédite avec deux candidats, suscite des avis très divers. Pour Madeleine Natuvel, cinquante-cinq ans, employée à la Télémeccanique dans l'Eure, « Bergeron avait du préparé son départ en avançant le nom de son successeur ». Pour Alain Sanchez, agent d'EDF à Grenoble, « la succession passe au-dessus des adhérents et même des militants, car ils ne connaissent pas plus Pitous que Blondel ». « On n'a pas été suffisamment informés, indique Jean-Pierre Sauvageot. Il aurait fallu présenter davantage les éléments du choix. Pour l'instant, il y a une certaine confusion. Michel Bonneau, quarante ans, employé à la Sécurité sociale à Evreux, s'inquiète : « Je regrette fort que l'organisation n'ait pas présenté un seul candidat. Cela veut dire qu'il y a des tendances et peut-être deux façons de faire du syndicalisme ».

Pas du tout, réplique Michel Binet, pour qui « Bergeron n'avait pas à imposer son dauphin. Il faut laisser cela à la démocratie », se félicitant de la différence avec la CFDT, où il a été imposé un candidat pour la succession d'Edmond Maire. « Cela redonne le blason de FO », commente Patrick Foucher, qui les choses ne soient pas faites à l'avance. « S'agit-il alors avec deux candidats d'un débat d'orientation ? Affirmatif, répond Jean Lovaty, qui

résume ainsi le choix : « Est-ce qu'on va continuer à revendiquer ou est-ce qu'on va donner des brouillons aux ministères, comme la FEN à l'éducation nationale ? ».

Négatif, assure Alain Sanchez : « Ce n'est pas un choix entre deux orientations. Quel que soit l'élu, il sera obligé de respecter les orientations définies en congrès ». Patrick Quenouille, trente ans, agent de l'équipement à Evreux, donne une autre interprétation du respect des orientations : « Si la personne élue à la tête de FO ne respecte pas la base et l'indépendance syndicale, elle pourra dire d'ailleurs ». N'empêche ! Pour M. Bonneau, « il y a de sérieux différences entre les deux candidats sur la conception du syndicalisme. Blondel, c'est le syndicalisme revendicatif, Pitous le syndicalisme d'accompagnement ». « Pas de recentrage ! », proclame Daniel Georget, qui poursuit : « Pitous est plus à même de préserver les principes de FO. Avec lui, on n'entraîne pas certains noyautages, ou certaines tentatives de déstabilisation interne ». « Il faut que le successeur maintienne le cap sans bouger, assure Jean-Pierre Sauvageot, car l'équilibre est très fragile ».

AFFAIRES

Après les autres firmes automobiles japonaises

Toyota veut construire une usine de voitures en Europe

Le groupe japonais Toyota a annoncé, le vendredi 27 janvier, avoir lancé une étude de faisabilité sur la construction en Europe d'une usine de 200 000 voitures qui entrerait en service en 1992. Elle emploierait trois mille personnes. La fabrication de modèles de 1,8 litre de cylindrée, pour un investissement de 7,5 milliards de francs. La part de la valeur ajoutée locale atteindrait 80 % de ce qu'elle est.

Toyota a précisé que la Grande-Bretagne est un des candidats pour la future installation. La veille, à Londres, lord Young, ministre du commerce et de l'industrie, avait dévoilé le projet, ajoutant que le groupe nippon recevrait « un accueil chaleureux du gouvernement » de Sa Majesté.

Toyota n'a pas encore d'usine en Europe. Premier groupe nippon et

troisième mondial, il se devait de réagir dans la perspective de 1993 au mouvement engagé par ses concurrents. Devant le risque de voir s'installer un quota (autour de 10 %) pour les importations japonaises en Europe, Nissan a décidé de bâtir une usine au nord de l'Angleterre, dans le nord de l'Angleterre, à partir de 1992. 250 000 véhicules par an, dont 40 % seront exportés vers l'Europe. Honda, de son côté, avait anticipé en concluant avec Rover divers accords techniques et commerciaux. Honda construira aussi une usine de moteurs en Angleterre.

Ailleurs qu'en Grande-Bretagne, les Japonais ont employé une stratégie d'attaque des marchés périphériques des véhicules utilitaires et tout-terrain (4x4) : Nissan en Espagne, Mitsubishi avec Daimler, et Toyota

avec Volkswagen. La crainte d'une réaction hostile des constructeurs européens avait conduit Toyota dans un premier temps à chercher des partenaires. D'où son association avec Volkswagen, une petite opération de montage de 4x4 au Portugal, et des conversations engagées (mais démenties) avec Renault. Son changement tactique va repousser le débat sur les investissements directs japonais en Europe et sur le rôle de « cheval de Troie » joué par la Grande-Bretagne : M^{me} Thatcher rebâtit une industrie sous dépendance nipponne sans égard pour les conséquences sur les constructeurs européens.

Toyota va relancer aussi un second débat qui porte sur la concurrence « suicidaire » que se livrent les pays européens pour attirer les investissements et les emplois. Malgré ses efforts, Bruxelles a été incapable jusqu'ici de maîtriser le niveau d'aides tant les guichets mis en place dans chaque pays sont nombreux et parfois bien cachés. Toyota pourrait en fournir l'occasion.

Interrogations en France

LES 3 000 emplois de Toyota dont la Grande-Bretagne semble à nouveau devoir bénéficier arrivent au moment où le gouvernement français s'interroge à nouveau sur les investissements japonais en France. Interrogation lancée à propos du projet (refusé de Subaru de produire des voitures à Angers, mais qui s'est éteinte en fait à tous les secteurs.

Ecouter de moins en moins les craintes des industriels français, le gouvernement a progressivement depuis 1980 assoupli sa politique vis-à-vis des investissements étrangers. Le 15 septembre 1988, une circulaire de M. Bérégovoy a supprimé toute autorisation : en théorie s'implante en France ce qu'il veut. En réalité, comme beaucoup d'entreprises demandant à bénéficier d'aides à la création d'emplois, l'administration intervient. En outre, il reste des secteurs où se bécotement est nécessaire : les équipements de télécommunications (téléphonologie des P et T), les médicaments (autorisation de mise sur le marché), les automobiles, où les Japonais sont limités à 3 % du marché, et les produits comme les équipements d'électronique grand public soumis à une surveillance plus ou moins sévère, plus ou moins officielle.

Sans doute les exportations sont multiples, et toutes ne relèvent pas

des réticences passées. Mais en tout état de cause, la France n'est que très peu arrosée par la pluie d'investissements que les Japonais font tomber de par le monde ces derniers années : 149 millions de dollars d'avril à septembre 1988, contre 1 985 millions en Grande-Bretagne ou même 662 aux Pays-Bas (1).

La question posée est simple : à quatre ans du grand marché européen, la France ne fait-elle pas erreur à ne pas s'ouvrir complètement aux investisseurs nippons, en clair à ne pas les attirer coûte que coûte ? Pourquoi les refuser à Angers quand, de Grande-Bretagne, les nous expédieront les produits sans entrave après 1992, c'est-à-dire demain ? Ne crause-t-on pas deux déficits : celui de l'emploi mais aussi celui de la balance commerciale ?

La réponse est en réalité très complexe : il faut tenir compte de multiples effets induits chez les fabricants européens ou leurs sous-traitants. Le mieux serait évidemment une coordination globale à Bruxelles. Mais, en son absence, quelle doctrine adopter, en particulier dans l'automobile ?

ERIC LE BOUCHER.

(1) Derniers chiffres connus. Source : JETRO.

Télécommunications

ATT ou Siemens : Pitalie n'a pas encore choisi

Contrairement à ce que nous laissons entendre dans le Monde du 28 janvier, le conseil des ministres italien n'a pas annoncé, vendredi 27 janvier, à Rome, que le géant américain ATT était choisi pour partenaire central d'Italie, la société locale de télécommunications. Dans l'après-midi, en revanche, le ministre de la fonction publique, M. Cirino Pomicino, a fait savoir qu'une nouvelle réunion avec ses trois collègues des postes, du travail et des participations d'Etat, aura lieu au début de la semaine suivante. Un peu plus tard, la filiale italienne du groupe allemand Siemens, troisième candidat européen à l'association avec l'Italie (avec Alcatel et Ericsson), confirmait avoir fait une nouvelle proposition.

Bref, un peu embarrassé à l'idée d'annoncer un accord aussi capital avec un partenaire américain, la très européenne Italie semble vouloir jouer les prolongations. Aux challenges du groupe américain de savoir en profiter...

PECHE

Les élus et les professionnels de Saint-Malo reçus à Matignon

RENNES
de notre correspondant

Le conflit entre les pêcheurs de Saint-Pierre-et-Miquelon et ceux de Saint-Malo a connu, les 27 et 28 janvier, de nouveaux développements. A l'appel des salariés de la Compagnie (deux cents personnes, dont cent vingt marins), les habitants de Saint-Malo étaient appelés à participer samedi 28 janvier à une opération « ville morte ». Celle-ci devait se traduire par une fermeture des commerces et une manifestation dans les rues de la cité corsaire à midi.

Alors qu'un accord (dont on ignore les termes précis, notamment les compensations financières) était négocié vendredi soir au ministère de la Mer avec les représentants de la Compagnie et les élus malouins, cinq personnes observaient toujours

samedi matin une grève de la faim débutée jeudi dans un local de l'hôtel de ville de Saint-Malo.

Après l'occupation vendredi des bureaux des affaires maritimes et la présence prolongée du député René Couanau (CDS) à la sous-préfecture, seule subsistait samedi matin l'occupation du bureau de l'écluse, interdisant donc à trois navires l'accès aux bassins portuaires. Parmi eux un bateau soviétique venu pour charger une cargaison de viandes. Les dockers CGT de Saint-Malo ont alerté leur fédération pour que le chargement ne puisse pas se faire dans un autre port français.

Les élus et les professionnels malouins devaient — comme ceux de Saint-Pierre-et-Miquelon — mercredi 25 janvier, être reçus à l'hôtel Matignon samedi 28 janvier.

G. T.

حکومت الاموال

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

ALLUMÉS rue Vivienne depuis la mi-décembre, les lampions de la fête ont encore brillé d'un bel éclat ces derniers jours. Pour la sixième semaine consécutive, la Bourse de Paris a fait preuve de bonnes dispositions. Très bonnes même car, ralenti au cours de la précédente quinzaine, le mouvement de hausse s'est sensiblement accéléré, et les divers indices ont monté d'environ 3 %. Les professionnels n'en attendaient pas tant. Le mois boursier s'achevait lundi, et, vu le score de la liquidation générale (+ 3,14 %) - la meilleure depuis celle, somptueuse, du mois de juin 1988 (+ 12,95 %) -, des ventes bénéficiaires paraissent inévitables. Il n'en a pas produit effectivement. Mais, généralement bien absorbées, elles ne peseront pas outre mesure sur les cours (- 0,82 %).

Les syndicats de personnels (Bourse et sociétés de Bourse) ayant derechef appelé à la grève pour le lendemain, la journée de mardi ne s'annonçait pas sous de très bons auspices. Sur le MONEP (marché des options), le MATIF (marché à terme des instruments financiers) et les marchés de « futures », la paralysie fut totale. En revanche, le mot d'ordre de grève n'ayant pas été suivi à beaucoup plus de 18 % dans les sociétés de Bourse, le marché électronique en continua fonctionnant, lui, normalement. Le test sur la clientèle fut positif, et, malgré le climat d'incertitude créé par les arrêts de travail, des positions furent prises en ce début de mois boursier. Beaucoup plus qu'on ne s'y attendait (+ 1,89 %). Mercredi, la Bourse retrouvait le plein usage de ses mouvements et rééditait son exploit (+ 1,88 %). Trop vite, trop fort : tel était le sentiment général sous les lambris. Il était fondé. Jeudi, de nouvelles prises de bénéfices furent enregistrées et, en début d'après-midi, la baisse dépassait 1 %. Pas longtemps. Progressivement le marché réduisait l'écart et, à la clôture, l'indicateur instantané n'affichait plus qu'un repli de 0,69 %, somme toute assez modique. A la veille du week-end, de nouveaux dégagements survinrent, sans parvenir toutefois à infléchir de façon déterminante sur la tendance, qui se raffermirait quoique peu (+ 0,68 %).

Tant et si bien que, sans crier gare, la Bourse, cette semaine-là, s'est approchée à une cote de 1,2 % (environ) de son plus haut niveau historique, atteint le 26 mars 1987 (1460,4 à l'indice CAC). Le rejoindra-t-elle ?

Sommets en vue

Beaucoup s'étonnent déjà de sa dernière performance. A juste titre. Deux mauvaises nouvelles sont tombées, qui auraient dû contrarier les bonnes dispositions du marché. En premier lieu la hausse des taux de base bancaires (de 9,25 % à 9,60 %), ensuite l'aggravation du déficit commercial de la France pour décembre (4,1 milliards de francs contre 3,6 milliards le mois précédent). Certes, nul ne se bécotait trop d'illusions après la décision, prise l'autre semaine par la Banque de France, de relever son taux d'intervention d'un demi-point. Et l'accélération des investissements industriels ne laissait aucune chance à nos échanges extérieurs de se réajuster.

Phénomène du fait accompli ? La formule est jolie. Les commentateurs l'emploient souvent pour expliquer l'ineffable. Dépassé. Avec l'abondance des liquidités, les investisseurs sont tentés de voir plus loin. Certains emploieraient le verbe spéculer. Pourquoi pas ?

A dire vrai, le signal de la hausse est encore une fois parti de New-York. Contre toute attente, Wall Street s'est enflammé au point de repasser très vite et sans s'attarder ses niveaux d'avant le krach. C'est M. Alan Greenspan, président du Federal Reserve Board, la banque centrale américaine, qui a mis le feu aux poudres en promettant de tout mettre en œuvre pour enrayer les effets de la surchauffe, si d'adventurer l'administration ne voulait rien faire. Un peu plus de rigueur avec un peu moins de croissance : le programme présenté a suscité un très vif intérêt et, surtout, rassuré les milieux financiers. Le message a été reçu sur S ; des deux côtés de l'Atlantique, car ce qui est bon pour les Etats-Unis, l'est aussi pour l'économie mondiale, l'est aussi pour la vieille Europe. N'exagérons rien, les problèmes sont en fait autrement plus complexes, et, à elle seule, l'inversion des taux d'intérêt ne porte pas spécialement à se réjouir. Pour beaucoup, cependant, il s'agit là d'un schéma de raisonnement ancien. Ceux-là mêmes sont, à tort ou à raison, tentés de croire qu'une décente va se produire. Le résultat du PNB américain pour le quatrième trimestre, dont la publication était attendue avec impatience, semble

aller dans le sens des espoirs nourris. Apparemment, la croissance paraît s'être un peu ralentie aux Etats-Unis, repoussant d'autant la menace d'une surchauffe. Est-ce crédible ? Pour l'instant, une chose est certaine : Paris a la cote car la situation économique s'assouit quand même sensiblement en France. La pression à la hausse va-t-elle pour autant se maintenir ? Les investisseurs étrangers, sans être très actifs, sont en tout cas très attentifs à tout ce qui se passe sous les colonnes. Ainsi, cette semaine, les Britanniques ont fait preuve de velléités de très bon aloi. Mais tous les experts sont formels : à mesure que les cours montent, la demande va devenir plus sélective et le franchissement des plus hauts niveaux pourrait se révéler difficile. A moins qu'une nouvelle vague d'OPA ne déferle sur la Bourse. Pour l'instant, sur ce front, le plus grand calme règne et aucun mouvement significatif n'a été signalé ces derniers jours ; si ce n'est la surchaleur à 2 700 F de la CFAO sur la Roche méditerranéenne, bien décidée, semble-t-il, à barrer le chemin à Rallye.

Mais si l'on en croit les experts de la société de Bourse Didier-Philippe, les cibles d'OPA ne manquent pas. Et d'en citer dix-sept : ACCOR, Auxiliaire d'entreprises, Bouygues (dont le capital vient d'être versé avec plus de 50 % des droits de vote et l'entrée du japonais Nippon Life Insurance à hauteur de 1,7 %), BSN, CFAO, Club Méditerranée, DMC, Docks de France, Facom, Gascogne, Guyenne, Lafarge, Midi, Navigation mixte, Pernod-Ricard, Sommer Allibert et Strafor. Les « raiders » ont encore du pain sur la planche. A moins que la multiplication des mouvements de grève ponctuels ne les dissuade pour l'instant de tenter des opérations de grande envergure. Lundi prochain 30 janvier, l'intersyndicale des personnels de Bourse appelle encore à la grève à partir de 12 h 30. Il est possible qu'avec les perturbations causées et la proximité de la nouvelle réunion du C-7 (le 3 février), les opérateurs soient tentés de lever le pied la semaine prochaine.

Dernier fait à noter : la hausse du certificat d'investissement Pechiney (+ 13 %) en liaison avec les déclarations de son président, Jean Gandois, affirmant que son groupe était étranger à toutes les crises économiques par la production. Les échanges (environ 100 000 titres) ont été dix fois plus importants qu'à l'accoutumée. Depuis l'annonce du rachat d'American National Can, le certificat Pechiney a monté de 57 %.

ANDRÉ DESSOT.

Semaine du 23 au 27 janvier

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Forte hausse

Bonne, très bonne semaine pour Wall Street, où, bien installée, la hausse a poussé l'indice Dow Jones des industriels pour la première fois au-dessous de son niveau de l'avant-krach. Après une nouvelle montée des cours, ce dernier s'est finalement établi, vendredi, à 2 322,86, son point le plus élevé depuis le 15 octobre 1987.

Le gain hebdomadaire s'élève à 87,30 points, soit 3,9 %. Cette forte progression s'est accompagnée d'une augmentation de l'activité avec 982,8 millions de titres échangés (+ 21,5 %).

L'optimisme du marché a été essentiellement fondé sur la perspective d'une détente des taux d'intérêt. Le président du Fed, M. Alan Greenspan, s'est déclaré satisfait de la situation monétaire, assurant que la banque centrale avait bien en main. Il n'en a pas fallu davantage pour atténuer la crainte d'une hausse du taux de l'escompte, d'autant que l'on apprendit, peu après, que la croissance s'était ralentie pour le quatrième trimestre.

Le président George Bush a contribué de son côté à encourager le marché en se déclarant favorable à la baisse de l'impôt sur les plus-values.

	Cours 20 janv.	Cours 27 janv.
Alcoa	61 7/8	63 1/2
ATT	29 1/2	31 1/2
Boeing	59 7/8	63 1/8
Chase Manhattan Bank	31 3/8	31 3/8
De Pont de Nemours	94 3/8	108 1/2
Eastman Kodak	45 3/4	48 5/8
Exxon	45	46
Ford	52 1/2	54 1/2
General Motors	28 3/8	31 3/8
Goodyear	48 1/8	49
IBM	123 3/4	127
ITT	52 3/4	54 7/8
Mobil Oil	47 5/8	48 3/8
Pfizer	56 1/4	57 1/4
Schlumberger	35 1/4	35 1/2
Texaco	55 5/8	56 1/2
Union Carbide	112 3/4	117 1/2
USX	27 5/8	27 7/8
Westinghouse	31 1/2	32
Xerox Corp.	53 5/8	55 5/8
Xerox Corp.	58 5/8	62 3/4

LONDRES

Hausse en fin de semaine

La hausse a été de nouveau au rendez-vous. Mais elle s'est notablement accélérée en fin de semaine après l'annonce d'une réduction du déficit de la balance des paiements couverte pour décembre. Pour la première fois depuis le krach d'octobre 1987, l'indice « FT » des 100 valeurs a franchi la barre des 2 000 points. Sa hausse est ainsi ressortie à 4,6 %. Dans la City comme ailleurs, les milieux financiers sont convaincus que les taux d'intérêt ont atteint un pic d'où ils devraient progressivement redescendre.

Indice « FT » du 27 janvier : 2 005,9 (contre 1 917,5) ; 100 valeurs d'or, 173,9 (contre 164,3) ; fonds d'Etat, 88,78 (contre 88,15).

	Cours 20 janv.	Cours 27 janv.
Beecham	514	533
Bovril	437	453
BP	269	272 1/2
Charter	468	472
Courtauld	289	292 1/2
De Beers (*)	12 1/2	12 1/8
Free Gold (*)	7 1/16	7 11/16
Glaxo	11 3/64	11 47/64
GUS	16 3/32	16 1/2
ICI	10 3/4	11 3/8
Reuter	601	618
Shell	361	366 1/2
Unilever	404	410
Victors	173	178
War Loan	39 5/16	40

(*) En dollars.

FRANCFORTE

Hausse

Dopé par la fermeté de Wall Street, le marché allemand s'est raffermi après un démarrage assez hésitant. Des achats étrangers ont été enregistrés, notamment dans la sidérurgie et la chimie. L'indice de la Commerzbank du 27 janvier : 1 686,4 (contre 1 668,10).

	Cours 20 janv.	Cours 27 janv.
ABG	199,60	198,20
BAF	281,50	281,50
Boyer	238,10	247,20
Commerzbank	251,30	252,80
Deutschebank	251,30	253,70
Hoescht	295,10	307,90
Karstadt	425	445
Mannesmann	210,50	215,50
Siemens	523,20	538,40
Volkswagen	334,10	323,50

TOKYO

Nouveaux records

La Bourse japonaise a fortement progressé (+ 1,5 %), cette semaine, battant une fois de plus tous ses records d'altitude. La hausse conjuguée de Wall Street et du dollar a contribué à raviver l'optimisme, de même que le fléchissement des prix du pétrole.

Indice du 28 janvier : Nikkei, 31 679,07 (contre 31 170,38) ; Topix, 2 478,12 (contre 2 425,72).

	Cours 20 janv.	Cours 27 janv.
Aktel	718	727
Bridgeport	1 400	1 400
Canon	1 508	1 508
Fuji Bank	3 790	3 790
Honda Motor	2 680	2 150
Matsushita Electric	2 500	2 480
Mitsubishi Heavy	1 170	1 170
Sony Corp.	7 280	7 280
Toyota Motors	2 530	2 480

Banques, assurances sociétés d'investissement

	27-1-89	Diff.
Bail Équipement	310	+ 1
Banque (Cie)	564	+ 24
Cetelam	643	- 24
CFE	862	+ 2
CFI	490	+ 8
Chargé SA	1 725	+ 48
Eurofrance	1 769	+ 9
Hénin (La)	615	+ 6
Imm. Pl.-Monceau	355	+ 25
Locofrance	460	+ 23
Locidus	875	+ 14
Midi	1 705	+ 25
Midland Bank	208	+ 14,30
O F F	1 470	+ 49
Paris de l'Est	1 436,10	+ 1,70
Preiabel	1 071	- 45
Schneider	687	+ 31
Société générale	527	+ 12
Suez (Cie Fin.)	322	+ 14,50
UCB	190	+ 5

Matériel électrique

	27-1-89	Diff.
Alcatel	2 758	+ 128
Alstom	468	+ 8
CGE	411	- 5
Crouzet	457,10	- 6,90
CSEE (ex-Signaux)	696	+ 61
Général des Eaux	1 815	+ 36
IBM	1 783	+ 13
Internelec	1 530	+ 50
ITT	341	+ 7
Legrand	3 710	+ 69
Leroy-Somer	1 399	+ 12
Lyonnais des Eaux	1 710	+ 120
Maur	284,50	+ 16
Merlin-Gérin	3 685	+ 38
Moulinex	1 383,30	+ 7,80
PM Labinal	919	+ 44
Radiorécepteur	710	+ 76
Schlumberger	224	inch.
SEB	1 855	+ 18
Siemens	1 852	+ 17
Thomson-CSF	244,50	+ 13,50

Bâtiment, travaux publics

	27-1-89	Diff.
Auxil. d'entr.	966	- 9
Bouygues	637	+ 70
Ciments Français	1 300	+ 1
Dumez	909	+ 46
GTM	1 058	+ 68
J. Lefebvre	1 203	+ 53
Lafarge	1 530	- 1
Maitland	48	8,50
Poliet et Chausson	660	+ 13
SCREG	730	+ 27
SGE-SB	192,10	+ 12,10

Alimentation

	27-1-89	Diff.
Béghin-Say	610	+ 10
Bongrain	3 251	+ 141
BSN	708	+ 18
Carrefour	3 379	- 5
Cassino	2 118	+ 10
Eurocristal	2 818	+ 165
Guyenne et Gasc.	920	+ 13
Lesieur	2 540	+ 115
Molt-Hennessy	3 837	+ 92
Neut	29 990	+ 480
Océid. (Gie)	940	+ 14
Olida-Cab	477	+ 81,50
Pernod-Ricard	1 388	+ 38
Neut	2 877	+ 38
St-Louis-Borchon	1 327	+ 38
Source Perrier	1 772	+ 123

Pétroles

	27-1-89	Diff.
Elf-Aquitaine	441,50	+ 12
Esso	360,20	+ 11,20
Exxon	287,50	+ 6
Petrolfin	2 276	+ 47
B.P. France	89	- 3,20
Primagaz	715	+ 38
Raffinage	110,50	+ 16
Royal Dutch	377	+ 4,90
Sogehap	365	inch.
Total	423	+ 3,80

Valeurs diverses

	27-1-89	Diff.
Accor	640	+ 4
Arjomari	2 600	+ 81
Bic	840	+ 1
Bis	439,90	+ 30,90
CGIP	1 501	+ 21
Club Méditerranée	574	+ 21
Esilior	3 775	- 80
Europe I	1 740	+ 60
Groupe Ciel	3 300	- 50
Hachette	347,20	+ 21,70
HAVAS	718	+ 5
L'Air liquide	1 637	+ 14
L'Oréal	4 279	+ 56
Navigation Mixte	1 174	+ 16
North-Est	152	+ 1
Saint-Gobain	623	- 2
Sand	740	+ 11
Skiis Rougier	1 170	+ 64

Produits chimiques

	27-1-89	Diff.
Inst. Mérieux	7 010	- 70
Labo. Bell	1 651	- 19
Roussel Ucl	1 580	- 120
Basf	983	+ 9
Seyr	1 637	+ 11
Hoechst	1 060	+ 39
Imp. Chemie	124,90	+ 6,70
Norsk Hydro	135,30	+ 0,40

Filatures, textiles, magasins

	27-1-89	Diff.
Agache (Fin.)	1 651	- 39
BHV	566	+ 6
CAFO	2 122	- 33
Danar-Serviposte	3 520	+ 20
DMC	520	+ 14
Galerie Lafayette	1 340	+ 30
La Redoute	3 445	+ 85
Nouvelles Galeries	625	+ 6
Printemps	647	+ 2
Roudier	194	- 6
SCOA	66,80	+ 9,20

Valeurs à revenu fixe ou indexé

	27-1-89	Diff.
PMF 10,6 % 1976	103,25	inch.
8,80 % 1977	125,10	+ 0,05
10 % 1978	103,05	+ 0,20
9,80 % 1978	102,68	+ 0,08
9 % 1979	101,30	+ 0,24
10,80 % 1979	106	+ 0,20
16,20 % 1982	106,98	+ 0,12
16 % 1982	109,10	- 0,35
15,75 % 1982	104,20	- 0,20
CNE 3 %	3 731	+ 56
CNE 5 %	16,95	+ 0,05
CNE Paris 5 000 F	102,90	+ 0,06
CNE Suez 5 000 F	102,90	+ 0,06
CNE 5 000 F	101,98	- 0,02

Mines, caoutchouc,

	27-1-89	Diff.
Géophysique	620	+ 13
Michelin	197	+ 5,70
Métaleurop	125	+ 31
RTZ	54,95	+ 1,45
ZCI	2,67	+ 0,36

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 20-1-89	Cours 27-1-89
Or fin (libre en barre) - (kilos en lingots)	81 800 81 800	81 600 81 550
Pièces françaises (20 fr.)	488	467
• Pièces françaises (10 fr.)	359	358
Pièces suisses (20 fr.)	498	498
• Pièces suisses (10 fr.)	471	489
• Pièces suisses (500 fr.)	462	467
Souverains	594	596
• Souverains Elisabeth II	600	599
• Demi-souverains	410	431
Pièces de 20 dollars	2 880	2 746
• - de 10 dollars	1 860	1 930
• - 5 dollars	750	789
• - 50 pence	3 045	3 045
• - 20 marks	586	595
• - 10 florins	494	498

Crédits, changes, grands marchés

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Impressionnants succès japonais

Le ton est à l'optimisme sur le marché international des capitaux, du moins dans le compartiment des obligations en dollars. La fémoté de la devise américaine séduit les opérateurs qui ont retenu la semaine passée que les plus économi- gantes des dernières statistiques économiques publiées aux États-Unis, celles qui témoignent d'un ralentissement de la croissance et d'une modération de l'inflation. Tout semble indiquer qu'un emprunteur de qualité n'a aucun problème de peine à se procurer un succès en lançant une émission en dollars à taux fixe de type classique. Mais pour que l'activité primaire s'accroisse vraiment, il faudrait que les possibilités d'investissement s'y prêtent et que les entreprises puissent répondre aux exigences des grands débiteurs en matière de swaps. Le sentiment est tout autre en ce qui concerne les emprunts libellés en monnaies fortes d'Europe, qui se résument vivement de la rigueur des politiques monétaires menées en Allemagne et en Suisse.

En fait ces derniers jours, l'attention a été attirée par l'ampleur extraordinaire — et le succès — des émissions lancées à Londres pour le compte d'entreprises industrielles japonaises par le truchement des grandes maisons de titres nipponnes. Ces dernières ont émis, la semaine passée, en dix transactions distinctes, pour près de 5 milliards de dollars d'obligations libellées en dollars d'Europe (ou de type « euro ») et de souscription d'actions. L'annonce de la Banque de Tokyo qui émettait ces obligations de favoriser ce mode de financement très avantageux dont s'est assuré l'industriel japonais. Les emprunts obligataires sont d'une telle importance, le milliard de dollars n'étant plus une exception. La rémunération facile est faible, de l'ordre de 4,5 % dans la plupart des cas. Les bons qui accompagnent les obligations sont détachables et, durant presque cinq ans, ils pourront être échangés contre des actions des sociétés émettrices, sur la base d'une prime de l'ordre de 2,5 %. Le produit des emprunts est généralement détaché contre des fonds de verse à des conditions qui réduisent finale-

ment le coût de ces opérations à 1 % au moins pour les entreprises qui ont recours à cette solution. Canon, NEC, Nippon Steel et Kobe Steel sont au nombre des derniers emprunteurs, et leurs opérations se poursuivent jusqu'à la fin du mois de janvier. Le marché japonais a des cours allant jusqu'à 7 % au-dessus de leur prix d'émission. Pour ce qui est de l'unité monétaire européenne, la situation s'est sensiblement dégradée ces dernières semaines. La montée du niveau de l'intérêt dans les grands pays européens a contribué à cette évolution, mais il semble bien que la dégradation soit de nature plus fondamentale. La définition même de l'ECU est à l'origine des maux du moment. L'ajout de la peseta espagnole et la révision de la parité de poids des devises qui entrent dans la composition de cette unité monétaire se traduisent par un affaiblissement de la valeur extérieure de l'ECU et par une hausse des taux de rendement qui y sont associés. De cela on est conscient depuis longtemps (voir en particulier le Monde des 24 et 25 décembre 1988). Mais depuis le 1^{er} janvier, le problème apparaît chaque jour avec plus d'acuité.

D'éléments vraiment nouveaux, il n'y en a pas, si ce n'est peut-être la certitude que les investisseurs japonais se désintéressent de ce type de placement. Leur indifférence est d'autant plus patente qu'elle vient d'être mise en évidence par toute une série de sondages sur les intentions des grands gestionnaires de fonds de Tokyo. Des enquêtes ont été menées à ce sujet à l'occasion des travaux préparatoires du premier emprunt d'Etat français libellé en ECU qui devrait bientôt voir le jour. Ce n'est qu'une fois que la valeur nouvelle de l'ECU sera bien établie que l'on pourra compter sur un regain d'intérêt au Japon. En outre, le sentiment à l'égard de l'ECU risque de se ressentir de toute une série de statistiques annuelles qui n'ont pas encore été publiées avec toute l'attention requise. Elles montrent, par exemple, qu'en Allemagne on tient toujours cette unité monétaire pour quantité négligeable. La Bundesbank vient en effet de publier ses derniers chiffres relatifs aux dépôts en monnaies étrangères tenus en Allemagne et à l'étranger (sur l'euro-marché) par des créanciers autres que des banques. Au milieu de 1988, l'ensemble de ces dépôts représentait en tout 2,5 % de la masse monétaire M3, comprise dans sa définition la plus large. Pour ce qui est des seuls dépôts en ECU, leur part n'atteignait même pas un pour mille de M3.

Il reste que les débiteurs sont encore nombreux à envisager le placement d'emprunts internationaux en ECU. Leurs projets n'ont cependant pas abouti la semaine passée, en dépit d'une situation technique plutôt favorable. Des possibilités d'arbitrage très engageantes, qui auraient en d'autres circonstances facilité l'émission d'obligations en ECU, ont en effet été négligées par les eurobanques devant ce qu'elles percevaient comme des menaces d'abandon d'un très grand nombre d'investisseurs.

Dans le compartiment de l'euro-franc français, la situation demeure favorable en dépit des déceptions que les derniers résultats du commerce extérieur ou la montée du loyer de l'argent peuvent avoir apportées. On se plaît à souligner à Paris que l'essentiel des acquisitions de ce dernier mois a pu être maintenu. L'activité primaire demeure importante, et le système fonctionne dans un climat de sérénité. On s'attend cependant à ce que la hausse des émissions de dix ans de durée, ce qui permettrait aux banques de disposer du marché de se confirmer avec plus d'acuité encore. Une euro-emission nouvelle pour la République de Finlande a été émise mercredi dernier, qui se greffe sur une opération ayant encore un peu plus de sept ans à courir. Comme la transaction de départ date de 1986, son taux de coupon est bas, de 7,75 % seulement. En compensation, le prix d'émission a été fixé nettement au-dessus du pair, à 96,25 %, ce qui porte le rendement actuel brut à 8,46 %. Le chef de file de cet emprunt est la Banque Indusuisse.

CHRISTOPHE VETTER.

DEVISES ET OR

Un dollar désobéissant

Les banques centrales ont décidé de freiner coûte que coûte la hausse du dollar. Elles sont intervenues, sinon avec succès, du moins avec ténacité. Le 27 janvier, on retrouvait, unies dans leurs ventes de dollars sur les marchés des changes, la Réserve fédérale américaine, la Bundesbank allemande, la Banque de France, celles d'Angleterre, d'Italie, et plusieurs autres encore. Seule la Banque du Japon n'a pas encore signalé sa détermination de lutter contre la poussée de la monnaie américaine.

Depuis près d'un mois qu'a commencé l'ascension du dollar, les interventions des instituts d'émission étaient parvenues, sinon à enrayer le mouvement, du moins à l'interrompre temporairement. Le 27 janvier, en revanche, leur action n'a pas provoqué de repli passager. Au moment où les cambistes remarquaient la présence de la Réserve fédérale, ils se mettaient même à vendre de plus belle la devise américaine. En conséquence, celle-ci, maintenue tout au long de la période sous revue dans une bande de fluctuations étroite, a terminé la semaine sur une note très haussière. A Paris, le dollar s'échangeait en fin de journée le 27 à près de 6,34 F, alors qu'il valait 5 centimes de moins quelques heures plus tôt, et qu'il avait clôturé la semaine du 20 janvier à 6,2775 F. A New-York, le billet vert progressait jusqu'à 1,8630 DM et près de 130 yens.

Si les banques centrales ne parviennent même pas à donner l'aspect de quelques séances, voire quelques heures, de répit au dollar dans sa marche ascendante, c'est bien le signe que celui-ci bénéficie d'un immense soutien parmi les opérateurs. De nombreux économistes estiment que le dollar se situe désormais au-dessus de sa parité de pouvoir d'achat. Ces thèmes seront assurément discutés le 3 février à Washington, lors de la réunion du groupe des sept principaux pays industrialisés (G 7). Comme l'annonçait le nouveau ministre des Finances japonais M. Tatsu Murayama, les Sept poursuivront leur discussion sur les moyens d'assurer la stabilité des changes et de coordonner leurs politiques respectives. On aurait pu s'en douter.

Plus que les changes, les taux d'intérêt seront au cœur des entretiens de Washington. Ce problème actuel du dollar se résume en ceci : il n'y a pas de raison de placer des liquidités en Allemagne à un rendement de 5 % environ, alors que l'on peut trouver une rémunération supérieure à 9 % aux États-Unis, que le dollar est en hausse et que le différentiel d'inflation entre les États-Unis et la RFA pourrait bien diminuer.

Aux États-Unis, il continue d'être beaucoup question du différentiel entre le président George Bush et le président de la Réserve fédérale,

Alan Greenspan. Le premier s'inquiète avant tout de maintenir la croissance du pays à un rythme convenable, alors que le deuxième voudrait calmer les pressions inflationnistes provoquées par une demande intérieure soutenue. Cependant, les cambistes s'attendent pas du G 7 de révélation sur l'orientation future du dollar. Ce qui les intrigue porte sur la question de savoir ce qui se passera au cas où les banques centrales cessent d'intervenir. Verra-t-on la devise américaine sortir de sa fourchette de fluctuation fixée par les accords du Louvre de février 1987 ? On estime généralement que la parité à ne pas dépasser est de 1,90 DM.

En Allemagne fédérale, la hausse du dollar fait grincer les dents des autorités monétaires, favorables à un mark fort. La position de la monnaie allemande au sein du SME s'est légèrement détériorée au cours des derniers jours. La devise allemande est tombée le 27 janvier un instant au-dessous de 3,40 F, pour la première fois depuis plusieurs mois. Le cours de clôture s'est établi à 3,4010 F.

FRANÇOISE LAZARE.

COURS MOYENS DE CLÔTURE DU 23 AU 27 JANVIER

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Unité	SEB	France	France	D. mark	France	France	Lira
			franc	franc	franc	franc	franc	franc
New-York	1,7688	—	15,8932	63,5727	54,8548	2,5848	47,8927	0,8748
	1,7678	—	15,8799	63,5162	54,7741	2,5913	48,0769	0,8739
Paris	11,1242	6,2928	—	488	348,10	16,2583	301,34	4,2538
	11,0923	6,2775	—	488,60	348,78	16,2571	301,34	4,2431
Zurich	1,178	1,178	28,60	—	85,474	4,6966	75,335	1,158
	1,178	1,178	28,60	—	85,474	4,6966	75,335	1,158
Frankfurt	3,2788	1,8580	29,2631	117,61	—	4,7884	88,6015	1,383
	3,2856	1,8425	29,2631	117,61	—	4,7745	88,5817	1,3827
Bonn	68,4316	38,79	6,1507	24,0829	209,19	—	18,5344	2,8824
	68,1885	38,49	6,1473	24,0366	209,44	—	18,5229	2,8842
Amsterdam	3,6916	2,8889	33,181	125,34	117,26	—	3,993	—
	3,6916	2,8889	33,181	125,34	117,26	—	3,993	—
Bruxelles	238,34	135,1	214,88	829,58	738,81	34,9384	647,51	—
	238,34	135,1	214,88	829,58	738,81	34,9384	647,51	—
Madrid	228,98	135,1	214,88	829,58	738,81	34,9384	647,51	—
	228,98	135,1	214,88	829,58	738,81	34,9384	647,51	—
Tokyo	226,35	128,18	204,95	81,6181	69,5676	3,3356	61,2379	0,8992
	226,35	128,18	204,95	81,6181	69,5676	3,3356	61,2379	0,8992

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 27 janvier, 4,8588 F contre 4,9004 F le vendredi 20 janvier.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Sous la menace de l'inflation

La poussée des taux courts constatée actuellement sur l'ensemble des marchés n'a rien de surprenant. Au cours des derniers jours, les représentants de plusieurs États ont affirmé leur volonté de mener une politique monétaire plus restrictive. C'est le cas de l'Allemagne, où Karl Otto Poehl, président de la Banque centrale (Bundesbank), a déclaré, une semaine après le relèvement du taux de l'escompte, que le taux lombard (portés à 4 % et 6 % respectivement) que la politique allemande allait être « moins expansive que jusqu'à présent ». C'est également le cas des États-Unis, où Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale américaine, s'est inquiété publiquement d'une « sérieuse intensification des pressions inflationnistes ». C'est le cas au Japon,

enfin : dans ses prévisions économiques trimestrielles, la Banque centrale a évoqué le risque de « dérive inflationniste ».

La détermination des autorités à lutter contre l'inflation, ainsi que l'annonce, vendredi 27 janvier, d'une croissance du PNB américain au quatrième trimestre légèrement moins forte que prévu (2 % soit 3,8 % sur l'ensemble de 1988) ont permis une certaine détente sur les taux longs en fin de semaine. Le rendement de l'emprunt à trente ans du Trésor américain — 9 %, échéance 2018 — a fléchi de 8,86 % en début de semaine à 8,72 % le 27. L'inversion des taux aux États-Unis est toujours très nette, les taux courts étant au-dessus des taux longs. L'émission par le Trésor de « notes » à deux

ans, le 25 janvier, a fait l'objet d'une demande record, tant et si bien que le rendement est passé à 9,08 %. De leur côté, les fonds fédéraux ont poursuivi leur ascension, remontant presque à 9 1/8 % le 27, contre 8 7/8 % une semaine auparavant.

En Allemagne, où les prix sont, en janvier, en hausse de 2,5 % par rapport à janvier 1988, le relèvement des taux le 19 janvier a été suivi par une nouvelle hausse du rendement moyen sur les emprunts d'Etat. Conjugués, ces deux facteurs augmentent assez mal une stabilité du loyer de l'argent en RFA, et par-là même en France.

Le marché obligataire français a relativement mal réagi à l'appel d'offres allemand du 24 janvier, à l'occasion duquel 8 milliards de marks ont été retirés du marché. La France ne peut rester à l'écart d'une hausse des taux outre-Rhin. Cela est pris en compte par les opérateurs. Leur seule consolation réside peut-être dans la très bonne tenue du franc face au mark, liée à la progression du dollar (voir la rubrique : « Les devises et l'or »). Cette fermeté de la monnaie nationale rend le marché français attrayant pour les étrangers.

Ainsi, le taux au jour le jour restait relativement stable, aux environs de 8 1/2 %, depuis que le taux d'intervention de la Banque de France a été relevé de 7,75 % à 8,25 % le 19 janvier. L'incertitude qui pesait sur la réaction des banques à l'augmentation des taux directeurs français a été levée le 23 janvier, lorsque le CCF, suivi de toutes les principales banques françaises, a décidé de relever son taux de base bancaire de 0,35 point, à 9,60 %. Ce taux de base retrouve donc le niveau qui a été le sien de mai 1986 à juillet 1988.

Chahuté par les interrogations sur les taux américains et allemands et par l'annonce d'un déficit commercial de la France de 4,1 milliards de francs en décembre, le MATIF s'est cependant bien comporté au cours des dernières séances, le cours de l'échéance de mars se traitant autour de 107,80 en début comme en fin de semaine.

F. L.

MATIÈRES PREMIÈRES

Le cacao tire la mauvaise fève

L'annonce des matières premières depuis plusieurs années, le cacao n'a rien de surprenant, pas à partir du moment où la montagne gigantesque de fèves dans laquelle il est emboîté. Aujourd'hui, le climat de crise s'alourdit car, après plus d'une semaine de négociations, à Londres, les pays producteurs et consommateurs membres de l'Organisation internationale du cacao (IOCCO) n'ont pas pu trouver de consensus pour remettre sur le rail un accord international paralyisé depuis un an et demi.

En deux ans, le cacao a perdu 40 % de sa valeur et le stock régulateur de l'IOCCO, normalement destiné à soutenir ses cours par des achats, s'est très vite révélé inefficace en atteignant en six mois sa capacité maximale de 250 000 tonnes. La situation est actuellement critique, car que cette dernière a entamé pour la cinquième année consécutive une campagne excédentaire. Selon les professionnels, les stocks mondiaux représenteront d'ici à la fin de l'année environ un million de tonnes, soit l'équivalent de la moitié de la production mondiale.

L'accord conclu récemment entre Sucre et Denrées, d'une part, et la Côte d'Ivoire, de l'autre, a, pendant quelques jours, donné une impulsion aux prix. La vente de 400 000 tonnes de fèves ivoiriennes à la maison de négoce française représentait, en effet, un incontestable assainissement du marché. Mais l'annonce du stockage de 200 000 tonnes pour une période minimum de deux ans, semblait à s'y méprendre à la création d'un stock tampon parallèle, devait rapidement décevoir les espoirs. En outre, les opérateurs du marché de Londres ont observé que Sucre et Denrées avait du mal à pla-

cer une partie des 200 000 tonnes théoriquement destinées à des utilisateurs finaux. Le refus de la Côte d'Ivoire de donner des facilités supplémentaires sur l'accord passé avec la maison française (notamment sur une éventuelle aide financière de la France) a fait qu'accentuer le trouble, alors que de gros importateurs européens, comme l'Allemagne fédérale ou les Pays-Bas, demandent toujours des explications au niveau de la Commission européenne.

Dans ce contexte, la réunion de Londres ne pouvait que démentir sur des bases fragiles. L'abaissement de 115 DTS (un droit de tirage spécial — 33 dollars environ) de la fourchette de prix défendue par l'accord (plancher de 1 485 DTS par tonne et plafond de 2 155 DTS), réclamé par les pays producteurs, est immédiatement hanté à l'hostilité des membres exportateurs. Par ailleurs, le mécanisme de retrait volontaire qui prévoit, aux termes du pacte signé en 1986, le stockage de 120 000 tonnes de fèves dans les pays producteurs a également été rejeté pour des questions financières. L'IOCCO, qui devrait, dans ce cas de figure, contribuer au financement des stocks, ne dispose plus de ressources suffisantes car de nombreux pays n'ont pas payé leur contribution au fon-

ctionnement du stock régulateur. Les arriérés qui lui sont dus s'élèvent à 84 millions de dollars. A Londres, dont 56,4 millions pour la Côte d'Ivoire et 13,4 pour le Brésil. Le directeur du stock tampon s'est même vu contraint de renoncer au renouvellement de dix mille tonnes de ses réserves pour économiser 2 millions de dollars. Selon un professionnel, « il ne peut y avoir que jusqu'en septembre ». A partir de l'automne, il devrait donc commencer à vendre une partie de ses réserves pour financer son stock, ce qui contribuerait sans aucun doute à peser sur les cours.

Paradoxalement, les cours des fèves ont enregistré une légère reprise ces derniers jours. A Londres, l'échéance mars a clôturé la semaine à 861 livres la tonne. Sur le marché de New-York la cotation s'inscrit même en déport (cours du comptant supérieur au terme qui reflète traditionnellement une pénurie de marchandises disponibles). La politique de rétention pratiquée par la Côte d'Ivoire depuis la mi-1987 a provoqué une tension sur le physique. Si des pays comme la Malaisie se sont engouffrés dans la brèche, le manque de cacao de qualité supérieure se fait toujours sentir.

ROBERT RÉGUER.

La Commission européenne enquête sur les aides de l'Etat à Pechiney

Pechiney est assailli sur la sellette à Bruxelles. Sous un autre angle et de manière confidentielle, la Commission européenne a ouvert, au début de l'année, une enquête sur l'opération réalisée en novembre dernier par le groupe français.

BRUXELLES
(Communiqués européens)
de notre correspondant

Saisi par des plaintes de British Steel et de l'association de producteurs d'acier allemands de motifs d'emboîtement (notamment de la CEE), l'exploit de la CEE a saisi à Paris un questionnaire auquel il n'a pas encore répondu, portant essentiellement sur la situation, en capital d'un milliard de francs par l'Etat, et le contrat d'EDF pour la fourniture d'électricité à la future usine de Dunkerque. Le Monde du 22 novembre.

A Bruxelles, on se montre très surpris par l'annonce de la création d'une usine d'aluminium ayant une capacité annuelle de 200 000 tonnes. Depuis le début des années 80, la Commission affirme que les capacités des Douze sont excédentaires dans ce secteur. Les milieux communautaires ne manquent pas de rappeler également qu'en 1984 les subventions avaient été autorisées sous deux conditions : qu'il n'y ait plus d'avancé et que Pechiney ne crée pas de nouvelles installations.

Dans ce contexte, les services de la Commission ont très mal accueilli le soutien financier du gouvernement français. La fourniture de courant à tarif inférieur de plus de la moitié au prix normal conduit les experts chargés de surveiller le respect des règles de concurrence en vigueur dans la Communauté à émettre de sérieux doutes sur la coopération entre EDF et Pechiney. Bruxelles cherche, en outre, à savoir si la filiale, commune aux deux sociétés, béné-

ficiaria des exonérations d'impôts sur les bénéfices pendant dix ans au titre des « zones d'entreprises » créées par M. Madelin pour venir en aide aux régions gravement touchées par les restructurations industrielles.

Certaines voix, rares il est vrai, font toutefois valoir à Bruxelles que la Commission fait de voir dans ce dossier que la construction de l'usine de Dunkerque. Après tout, remarque-t-on, l'aide de l'Etat, qui, en l'occurrence, a joué son rôle d'accompagnement, représente à peine un dixième du montage financier de Pechiney.

S'agissant de l'association des deux entreprises, les mêmes sources indiquent que l'opération se défend parfaitement sur le plan industriel, chaque partenaire apportant sa matière première (Pechiney l'alumine, EDF l'électricité). Dans ces conditions, EDF est en droit de fournir son courant à un prix avantageux, d'autant que sa production peut difficilement accéder au marché des autres États membres.

MARCEL SCOTTO.

PRODUITS	COURS DU 27-01
Café (Londres)	1,330 (+ 9)
Trôle café	2,584 (+ 12)
Aluminium (Londres)	2,584 (+ 12)
Trôle aluminium	10,840 (+ 500)
Nickel (Londres)	1,730 (+ 20)
Trôle nickel	1,730 (+ 20)
Caoutchouc (Londres)	1,330 (+ 17)
Trôle caoutchouc	1,330 (+ 17)
Cuivre (Londres)	1,485 (+ 25)
Trôle cuivre	440 (+ 5)
Or (Londres)	271 (+ 6)
Trôle or	246,59 (+ 5,6)

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

سكوت من الامم

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TELEMATIQUE
3 Pologne : accord entre la direction communiste et Solidarité. - Pays-Bas : la libération de deux criminels de guerre nazis. 4 La visite en Chine du président de l'OUA. - Afghanistan : la fermeture des ambassades.	5 Les affaires Pechiney, Société générale et l'inter-vention du premier ministre. 6 La préparation des élections municipales. 7 Les grèves et les manifestations contre les projets de M. Jospin. - Livres politiques, par André Laurens.	8 Justice : Enquête sur un centre éducatif dans le Jura. - La commission de la Haute Cour clos le dossier Nucci. - Sports : Tennis, Steffi Graf, puissance 5.	9 Les collections printemps-été des couturiers. - Théâtre : la Bonne Mère, de Goldoni.	13 États-Unis : la croissance a atteint 3,8 % en 1988. - Toyota veut construire une usine en Europe. - Syndicats : M. Krasucki va se maintenir à la tête de la CGT ; la succession de M. Bergeron à FO. 14-15 Marchés financiers.	Abonnements 2 Cartes 11 Météorologie 11 Mots croisés 11 Radio-télévision 11 Spectacles 10	● Tout savoir sur les « affaires » JOUR ● Un œil sur la cote, l'autre sur votre portefeuille BOURSE ● Abonnez-vous au Monde par minitel ABO ● Jouez avec le Monde JEUX 3615 taping LEMONDE

En visite à Beauvais

M. Mitterrand appelle à « plus de solidarité entre les Français »

BEAUVAIS
de notre envoyé spécial

M. François Mitterrand s'est officiellement rendu à Beauvais, chef-lieu de l'Oise, vendredi après-midi 27 janvier, pour inaugurer les nouveaux ateliers de la Manufacture nationale des tapisseries, en présence du ministre de la culture, M. Jack Lang, et du ministre de l'intérieur, M. Pierre Joxe. Mais le président de la République a surtout prononcé, au cours d'une allocution à l'issue de la visite, un hommage appuyé au maire socialiste de Beauvais, M. Walter Ansallem, candidat malheureux aux dernières législatives, et qui affrontera sans doute aux municipales le nouveau député RPR du département, M. Olivier Dassault, présent lors de la visite de la Manufacture aux côtés du président RPR du conseil général, M. Jean-François Mancel. Remettant à M. Ansallem les insignes d'officier de la Légion d'honneur, le chef de l'Etat a honoré en lui « l'exemple du bon citoyen voué à sa tâche » et animé de « la passion du bien public ».

M. Mitterrand n'a fait, dans son discours, aucune allusion aux « affaires ». Il a simplement lancé, en évoquant la compétition de la France avec les autres grands pays

sur le terrain de l'économie internationale, un nouvel appel à la cohésion nationale. « Pourquoi est-ce qu'on ne grignoterait pas ceux qui se trouvent placés devant nous ? », a-t-il demandé après avoir souligné les performances des Etats-Unis, du Japon et de l'Allemagne de l'Ouest. « C'est comme dans la course. Ce n'est pas la peine de stopper. Il faut du courage, de la ténacité, de l'imagination et une volonté créatrice », mais aussi, a-t-il ajouté, « un peu plus de solidarité entre les Français. Car comment voulez-vous qu'une équipe gagne si la zizanie s'installe le long de la route ? (...) Il faut un minimum de solidarité nationale ». M. Mitterrand a pour suivi en disant : « De ce point de vue, le développement des choses, la concurrence des grands intérêts, l'énorme anarchie qui se répand partout conduisent, dans une conception exagérée libérale, c'est-à-dire la conception de la jungle, à une société où le plus fort a toujours le droit d'écraser le plus faible. Je pense que ce n'est pas comme ça qu'on donnera un élan national et qu'on continuera, ici, là, partout — et c'est nécessaire — de promouvoir le pouvoir d'achat de ceux qui produisent et de ceux qui travaillent ».

M. Mitterrand a souligné, d'autre part, l'importance de la dimension

culturelle dans l'action des pouvoirs publics : « La France ne trouvera son véritable élan que dans l'identité culturelle », a-t-il affirmé.

A sa sortie de l'hôtel de ville de Beauvais, le président de la République a été accueilli par quelques slogans hostiles au ministre de l'éducation nationale, lancés par un petit groupe d'enseignants en grève : « Plus de Jospin à l'éducation ! » Il n'y a prêté aucune attention.

Dans la matinée, le président de la République s'était rendu à Grandvilliers pour inaugurer les locaux du nouvel hôpital-hospice de cette commune, quatre ans après la destruction d'une partie de cet établissement par un incendie qui avait fait vingt-quatre morts. M. Mitterrand, qui s'était, à l'époque, immédiatement rendu sur place, a félicité le maire, M. Guy Bouvier, et tous ceux qui ont contribué à la rénovation des lieux. « Nous avons développé un plan qui doit mettre fin à ces hospices de l'ancien temps », a-t-il déclaré en présence du ministre de la santé, M. Claude Evin. Nous n'en avons pas fini, mais mon engagement porte sur une période qui s'achèvera avant la fin du septennat ».

A. R.

La convention nationale du PS

Un rapport demandé par M. Mauroy constate le « malaise » des femmes au Parti socialiste

La question de la place des femmes sur des listes du Parti socialiste pour les élections municipales devrait être soulevée de nouveau à la convention nationale, notamment par M^{me} Yvette Roudy, membre du secrétariat national, chargée des droits des femmes, qui avait déjà demandé, lors de la convention d'Epinay, en novembre dernier, l'application d'un quota de 30 % en position éligible.

Un rapport, demandé par M. Pierre Mauroy en tant que président de la Fédération nationale des élus socialistes et républicains (FNESR) à M^{me} Régine Saint-Cricq, conseiller régional d'Ile-de-France, fournit des indications précises sur la place des femmes dans le PS et sur leurs souhaits. Les informations recueillies par M^{me} Saint-Cricq résultent du dépouillement de 484 questionnaires remplis par des femmes élues du PS (500 questionnaires avaient été, aussi, envoyés à l'ensemble des hommes élus socialistes du Vaucluse, des Hauts-de-Seine et du Territoire-de-Belfort, mais 38 d'entre eux seulement y ont répondu...). Dans 83 départements, aucune femme socialiste n'a été élue

député en 1988. Le pourcentage de femmes au sein du groupe socialiste de l'Assemblée nationale est passé de 9,8 % en 1986 à 6,1 % en 1988, ce qui met ce groupe derrière celui du RPR (7,8 %). Parmi les conseillers régionaux socialistes, on compte 11,4 % de femmes.

Les deux tiers de femmes titulaires d'un mandat électif au titre du Parti socialiste ont entre quarante et soixante ans. 68 % d'entre elles sont mariées, et 6 sur 10 ont au moins un enfant au foyer. Professionnellement, elles se situent au niveau cadre moyen (21 %) ou ouvrières ou employées (10 %) ou bien sont retraitées (15 %) ou femmes au foyer (12 %). Pour celles qui ont une activité, 63 % d'entre elles l'exercent dans le secteur public, 38 % de l'ensemble étant enseignantes. Les deux tiers d'entre elles ont un niveau de formation au moins égal au baccalauréat et, pour la moitié d'entre elles, de niveau supérieur.

C'est dans les mairies que l'on trouve, de loin, le plus de femmes élues : 67 % de celles qui ont répondu au questionnaire de M^{me} Saint-Cricq

sont conseillères municipales. On compte 26 % d'adjointes au maire et 4 % de maires. Pour les autres mandats, les réponses se situent entre 0 % et 4 %. La moitié des élus socialistes ont obtenu leur mandat en 1983 et un quart l'avait obtenu en 1977. La plupart d'entre elles envisagent de conserver le même mandat, mais 30 % de ces élus souhaitent l'abandonner, soit parce qu'elles se déclarent déçues ou estiment que rien n'est fait pour favoriser l'exercice de leurs fonctions.

On constate que, dans les mairies, les secteurs d'activité dévolus aux femmes sont prioritairement les affaires sociales, la culture et l'éducation. Ce n'est que parmi les adjointes au maire que l'on trouve 54 % de responsables finances et 36 % de responsables de l'urbanisme et des travaux. Pourtant, un tiers des élus municipales socialistes aimeraient se consacrer aux affaires économiques, et un autre tiers à l'urbanisme.

Pour ce qui est des responsabilités au sein du parti, on observe que les trois quarts des élus n'en exercent aucune, même au niveau local. 15 % d'entre elles sont membres de la commission exécutive fédérale. En revanche, la grande majorité de ces élus sont ou ont été membres d'une ou de plusieurs associations et d'un syndicat.

Les élus socialistes souhaitent que le quota de femmes, pour les postes électifs, soit porté à 30 % et progressivement augmenté à chaque congrès pour atteindre 50 % en 1998. Elles constatent, cependant, que le quota actuel de 20 %, inscrit dans les statuts, n'est pas appliqué.

Au total, conclut M^{me} Saint-Cricq, les élus socialistes éprouvent « un véritable malaise qu'il serait abusif sans doute d'exagérer mais qu'on aurait tort de sous-estimer ».

P. J.

A Metz, accord entre M. Rausch et le PS

Un accord est intervenu entre le maire CDS de Metz, M. Jean-Marie Rausch, ministre du commerce extérieur, et le PS pour la formation d'une liste commune aux prochaines élections municipales. La liste d'ouverture, qui s'appellera « Metz-Union », comportera 15 socialistes sur les 44 premières places, ce qui ne donne pas aux anciens opposants la minorité de blocage. Quatre postes d'adjoints, notamment, seront par ailleurs réservés au PS. La liste doit être présentée dans quelques jours. Deux autres listes, l'une centriste et l'autre RPR, se sont déjà fait connaître.

ÉTATS-UNIS

M. Bush prendra son temps pour développer les relations avec l'URSS

Washington. — « Je voulais simplement passer, vous tenir au courant » : c'est de cette façon détendue que M. George Bush a expliqué le caractère imprévu de sa première conférence de presse, vendredi 27 janvier, à 16 heures. Les « vieux routiers » de la presse accréditée à la Maison Blanche y voient une confirmation de la volonté du nouveau président de rompre avec le caractère formel, voire guindé, des relations de M. Ronald Reagan avec les journalistes, en espérant que ces bonnes

intentions survivent à la première crise.

Sur le fond, M. Bush a essentiellement fait part de l'état d'esprit de la nouvelle administration dans ses relations avec l'Union soviétique, et annoncé que son voyage programmé pour le mois prochain au Japon et en Chine comporterait une escale, le 26 février, en Corée du Sud.

Affirmant que la « prudence est à l'ordre du jour », le président a indiqué qu'il entendait prendre son temps avant de développer les rela-

tions avec l'URSS, et qu'il ne lancerait de grandes initiatives de politique étrangère qu'après une étude soignée des dossiers, laquelle prendrait « un peu de temps ». Pas d'engagement, donc, envers M. Gorbatchev, ce qui ne signifie pas, a précisé M. Bush, qu'on s'apprêterait à « travailler les pieds » dans l'amélioration des relations américano-soviétiques. Le président a, au contraire, indiqué avoir eu une « longue conversation téléphonique » cette semaine avec le numéro un soviétique, pour l'assurer de ses bonnes intentions. « Je veux prendre l'offensive pour faire avancer ces relations », ne pas « jouer simplement la défense » et se contenter de « réagir » aux propositions émanant de Moscou, a précisé M. Bush.

Le chef de l'Etat a, en particulier, énoncé avoir l'intention de « jouer la carte chinoise » en se rendant si vite à Pékin, avant de rencontrer M. Gorbatchev. Simple-ment, a-t-il déclaré, ce voyage — combiné avec le déplacement pour les obéances officielles de l'empereur du Japon Hirohito — se justifie par les « relations solides » de Washington avec la Chine et les liens « étroits » de M. Bush (ancien représentant des Etats-Unis à Pékin) avec M. Deng Xiaoping.

M. Bush a, d'autre part, justifié la décision de son secrétaire d'Etat, M. Baker, de fermer l'ambassade américaine à Kaboul par les « nombreuses incertitudes » relatives à la situation qui prévaut en Afghanistan à la suite du retrait, avant le 15 février prochain, des troupes soviétiques : « Il s'agit d'une mesure de prudence pour protéger une poignée de nos américains », a-t-il expliqué.

S'agissant des otages américains au Proche-Orient, M. Bush s'est déclaré certain que ceux-ci ne sont pas entre les mains de l'Iran, mais que ce pays peut « user de son influence pour leur libération ».

Interrogé, enfin, sur une éventuelle rencontre de M. Baker avec le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, le président a souligné que ce ne serait « pas approprié », puisque « Washington communique juste à discuter » avec l'organisation palestinienne. Mais, a ajouté M. Bush, si l'OLP continue de respecter ses promesses, les Etats-Unis auront des rencontres avec elle. — (AFP, AP, Reuters, UPI).

● M. Lyndon Larouche condamné à quinze ans de prison. — M. Lyndon Larouche, personnalité politique américaine d'extrême droite et candidat à l'élection présidentielle de novembre 1988, a été condamné, vendredi 27 janvier, à quinze ans de prison pour escroquerie et fraude fiscale. M. Larouche a été reconnu coupable par un tribunal de Virginie de n'avoir pas déclaré ses revenus depuis 1978, et d'avoir délibérément évité de rembourser 30 millions de dollars qu'il avait empruntés à des sympathisants politiques.

● Le rachat d'Irish Distillers : Grand Met cède sa part à Pernod. — Le groupe britannique Grand Met, qui avait perdu, en novembre 1987, la bataille engagée pour la prise de contrôle d'Irish Distillers, le producteur de whisky irlandais, mais conservait une participation de 29,9 % dans son capital, a accepté de le revendre au groupe français Pernod-Ricard pour près de 800 millions de francs. Le groupe français contrôlera grâce à cet achat plus de 80 % du capital d'Irish Distillers.

Le numéro du « Monde » daté 28 janvier 1989 a été tiré à 519 510 exemplaires

A B C D E F G

Le Monde
la
Révolution française
est à nouveau disponible dans les kiosques à partir du lundi 30 janvier.

Le colonel Kadhafi préfère le nouveau président

Le colonel Kadhafi préfère le président George Bush à M. Ronald Reagan. Le guide de la révolution libyenne a, vendredi 27 janvier, encensé le premier « un homme politique, positif, pratique » et exprimé le souhait d'établir un dialogue direct avec le nouvel occupant de la Maison Blanche et, même, d'aller aux Etats-Unis.

« M. Reagan avait l'habitude de traiter la présidence comme

une scène de théâtre où il jouait ses numéros », a estimé le colonel Kadhafi, qui, dans une interview à la chaîne de télévision américaine ABC, a paru oublier qu'à l'époque où il était vice-président M. Bush avait un jour dit que le dirigeant libyen n'hésiterait pas à déclencher la troisième guerre mondiale « rien que pour faire la une des journaux ». — (AFP, REUTERS)

NAMIBIE

L'armée sud-africaine a amorcé son retrait

JOHANNESBURG
de notre correspondant

L'armée sud-africaine en Namibie a entamé le retrait de ses troupes de ce territoire, a annoncé, le vendredi 27 janvier, le général Jannie Geldenhuys, chef d'état-major. Le désengagement, qui n'est pour l'instant que logistique, est ainsi rendu public deux mois avant la mise en application, le 1^{er} avril, de la résolution 435 des Nations unies pour l'indépendance de la Namibie. Précision importante, les effectifs de l'armée sud-africaine basés dans l'enclave de Walvis-Bay — seul port en eau profonde du territoire qui restera sous le contrôle de Pretoria — ne seront pas augmentés, a précisé le général Geldenhuys. Cela signifie que toutes les troupes réintègreront l'Afrique du Sud, contrairement à ce que craignait la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain).

Aucune indication n'a été fournie quant aux effectifs pour des « raisons de sécurité ». En octobre dernier, le colonel Kleynans, des forces armées namibiennes, avait indiqué que le total ne dépassait pas quarante mille hommes, dont quinze mille soldats sud-africains. Les vingt-cinq mille autres étant des recrues de Namibie, où la conscription a été décrétée en 1980. Ces troupes sont placées sous le commandement de Pretoria.

Le général Geldenhuys a souligné que le retrait s'opérerait en trois phases : la première jusqu'au

1^{er} avril, la deuxième jusqu'aux élections prévues le 1^{er} novembre 1989, la troisième entre les élections et la proclamation de l'indépendance dont la date doit être fixée par l'Assemblée constituante. En fait, après le scrutin, il ne restera que mille cinq cents soldats sud-africains cantonnés dans deux bases au nord du pays. Aucune installation ne sera détruite, a fait remarquer le général Geldenhuys, précisant que tout serait rapatrié à l'exception des véhicules, soit 100 000 tonnes de matériel. Les bases seront sans doute utilisées par les « casques bleus » de l'ONU dont le nombre a été ramené de sept mille cinq cents hommes à quatre mille six cent cinquante. Mais rien n'a été décidé pour l'instant. L'armée sud-africaine offrira même ses services à la force des Nations unies, a indiqué le général, moyennant finances.

La paix semble s'installer. Seul point noir, trois des onze postes de contrôle prévus le long de la frontière angolaise n'ont pas été installés (le Monde du 14 janvier) : Le général Kat Liebenberg, chef de l'armée de terre, a déclaré qu'il n'y avait pas de mauvaise volonté de sa part et qu'il avait même été offert aux Angolais de les transporter sur le côté namibien de la frontière. Il a ajouté que son pays fournissait de la nourriture aux Angolais dans quatre postes et en raison de leurs difficultés d'approvisionnement.

MICHEL BOLE-RICHARD.

Rebondissement de l'enquête sur Action directe Trois huissiers lyonnais arrêtés pour avoir fait disparaître des indices appartenant aux terroristes

LYON
de notre bureau régional

Trois huissiers exerçant dans un cabinet de groupe situé 10, avenue Maréchal-Foch à Lyon, MM. Alain Carret, Hervé et Jean-François Petitjean, ont été arrêtés par des services de police de Paris et de Lyon, opérant en collaboration. Les trois officiers ministériels sont soupçonnés d'avoir fait disparaître, au cours de l'été 1986, des indices importants — des documents et des armes — notamment « découverts dans une des nombreuses « planques » servant de base dans la région Rhône-Alpes au groupe terroriste Action directe (branche lyonnaise). Ils ont été présentés vendredi 27 janvier au parquet de Lyon et M. Pierre Cazeneuve, procureur adjoint, a aussitôt fait ouvrir une information judiciaire qui a été confiée à M. Jacques Hazy, doyen des juges d'instruction. Celui-ci a inculpé les trois officiers ministériels de vol, destruction d'indices et faux en écritures publiques. Les deux premiers chefs d'inculpation ont été retenus également contre un serrurier — qui employé de la société Bernard — qui

les avait assistés dans leur mission. Les quatre hommes ont été placés sous mandat de dépôt et incarcérés dans des prisons lyonnaises.

Le cabinet Carret-Petitjean avait été saisi par le propriétaire d'un appartement situé 22, rue Pierre-Robin à Lyon (3^e). Celui-ci ne percevait plus le montant des loyers de son locataire. Accompagné d'un serrurier, les huissiers avaient fait ouvrir l'appartement dans lequel se trouvaient non seulement des meubles, mais de nombreux documents — on parle de plusieurs dizaines de kilos — des armes et une somme d'argent d'un montant de 200 000 F environ. Alors que cette découverte se situait après l'arrestation du chef du groupe d'Action directe, André Olivier, le 28 mars 1986, les huissiers se seraient débarrassés des indices « encombrants » en les détruisant par le feu ou en les jetant dans la Saône. Ils se seraient partagé le restant, notamment l'argent. Après avoir ainsi nettoyé l'appartement de deux pièces, ils auraient rédigé un procès-verbal attestant que le locataire était parti en emportant tous ses meubles.

B. E.

châtelet

THEATRE MUSICAL DE PARIS

30 janvier

18 h 30

Jane Berbié présente

Roberto Alagna, Prix Pavarotti 88

« La révélation Alagna... des qualités exceptionnelles... Une authentique découverte »

(Gérard Mannoni - Le Quotidien)

20 h 30

Récital Lucia Valentini-Terrani

Ensemble Orchestral de Paris

Direction Arturo Tamayo

FOUNDAISON
POUR LA MUSIQUE

Renseignements
40.28.28.00